

Combattre l'extrême-droite et le populisme

l'expérience du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Collectif Emma Goldman

2020

Table des matières

Introduction	4
Une conjoncture favorable à l'émergence de la droite extrême	4
1. Définir le fascisme	7
L'ordre nouveau fasciste	7
Le rôle historique du fascisme	8
L'expérience italienne	8
En 1922 comme en 1933, le fascisme était évitable	9
2. Des groupes québécois d'extrême droite	11
Les Bérêts blancs souhaitent changer le Québec pour en faire un grand couvent	11
Les fous de Dieu, les chrétiens traditionalistes, les intégristes	12
La Fédération des Québécois de souche, un regroupement néofasciste	15
Fédérer l'extrême-droite québécoise et construire des liens avec les mouvances néonazies des autres pays*	15
Semer la confusion pour réhabiliter les idées fascistes	16
Les « Nationalistes du Saguenay » : la cellule régionale de la FQS	18
Profiter du climat entourant le projet de « Charte des valeurs québécoises »	21
Mouvement Tradition Québec : les fascistes à genoux	22
La Meute et Storm Alliance : le confusionnisme à l'oeuvre	24
Une meute affolée	24
L'intolérance au nom de la tolérance	25
Le difficile passage de Facebook à la rue	26
Auxiliaires de la police et chemises noires	26
Claude Patry : de la Chambre des communes à la tanière de La Meute	27
Intrigue de palais et déclin	27
Storm Alliance	28
3. Les populistes cultivent le ressentiment	29
Populisme et fascisme : les deux faces d'une même médaille	29
Qu'est-ce que le populisme ?	29
La tentation populiste	29
Le camp de la société fermée	30
Le néolibéralisme saccommode très bien de la xénophobie	30
Le national-populisme une continuité avec le fascisme ?	31
Les classes populaires ne pensent pas d'une seule voix	31
Jean Tremblay, maire populiste et catholique traditionaliste	31
« Le citoyen d'abord »	32
Le conservateur apeuré	32
Un catholique intégriste	33
De la neutralité religieuse de l'administration publique	34
De la « laïcité » d'une mairie fondamentaliste	35
Saguenay, une ville accueillante ?	36

Les radio-poubelles normalisent les discours d'extrême droite	37
L'intimidation et le populisme ont un micro	37
À droite toute	38
4. Des traces du passé	40
Brève chronologie de la droite populiste et de l'extrême droite dans la région	40
le triomphe du « fouette à Caouette »	41
Le triomphe électoral de 1962	42
« La vague des gens du peuple » Progrès du Saguenay, 1962	42
« C'est la victoire de la télévision »	42
Un mélange de catholicisme et de révolte des petites gens	43
Conclusion — penser et continuer la lutte	44
Les premiers pas du gouvernement Legault	44
Vaincre le fascisme pendant qu'il est encore temps	45
Le rôle des médias	45
Populaire, mais non populiste	45
Trouver des solutions aux problèmes quotidiens	46
L'autodéfense populaire	46
L'extrême droite, les femmes et les identités de genre trans et non binaires	47
Nos positions	48
Contre le racisme	48
La suprématie blanche	49
Le racisme banalisé	49
Contre le colonialisme	51
Pour la décolonisation du Nitassinan et l'abolition du colonialisme !	51
Une oppression spécifique	51
Plus de 400 ans de résistance... et ce n'est pas fini !	52
Contre le nationalisme	53
Contre la LGBTQphobie	55
La peur d'une planète gaie	56
Célébrer nos victoires, continuer la lutte	57

Introduction

Une odeur putride que l'on croyait du passé refait surface dans l'espace public. Longtemps contraints aux marges, les discours de l'extrême droite sont aujourd'hui portés plus ouvertement par ses propagandistes. De l'effondrement de l'Union soviétique, en passant par les guerres contre le terrorisme jusqu'à l'instrumentalisation aujourd'hui de l'Autre, à titre de source principale des maux des sociétés occidentales, les discours de l'extrême droite ont le vent en poupe. Dans un contexte d'exacerbation de la concurrence sur les marchés, de privatisations, d'appauvrissement des masses et d'accroissement des inégalités, des groupements populistes et d'extrême droite misent sur les frustrations collectives pour apparaître comme des forces politiques légitimes. Heureusement, les mobilisations populaires et les mouvements sociaux refusent leurs exhortations de division et de haine.

Dans cet ouvrage, nous, le Collectif anarchiste Emma Goldman, souhaitons aborder de front le problème du populisme et de l'extrême droite tel qu'il se présente au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En toute humilité, nous désirons également partager nos expériences de lutte et nos idées pour nourrir le combat contre ces groupes.

Après un premier effort de définition de la conjoncture et du problème, nous décrivons l'ensemble des phénomènes et des groupuscules en présence dans notre région ainsi que leurs actions. Nous ferons par la suite un retour dans le passé pour observer l'impact que ces courants ont déjà eu dans nos milieux. Enfin, dans la dernière partie de cet ouvrage, nous prendrons position sur plusieurs sujets et enjeux sur lesquels l'extrême droite et les courants populistes répandent leur fiel.

Une conjoncture favorable à l'émergence de la droite extrême

La montée de l'extrême droite et du populisme est le produit du système capitaliste. La politique bourgeoise stationnaire des partis politiques et des mouvements sociaux, la cupidité des multinationales qui enchaînent les délocalisations, tout en pratiquant l'évasion fiscale et qui obtiennent des exemptions de taxe, la mondialisation des marchés qui accentue la concurrence et le cannibalisme social, les médias de masse qui s'emploient à abrutir leur public plutôt que développer son sens critique et, enfin, les intellectuel·les retranché·es dans leur tour d'ivoire universitaire sont des facteurs décisifs. Le problème est donc systémique ; le capitalisme est en crise. Le fantasme d'une démocratie dans un système parlementaire est aux soins palliatifs et les idéaux réactionnaires et autoritaires reprennent du galon. La désindustrialisation génère son lot de déclassé·es, et nous assistons à la montée de l'intolérance envers les minorités.

Selon plusieurs historien·nes, dont Annie Lacroix-Riz, le fascisme trouve son terreau dans les périodes de crises systémiques. Il s'est beaucoup construit lors de grandes défaites ouvrières et s'est ultimement distingué comme un choix de la grande bourgeoisie. Le fascisme a été une variable d'ajustement dans le jeu d'alternance politique des pays qui ont connu de tels régimes. Il s'agissait de *mater la société*. Même s'il n'apparaît pas aujourd'hui comme une menace immédiate, les conditions propices à son développement sont, jusqu'à un certain point, réunies. Depuis les années 1980, avec l'irruption du néolibéralisme (et du syndicalisme d'affaires qui y est afférent) les travailleur·euses ont connu une nette diminution de leurs salaires réels¹ et de leur pouvoir collectif (leur capacité à défendre leurs intérêts socioéconomiques). Dans les régions périphériques comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le règne de l'insécurité demeure une constante. En mars 2016, Statistique Canada établissait le taux de chômage régional à 12,1%.

Sur le plan des idées, nous assistons depuis les années 1980 à une droitisation importante du débat social, soutenue par des médias d'information privés et convergents. Dans des chroniques toujours plus sensationnalistes,

1. Le salaire réel est l'estimation du salaire ajusté pour tenir compte du pouvoir d'achat en fonction de l'inflation. Le salaire nominal peut augmenter tandis que le salaire réel décroît.

les médias ont attisé la peur de l'Autre en jouant sur des amalgames mensongers et stéréotypés. L'austérité, la précarité et l'insécurité frappent de plein fouet les classes populaires et laborieuses. Les discours populistes font des personnes immigrantes, particulièrement celles de confession musulmane, des boucs émissaires en leur attribuant les déclassements. L'extrême droite utilise le terme « communautarisme » pour expliquer que les immigrant-es comploteraient en vue de « remplacer » les groupes nationaux majoritaires. Sur les réseaux sociaux, le racisme est désormais décomplexé et des internautes menacent de réaliser des actes haineux, y compris des meurtres. Pendant ce temps, sur la scène internationale, les victoires de l'extrême droite populiste dans de nombreux pays européens ont nourri la motivation des groupuscules et d'organisations à développer une culture de plus en phase avec l'époque. Les bases de l'idéologie demeurent les mêmes, mais par le biais de ses nouvelles formes, elles espèrent récupérer à leur profit le malaise social.

L'attentat de la grande mosquée de Québec, une fusillade de masse perpétrée par le sympathisant d'extrême droite Alexandre Bissonnette le 29 janvier 2017, a frappé les esprits comme un coup de tonnerre. Le meurtrier était un péquiste admirateur de Marine Le Pen, qui se nourrissait des vidéos de propagande islamophobes et mensongères qui circulent sur le Web. L'incident nous a fait prendre conscience que nous avons trop longtemps fermé les yeux devant la dérive identitaire populiste et les campagnes de gestes haineux de groupes d'extrême droite. Nous payions le coût tragique de cette indifférence de la haine de l'Autre. Le maire de Québec, Régis Labeaume, comme plusieurs autres personnalités publiques, réclamait un débat sur le rôle des radio-poubelles dans le climat d'intolérance qui prévalait à Québec et tenait à dénoncer plus particulièrement les gens « qui s'enrichissent avec la haine ». Le maire Jean Tremblay, figure reconnue du repli identitaire au Québec, a pris part au rassemblement de solidarité avec la communauté musulmane de quelques centaines de personnes devant la mosquée de Chicoutimi. Malheureusement, l'indignation a été de courte durée. Les propos populistes et les fausses nouvelles qui circulent incitent les individus isolés (les « loups solitaires ») et les groupuscules à passer à l'action et commettre des actes haineux. Des centaines de messages sur les réseaux sociaux ont salué Bissonnette, le décrivant comme un héros de l'extrême droite, et ont fait de la surenchère dans les discours racistes et islamophobes.

L'exemple de la Grèce nous montre que nous ne sommes pas à l'abri d'une dégradation radicale du climat social en aussi peu de temps qu'une année. Les sévères mesures d'austérité imposées par la Troïka² pour gérer la dette publique nationale ont provoqué un brutal appauvrissement de la population avec des vagues de privatisations et de pertes d'emplois, la destruction du filet social et des taux de chômage très importants, particulièrement chez les jeunes. Le sentiment d'humiliation, de frustration et de trahison des élites s'est développé dans la population. Dans ce terreau propice, les groupements d'extrême droite xénophobes ont connu une très rapide poussée. Le Parti néonazi Aube Dorée s'est d'abord fait connaître par ses « rondes citoyennes » de « nettoyage » des places publiques. Ses militants ont multiplié les agressions, allant parfois même jusqu'au meurtre, sur les personnes immigrantes et les militant·es antifascistes. En plus d'être actif dans la rue, le parti présente des candidat·es aux élections. Lors des élections de mai 2012, il a connu une percée en obtenant 6,97% des suffrages³. Plus de la moitié des policiers de Grèce ont voté pour Aube Dorée. Un peu plus de trois ans plus tard, le pourcentage des votes qui lui était accordé est demeuré stable avec 6,99 %, malgré les inculpations fort médiatisées de plusieurs de ses dirigeants.

« L'une des seules positions philosophiques cohérente, c'est la révolte »

Albert Camus

Il n'est plus question de sauver de nouveau le capitalisme, la société doit être révolutionnée. Nous devons soutenir une alternative politique par rapport au système auquel les opportunistes, prétendant·es de fraîche date au pouvoir, et le vieil establishment, qui garde le pied sur le couvercle de la marmite, se portent à la défense. Pour enfin mettre un terme au règne de nos maîtres, fédérons nos colères et propageons nos propres idées politiques, des idées ancrées dans la libération des classes laborieuses et défavorisées. Ce n'est pas à Ottawa ou à Québec, mais ici et autour de nous qu'il faut construire le changement radical. Brique par brique, dans les luttes sociales

2. La Troïka désigne la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Elle était chargée d'auditer la situation économique grecque, notamment l'état de ses finances publiques.

3. Voir Dimitris Psarras, *Aube dorée. Le livre noir du parti nazi grec*, Mont-Royal/Paris, M Éditeur et Syllepse, 2014.

et dans nos différents milieux de vie, nous développons notre pouvoir d'agir collectif et solidaire malgré nos différences. Nous construisons le pouvoir populaire qui diffuse la solution de rechange sociale et qui s'opposera à toute tendance liberticide.

À contre-pied de ceux qui préfèrent faire l'autruche, des bêtes idées-marketing de « ville accueillante » (sans action) et des vaines quêtes du journalisme policier de nos grands médias, nous déclarons : du courage naît l'espoir, l'espoir de vaincre et terrasser toutes les formes d'oppression.

Nos luttes et notre livre sont des appels à l'action.

1. Définir le fascisme

Dans la galaxie de l'extrême droite régionale, des individus et groupes fascistes trouvent un terreau fertile pour la diffusion de leur lecture du monde. Ils partagent un grand nombre d'affinités, de terrains d'entente et de collaborations, que nous chercherons à décrire au fil de ces pages. Cela va parfois jusqu'à des tentatives d'infiltration. Ils sont en quête d'influence. Mais de quoi s'agit-il lorsque nous parlons de fascisme ?

*« La tyrannie totalitaire ne s'édifie pas sur les vertus des totalitaires.
Elle s'édifie sur les fautes des libéraux. »*

Albert Camus

Dans l'imaginaire populaire, le fascisme se rapporte pour une large part aux camps de concentration, à une dictature complotant pour la domination du monde, aux actes de terreur et de contrôle total sur la société. Cette vision comporte son lot de confusion quant à la définition du phénomène social et historique. Le fascisme prend sa source dans une idéologie et des formes d'organisation particulières. Pour comprendre la menace de résurgence du fascisme, il est nécessaire de se baser sur une définition objective du phénomène et de ses composantes. Nous le présenterons sous deux angles. Premièrement, son utopie — l'« ordre nouveau » national et moral — et ses idées. Deuxièmement, son rôle historique d'ajustement du système capitaliste ; au-delà de certaines représentations, le fascisme s'est essentiellement voué à la défense et à la promotion des intérêts de la grande bourgeoisie.

L'ordre nouveau fasciste

L'idée centrale diffusée par les personnes adhérant à ces mouvances est la suivante : la certitude que leur nation ou « race » est naturellement supérieure aux autres et l'idéalisation d'une société autoritaire basée sur cette nation idéalisée. En ce sens, elles prônent une « purification » raciale ou l'homogénéité religieuse. Cela peut les porter jusqu'à promouvoir l'expulsion et l'élimination des personnes associées à des groupes ethnoculturels différents du leur. Elles accusent les personnes qui n'appartiennent pas à la majorité blanche (et francophone au Québec) d'être responsables d'une situation de « dégradation » de la culture nationale. Bien sûr, prétendre qu'il n'y a qu'une « culture québécoise » relève de la construction d'un mythe excluant de facto les nombreux apports des personnes dont veulent se différencier ces individus. L'un des points unitaires pour les fascistes est la promotion d'un nationalisme identitaire dit « de sang et de sol ».

Dans sa définition générique, le fascisme est un courant politique de la droite radicale diffusant l'idée que la période actuelle de profonde dégradation culturelle et morale mènera éventuellement à une régénération de la gloire nationale, au moyen d'une structuration et d'un nettoyage de la société de ses éléments « hors-groupes¹ ». C'est une idéologie qui rejette l'idée d'égalité, comme l'a formulée la bourgeoisie lors de son développement dans la société féodale ; elle affirme avec certitude la supériorité des droits d'une nation ou d'une « race » sur les autres. Il est propre aux classes dont l'existence se voit menacée pendant un changement structurel du capitalisme (notamment la petite bourgeoisie traditionnelle), chez lesquelles il permet de lever les inhibitions produites par l'idéal d'égalité pour leur permettre d'établir « l'unité organique » dans la nation autour de projets de développement rapide². La classe moyenne n'a pas pu acquérir la conscience développée par le prolétariat au fil de ses luttes et ne peut déployer la même solidarité du fait qu'elle se voit exclue et déclassée. Par son programme dictatorial et totalitaire, le fascisme lui rend ainsi sa position dans la société et par rapport aux

1. Andreas Umland, « Concepts of fascism in contemporary Russia and the West », *Political Studies Review*, vol. 3, 2005, p. 35.

2. Anthony James Gregor, « Fascism and the new russian nationalism », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 31, n°1, 1998, p. 5.

autres nations. Celui-ci repose sur une conception répandue chez les classes moyennes de diviser la société en éléments « en-groupes » et « hors-groupes », attribuant les problèmes dans la société non aux conditions sociales, mais à des responsables, éliminables au besoin³. Typiquement petit-bourgeois et reposant sur la montée de sentiments d'insécurité, le caractère du mouvement fasciste est davantage tracé par ses troupes d'assaut que par son parti. La petite bourgeoisie étant incapable de développer un programme positif, elle ne peut viser que la négation des contradictions du capitalisme, à l'intérieur de ce dernier. C'est pourquoi sous la menace d'un déclassement, l'organisation armée devient la tactique prioritaire de la petite bourgeoisie contre les éléments hors-groupes, considérés hostiles à son mouvement⁴. Enfin, il faut voir la montée du fascisme non seulement comme la dissolution de la « communauté de valeurs » de la démocratie bourgeoise, mais également comme une crise du capitalisme libéral nécessitant l'intervention de l'État⁵.

Le rôle historique du fascisme

« Le fascisme ne brise pas l'élan prolétarien, il en consomme la défaite. »
Un militant antifasciste français

D'un point de vue historique, le fascisme représente un processus politique servant à museler en temps de crise généralisée les classes populaires et ouvrières ainsi que les forces contestataires. Bien que le fascisme soit nourri du mécontentement populaire antilibéral, son accession aux marches du pouvoir nécessite l'obtention d'appuis dans les rangs de la grande bourgeoisie. Pour cette classe sociale, le fascisme permet l'État d'exception ; il supprime les libertés et les possibilités pour les travailleur·euses d'établir un rapport de force avec l'employeur et de s'organiser politiquement pour défendre leurs intérêts. De plus, il s'agit d'un instrument de répression sans compte à rendre.

L'expérience italienne

Le fascisme a germé sur les champs sanglants de la Première Guerre mondiale. Pour les Italien·es, la victoire prend tous les airs de la défaite. Après la débandade des troupes italiennes lors de la bataille de Caporetto en 1917, le pays traverse une crise militaire et politique sans précédent. Au sortir de la guerre, l'Italie est fortement endettée, la lire (la devise italienne) chute et le chômage sévit dans les villes et les campagnes. Durant les deux années rouges (*Biennio Rosso*, 1919–1920), il règne dans tout le pays une ambiance quasi insurrectionnelle. Les grandes villes industrielles du nord sont paralysées par des grèves à répétition et, dans les zones rurales, les soldats démobilisés et les ouvriers agricoles occupent les terres. Au plus fort des mobilisations, on dénombre jusqu'à trois millions de grévistes réclamant des augmentations de salaire et le contrôle de la production.

Le fort mécontentement et les affrontements fréquents entre les grévistes et les forces de l'ordre font tomber le gouvernement présidé par Francesco Nitti (23 juin 1919 – 15 juin 1920). Le nouveau gouvernement présidé par Giovanni Giolitti refuse de répondre aux demandes formulées par les industriels d'évacuer les usines occupées par les travailleurs en armes. Toutefois, il engage des négociations avec la *Confederazione Generale del Lavoro* (Confédération générale du travail – CGL) et le Parti socialiste italien devenu après les élections de novembre 1919 le premier parti du pays. Bien que tous deux ont refusé jusqu'alors de diriger le mouvement, ils acceptent le 10 septembre que la direction des usines retourne aux mains des propriétaires en échange de la création d'une commission paritaire d'étude pour préparer une loi portant sur « l'intervention des ouvriers dans le contrôle technique et financier et dans l'administration des entreprises ». Il s'agit en définitive de signer la défaite des Conseils d'usines qui durent depuis deux ans et de restaurer le pouvoir capitaliste⁶.

3. Mihály Vajda, *Fascisme et mouvement de masse*, Paris, Le Sycomore, 1979, p. 46.

4. *Ibid.*, p. 51.

5. *Ibid.*, p. 70.

6. Gino Caraffi, « 1920 : Le fascisme met fin aux années rouges italiennes », *Alternative libertaire*, 4 octobre 2010, <www.alternativeliber-taire.org/?Septembre-1919-Le-fascisme-met-fin>.

Seule l'*Unione sindacale italiana* (Union syndicale italienne), avec une forte présence de militant-es libertaires et communistes, conserve une position critique et ferme sur l'épilogue d'une lutte qui aurait pu connaître un tout autre succès. La dynamique du mouvement étant brisée, il ne reste plus qu'à réprimer les principaux protagonistes, ce que le militant anarchiste italien Luigi Fabbri nommera « la contre-révolution préventive ».

Pour plusieurs historien·nes, le poète et aventurier Gabriele D'Annunzio apparaît comme l'un des précurseurs du fascisme. À tout le moins, sa liturgie, son rapport au peuple, ses dialogues scandés, jusqu'aux uniformes et au salut romain, ont inspiré grandement le fondateur des Faisceaux italiens de combat (*Fasci italiani di combattimento*), le « Duce ». En 1914, Benito Mussolini, figure importante du mouvement socialiste italien, se convertit, lors de la Grande Guerre, au nationalisme et s'engage comme volontaire pour combattre dans les tranchées. Il rejette la faute du désastre militaire sur les socialistes et les pacifistes. En 1919, il fonde, à Milan, le mouvement fasciste italien qui voulait s'ériger en rempart contre les désordres sociaux qui agitent les villes et les campagnes. Il crée en 1920 une milice armée composée de vétérans au sein de son mouvement, les « *squadristes* » (les escouades), mieux connues sous le nom des « chemises noires » en raison de leur uniforme inspiré par celui créé par Gabriele D'Annunzio et porté par ses camarades « *arditi* » (audacieux).

Le fascisme ne fut pas le fruit d'une doctrine déjà élaborée en chambre : il naquit d'un besoin d'action et fut une action ; ce ne fut pas un parti, mais pendant les deux premières années, un antiparti et un mouvement. Le nom que je donnai à l'organisation en fixait les caractéristiques⁷.

Sous les cris de ralliement « *me ne frego!* » (je m'en fous!), les chemises noires organisent une campagne de terreur systématique. Aidés par le ministère de la Guerre, qui consent à leur louer des véhicules, et soutenus financièrement par les propriétaires terriens et les industriels, ils multiplient les campagnes d'intimidation contre leurs opposant-es de gauche : socialistes, communistes, syndicalistes. Ils attaquent les Bourses du travail, où se rassemblent les syndicats ouvriers, ils saccagent les sièges des journaux d'opposition et brisent des grèves. Lors de leurs expéditions punitives, ils ont recours au « *manganello* » (matraques, gourdins) ; ils obligent leurs opposant-es à avaler de l'huile de ricin, ou encore les assassinent. Ils bénéficient d'une relative indulgence des forces de l'ordre et de la justice du gouvernement Giolitti, car ils apparaissent comme des garants de l'ordre contre les menaces révolutionnaires.

Le 2 août 1922, les fascistes brisent une grève générale lancée par le Parti socialiste (« grève légale ») pour la défense « des libertés civiles et de la constitution » et dirigée contre eux. Ils contraignent par la force les travailleur·euses à retourner au travail. Lauteur et militant communiste libertaire Daniel Guérin souligne dans son œuvre *Fascisme et grand capital*⁸ que là où la population opposait une résistance organisée, elle l'emportait sur les fascistes. Ce fut le cas notamment sur les barricades de Parme où quelques semaines avant la prise de pouvoir par les fascistes, les militant-es du mouvement ouvrier — socialistes, communistes et anarchistes — sous la direction des « *artidi del popolo* » (soldat du peuple) mirent en déroute 15 000 chemises noires.

En 1922 comme en 1933, le fascisme était évitable

Le 28 octobre 1922, Mussolini appelle à la démission du gouvernement et fait converger sur la capitale italienne 25 000 fascistes. L'histoire retiendra ce moment comme la marche sur Rome. Sous l'influence du chef d'état-major, « l'autorité légitime » cède et le roi refuse de proclamer l'état de siège. Le 30 octobre, il demande au « Duce » de former le nouveau gouvernement, auquel participent les libéraux.

Les années 1930 seront caractérisées par l'apparition de mouvements fascistes dans toute l'Europe, en Amérique, de même qu'au Québec avec la création des chemises bleues d'Adrien Arcand. Le régime mussolinien offrit à tous les mouvements analogues une sorte d'archétype commun⁹.

« *Le bacille de la peste s'endort, mais ne meurt pas.* »
Albert Camus

7. Benito Mussolini, *Doctrine du fascisme*, Florence, Vallecchi, 1937, p. 23.

8. Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Syllepse, 1999 [1936].

9. Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Paris, Grasset, 2017.

Pour Daniel Guérin, le moteur du fascisme ce n'est ni le nationalisme ni l'antisémitisme. Ce n'est pas non plus la menace représentée par le mouvement ouvrier, ce serait plutôt la conséquence de son échec. Le terreau indispensable au fascisme, affirme-t-il, c'est la crise du capitalisme. Le basculement vers le fascisme suivra sensiblement le même scénario en Italie et en Allemagne. En période stable, le grand capital s'accommode fort bien de la démocratie qui lui permet de gonfler ses profits en toute quiétude. Or, voici que surgit une crise économique aiguë qui menace les intérêts capitalistes, ruine les classes moyennes et accule le prolétariat à la misère. La production s'effondre et le chômage s'envole. Les partis de gauche s'empêtrant dans le légalisme, se cantonnent à de timides réformes, quand ils ne courent pas derrière la droite populiste ou encore l'extrême droite, par exemple sur le thème de « l'identité nationale ». La gauche institutionnelle, qu'elle soit parlementaire ou syndicale, ne réussit pas à proposer une alternative au capitalisme. La crise s'intensifie. Ne voyant pas d'autre issue, une partie des membres des classes laborieuses et populaires se tourne vers le ressentiment de l'extrême droite et les mouvements fascisants.

2. Des groupes québécois d'extrême droite

Les Bérêts blancs souhaitent changer le Québec pour en faire un grand couvent

Les Pèlerins de Saint-Michel, mieux connus sous le nom de Bérêts blancs, sont une secte politico-religieuse catholique d'extrême droite fondée par Louis Even et Gilberte Côté-Mercier. Si aujourd'hui les Pèlerins réécrivent leur histoire en fixant l'année de leur fondation en 1939, celle-ci est, dans les faits, un peu plus compliquée. Le mouvement traverse entre 1939 et 1963 plusieurs périodes qui se chevauchent : d'abord, il se constitue en mouvement d'éducation (l'Institut d'action politique), il devient un parti politique (l'Union des électeurs), puis un groupe de pression et, finalement, une secte politico-religieuse basée à Rougemont, en Montérégie. L'année 1939 marque la parution de la première édition du journal *Vers demain*. C'est en 1963 qu'ils et elles ont officiellement pris le nom de Pèlerins de Saint-Michel¹.

Les Bérêts blancs prônent un catholicisme intégriste et rejettent le concile Vatican II. Sur le plan idéologique, ce sont de fervents créditistes — ils ont d'ailleurs eu une influence politique significative dans la diffusion de l'idéologie créditiste au Québec. Ils refusent le Québec moderne, dénoncent le système bancaire, le pluralisme religieux et le communisme. Une brochure sur l'histoire de l'extrême droite québécoise produite en 1999 par Eric Cartman rapportait les propos antisémites tenus par Louis Even dans les premières années du journal *Vers demain*² : « Louis Even s'en prend au « système économique judaïsé » et déplore le fait que « quand même bien tous les Juifs seront exterminés, si nous gardons le caractère désordonné de notre système économique, nous récolterons les mêmes résultats »³. » Even considérerait qu'il y avait un complot ourdi par les Juifs et les francs-maçons afin de mettre un terme à la civilisation chrétienne. Plus inquiétant encore, les récentes éditions du journal *Vers demain* sur lesquelles nous avons pu mettre la main soutiennent toujours la thèse d'un tel complot. Le porte-parole du diocèse de Québec, Jacques Côté, ne mâche pas ses mots pour qualifier leurs idées : « C'est une vision extrêmement de droite, pour ne pas dire d'extrême droite. »

Les années 1960 ont effrayé les Bérêts blancs. Avec la Révolution tranquille, la laïcisation et les violentes manifestations de rue, ces intégristes croyaient que l'heure de la révolution dans les rues était venue. C'est dans ce contexte qu'ils ont instauré un « mouvement contre-révolutionnaire ». Inspiré de l'organisation d'extrême droite intégriste Citécatholique en France, le mouvement se composait de cellules autonomes. Son but reposait sur le noyautage idéologique des élites. Des lettres d'opinions sont parues dans certains journaux de la région, comme le *Progrès-Dimanche*. Dans le contexte de la Crise d'octobre de 1970 par exemple, a été publiée une lettre du « Mouvement contre-révolutionnaire du Québec » associant le FRAP (Front d'action politique), un parti municipal montréalais de gauche, au FLQ (Front de libération du Québec) et appuyant les mesures de répression massives.

Comme secte, les Bérêts blancs ont également développé leur forme de vie communautaire mystique, fermée et séparée du monde moderne. La télévision, la musique actuelle et les mini-jupes sont, pour eux, des inventions sataniques. Les visites sont fortement restreintes. Un père qui a quitté la secte se fait, par exemple, refuser le droit de venir voir sa fille qui milite à plein temps à Rougemont. Gilles Bibeau a effectué des recherches sur l'organisation. Il associait sa transformation au « choc » de la Révolution tranquille :

1. Gilles Bibeau, *Les Bérêts blancs. Essai d'interprétation d'un mouvement québécois marginal*, Montréal, Parti pris, 1976, p. 58–59.

2. Louis Even, « Vers un super-État judéo-maçonique », *Vers demain*, vol. 1, 1939–1940.

3. Eric Cartman « Notre maître le passé ?? Extrême droite au Québec 1930–1998 », *Liberté ouvrière*, 15 août 2017 [1999], <liberteouviere.wordpress.com/2017/08/15/en-ligne-notre-maitre-le-passe-extreme-droite-au-quebec-1930-1998-par-eric-cartman-1999>.

À partir de 1965 environ, le mouvement « Vers demain » prend l'aspect d'une secte utopique de forme millénariste et ses caractéristiques sont à rapprocher des autres sectes du même genre, qu'elles soient nées au sein de la religion chrétienne ou non. [...] Les phénomènes utopiques de ce genre s'inscrivent essentiellement dans le cadre de changements culturels importants, comme le démontrent les recherches, faites un peu partout dans le monde⁴.

Leur siège social de Rougemont, que le sociologue Martin Geoffroy qualifie de « Québec des années 1930 dans un pot de formol », est un lieu de pèlerinage incontournable. Les « membres à temps plein » s'y dévouent pour la cause. Ces gens y font notamment la production et la vente de publications, ainsi que de leur journal *Vers demain*. Leur tâche consiste également à l'organisation des branches des différentes régions du Québec, ainsi que des sections présentes dans plusieurs autres continents. Les Bérêts blancs auraient, selon le sociologue, compté 20000 à 30000 membres à leurs débuts et n'en comptent maintenant pas plus de 2000, qui plus est d'âge avancé. Leurs militant-es travaillent d'arrache-pied. Leur journal compterait pas moins de 75000 abonné-es et des centaines de milliers de tracts seraient distribués chaque année.

Les Bérêts blancs ont connu et ont encore une certaine implantation au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Nous pouvons en recenser quelques traces au fil des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui. En mai 1976, un article du *Progrès-Dimanche* avait fait part de l'une de leurs campagnes d'information à Chicoutimi. Leur présence dans la région a un peu plus tard été rapportée dans un article de 1980 par Pierre Demers⁵. En 1988, une pétition des Bérêts blancs a récolté les signatures de 4500 habitant-es de Jonquière, Chicoutimi et La Baie. Elle demandait au gouvernement fédéral l'octroi d'un « salaire » de 12000 dollars pour les mères au foyer. À l'occasion du congrès régional de l'organisation à Jonquière, 350 membres ont effectué une marche du chapelet dans les rues de la ville. Le retour des femmes au foyer représentait pour ces militant-es une façon de hausser la natalité et de libérer des emplois pour les chômeurs et les assistés sociaux⁶. Les politiques natalistes, courantes chez les droites nationalistes conservatrices et extrêmes, s'articulent au modèle de famille traditionnel. Il représente pour les femmes une forme de contrôle et d'instrumentalisation de leurs fonctions reproductives.

Ces derniers temps, la présence de Bérêts blancs a pu être observée au Saguenay avec une distribution occasionnelle de leur journal *Vers demain* (quoiqu'il s'agisse parfois d'anciennes éditions qui sont diffusées) dans les boîtes postales de la ville. Un groupe de Bérêts blancs était également venu distribuer des pamphlets lors de l'événement Occupons Saguenay en 2011. Il s'agissait de femmes âgées portant le bérêt, accompagnées d'enfants.

Tout juste avant les élections provinciales d'avril 2014, une édition spéciale du journal *Vers demain* a été publiée, tirée exceptionnellement à 2,8 millions d'exemplaires. Elle critiquait les projets de loi de la Charte des valeurs québécoises et de l'aide médicale à mourir du Parti québécois. « Allons-nous travailler à faire régner le Christ partout en observant ses lois d'amour, ou laisserons-nous Madame Pauline Marois et ses adeptes nous assommer par des interdictions de porter tels ou tels signes religieux en public? », pouvait-on y lire en première page. L'un des textes couvrait d'éloges le maire Jean Tremblay pour son acharnement à maintenir la prière au conseil de ville de Saguenay. « Oui, M. le maire, nous vous appuyons. Nous voulons Dieu dans nos parlements, dans nos mairies, dans nos écoles, dans nos familles. Toute la terre est au Seigneur! »

Les fous de Dieu, les chrétiens traditionalistes, les intégristes

L'intégrisme chrétien se décline en différentes variantes au Saguenay-Lac-Saint-Jean; une multitude de groupes y sont apparus au cours des cent dernières années. Nous ne pourrions pas, bien sûr, présenter ici un portrait exhaustif des intégrismes chrétiens. Nous nous contenterons de présenter deux de ses formes contemporaines, l'une catholique et l'autre protestante, ainsi que certains impacts de leur militantisme.

4. Bibeau, *op. cit.*, p. 121–122.

5. Pierre Demers, « Portrait-robot de la droite d'ici », *Focus*, n°33, avril 1980, p. 31–33.

6. Collectif La Chambarde, *Histoire du mouvement des femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Jonquière, Productions La Chambarde, 1988, p. 237–238.

Chez les catholiques, il semble que différents courants catholiques intégristes et sectes se soient maintenus régionalement depuis le concile Vatican II. Les pressions de « traditionalistes » pour remettre à l'ordre du jour la messe tridentine⁷ dans les églises de la région en 2008 ont ramenées fous de Dieu sur le devant de la scène. Une lettre ouverte pour le retour de la messe en latin a été signée par 140 personnes et transmise au diocèse de Chicoutimi. Le maire Jean Tremblay avait appuyé leur cause. En réponse, le diocèse leur avait alors catégoriquement interdit l'accès aux églises pour leurs cérémonies, qu'il qualifiait de rétrogrades et passéistes. Cela n'a pas empêché de petits groupes d'intégristes d'organiser, en défiant le diocèse, des messes tridentines dans des salles d'hôtel. Dans leur aveuglement dogmatique, ces gens croient que leurs cérémonies ont un caractère plus sacré que celles à l'église. L'évêque Mgr Rivest ainsi que l'évêché de Chicoutimi écrivaient : « Pour ces gens-là, nous sommes encore à l'époque où l'on disait : hors de l'Église, point de salut. Ils ne reconnaissent pas les changements apportés lors du concile Vatican II. Ce n'est pas avec des personnes comme ça qu'on va rajeunir l'Église. » À notre connaissance, chacune de ces messes a généralement attiré une vingtaine de croyant-es seulement.

Le principal groupe promouvant la messe en latin à Saguenay est la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX). Il s'agit d'une société de prêtres catholiques intégristes présente dans des dizaines de pays. À la suite du concile Vatican II (1962), qui visait à rendre le catholicisme plus en phase avec la société moderne, le fondateur de la FSSPX, Mgr Lefebvre, a constitué l'opposition la plus affirmée à la nouvelle liturgie. Sa fronde était résolument anti-moderniste et antirévolutionnaire. Il s'opposait au principe de la liberté religieuse de chaque individu et réclamait la continuité de « l'Église de toujours ». Il triait dans l'histoire et les textes du catholicisme ce qui allait dans le sens de sa doctrine. Selon lui, les dogmes catholiques devaient forcément l'emporter sur toutes autres lois terrestres et le concile Vatican II consacrait le mariage de l'Église et de la Révolution. Sur le plan des opinions politiques, l'évêque n'a pas caché ses sympathies pour des dictatures d'extrême droite comme celles de Francisco Franco en Espagne, d'Augusto Pinochet au Chili et de Salazar au Portugal, ainsi que son appui pour Jean-Marie Le Pen, président du Front national en France. En 1989, lors d'une conférence de presse en France, il avait déclaré :

... le mieux, pour les musulmans, serait qu'ils rentrent chez eux [autrement ils vont] petit à petit imposer leurs lois. Le droit chrétien ne peut pas concorder avec le droit islamique. [...] Les musulmans ne peuvent pas être catholiques, ils ne peuvent pas être vraiment français. Il ne faut pas leur permettre de s'organiser, ni sur le plan politique ni sur le plan religieux. [Si de nouvelles mosquées sont construites], ce sont vos femmes, vos filles, vos enfants qui seront kidnappés, et emmenés dans des quartiers réservés comme il en existe à Casablanca⁸.

La FSSPX est bien connue pour ses nombreux liens avec l'extrême droite en France et en Belgique notamment⁹, mais aussi au Québec. À la fin des années 1980, le Cercle Jeune Nation (1986–1996), un groupe néofasciste québécois, a collaboré avec elle dans le cadre de l'organisation de tournées de conférences. L'historien néofasciste Jean-Claude Dupuis, qui a été l'un des fondateurs du Cercle Jeune Nation, a présenté au cours des dernières années de multiples conférences organisées par la FSSPX et a participé à son journal, *Le Carillon*. L'un des évêques de la FSSPX, Mgr Richard Williamson, a déclaré publiquement à Sherbrooke en 1989 et en 2009 que la Shoah était une histoire inventée. En entrevue, il a confirmé ses opinions négationnistes sur la Shoah. Dans la ville de Québec, l'un des prêtres de la Fraternité a fait la lecture de prières en public lors d'événements du groupe fasciste Atalante. Lors du 1^{er} mai par exemple, il exprimait ainsi sa solidarité avec l'action réalisée par Atalante Québec : « On peut trembler et se dire que tout est perdu. Eh bien non. Même si on est faibles, même si on est peu nombreux, il faut se lancer dans l'attaque, il faut se lancer dans l'action, il faut se lancer sans crainte ! » Rappelons qu'Atalante compte des membres qui ont commis de multiples agressions haineuses, dont certaines au couteau. Ils se sont fait tatouer des croix gammées. À Saguenay, comme vous le verrez plus loin, les membres

7. Rite abandonné vers la fin des années 1960 pour que l'Église s'adapte aux changements dans la société.

8. « Dans une conférence de presse à Paris, Mgr Lefebvre affirme que les musulmans devraient « rentrer chez eux » », *Le Monde*, 16 novembre 1989.

9. Observatoire belge de l'extrême droite, « Escada et FSSPX : Flagrant délit de révision », *Résistances*, 2009, <www.resistances.be/fsspx09.html>.

de la cellule locale de la Fédération des Québécois de souche ont beaucoup collaboré avec la FSSPX et certain-es ont adhéré à la FSSPX.

La FSSPX a perdu sa reconnaissance officielle de l'Église en 1975 et Mgr Lefebvre a été excommunié en 1988. Son intégrisme l'entraîne à prendre en dévotion des périodes du passé comme le duplessisme et à s'opposer à toute forme de libéralisme. Dans un texte de mai 2010 du bulletin québécois de l'organisation, *Je me souviens*, le système d'éducation de la province de l'époque duplessiste était vanté comme le meilleur au monde. L'auteur va jusqu'à écrire que « la société canadienne-française vivait *de facto* sous un régime de chrétienté digne du Moyen-Âge ». La FSSPX veut ultimement organiser la vie collective conformément à un retour aux traditions religieuses catholiques dites véritables de la période précédant le concile Vatican II. Selon l'abbé Couture, la FSSPX compterait aujourd'hui plus de 600 fidèles au Québec. Elle est basée à Saint-Césaire en Montérégie et dirigerait une école à Lévis. Au Saguenay, les messes en latin médiatisées auxquelles elle a fortement contribué n'ont rassemblé qu'une vingtaine de « fidèles ».

Du côté des protestant-es, certains leaders de l'Église protestante évangélique régionale se sont manifestés à plusieurs reprises pour exprimer leurs positions rétrogrades et passésistes à propos de l'éducation, de l'avortement ou de l'homosexualité. Le pasteur protestant Réal Gaudreault de La Baie a ainsi bataillé un temps contre le cours d'Éthique et culture religieuse. Cherchant à préserver la cellule familiale et les valeurs québécoises d'avant la Révolution tranquille, le pasteur a fondé au Saguenay, en décembre 2009, l'Action conservatrice traditionnelle devant un auditoire d'une cinquantaine de personnes. Cette organisation se voulait un mouvement citoyen de droite, conservateur et antilibéral et non un parti politique. Le but était de réaliser des assemblées dans les différentes régions du Québec et de faire pression sur les partis politiques. Elle prétextait que la gauche et les laïques prenaient trop de place dans l'espace public au Québec. Le groupe s'opposait au mariage gai et réclamait que « l'État sorte des familles », faisant allusion à l'école ou à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). À propos de l'éducation, le pasteur Réal Gaudreault soutenait que « le gouvernement essaie d'infiltrer le cerveau des enfants afin de leur inculquer une doctrine socialiste, voire communiste, et de leur enlever leur identité québécoise pour la remplacer par une identité mondiale ¹⁰ ».

La Librairie chrétienne de La Baie, également de confession protestante évangélique, placarde ses fenêtres avec des citations de la Bible. Elle a suscité de nombreuses réactions parmi la population et les groupes de défense des homosexuel·les en 2010 en raison d'affiches homophobes dans ses vitrines : « Tu ne coucheras point avec un homme comme tu couches avec une femme, ce serait une abomination. » Se défendant d'être homophobe alors qu'il retirait cette affiche, le propriétaire de la librairie, Denis Simard, a toutefois affirmé que l'homosexualité peut être « corrigée ». Aussi, il prétendait que « Dieu peut corriger toute chose parce que Dieu est puissant pour changer des vies ¹¹ ».

Nous aurions pu mentionner plusieurs autres groupes intégristes actifs dans la région. Leurs campagnes réactionnaires ont plusieurs fois attiré l'attention du public. Par exemple, dans les années 1970 et 1980, le mouvement régional des femmes revendiquait l'obtention d'un service d'avortement dans la région. Devant les quelques victoires obtenues, le mouvement conservateur « pro-vie », appuyé par les différents groupes religieux intégristes, a vivement bataillé contre ces gains et alimenté le ressac antiféministe. La presse régionale publiait des lettres d'hommes opposés à l'avortement menaçant d'attentats terroristes les CLSC offrant les services d'avortement. À la fin de l'été 1986, le mouvement prétendument pro-vie a entamé sa première bataille juridique contre des établissements de santé et ce sont des établissements du Saguenay-Lac-Saint-Jean (les seuls à l'extérieur de la région de Montréal) offrant des services d'avortement (ou prévoyant le faire) qui ont été ciblés. Des militantes féministes notaient :

À Chicoutimi, le CLSC Saguenay-Nord de même que l'un de ses médecins, le Dr Jean-Denis Bérubé, sont accusés d'avoir pratiqué des avortements illégaux entre 1982–1985. À Alma, le CLSC le Norois

10. Catherine Bouchard, « Un mouvement citoyen de droite voit le jour », *La Pige*, 13 décembre 2009, <ucl-saguenay.blogspot.com/2009/12/un-mouvement-citoyen-de-droite-voit-le.html>.

11. Collectif Emma Goldman, « Librairie chrétienne homophobe à La Baie », *Blogue du Collectif Emma Goldman*, 27 juillet 2010, <ucl-saguenay.blogspot.com/2010/07/librairie-chretienne-homophobe-la-baie.html>.

doit comparaître en Cour supérieure face à une injonction interlocutoire visant à empêcher la création d'une clinique d'interruption de grossesse¹².

La Fédération des Québécois de souche, un regroupement néofasciste

Fédérer l'extrême-droite québécoise et construire des liens avec les mouvances néonazies des autres pays*

La Fédération des Québécois de souche (FQS), aussi appelée Fédération des nationalistes blancs québécois à ses débuts, a été formée en 2007 par un groupe de néonazis, dont Maxime Fiset, du quartier Limoilou, à Québec. Selon ce dernier, le but de la FQS était de « fédérer tous les groupes d'extrême droite au Québec ». Cherchant à tirer profit des tensions suscitées autour de la question des accommodements raisonnables, la FQS a lancé son forum sur Internet durant le mois de juillet. Son idéologie était sans équivoque. Adolf Hitler et le Ku Klux Klan y étaient l'objet d'admiration et les croix gammées parsemaient les pages du site. Fiset a plus tard avoué en entrevue qu'il entretenait alors des liens avec de nombreuses figures de proue du mouvement néonazi mondial, comme David Duke, ainsi que les partis nationaux-socialistes de plusieurs pays. Selon le site Fachowatch, la FQS aurait à ses débuts été affiliée à une organisation plus structurée à l'échelle internationale, le Mouvement national-socialiste français (MNSF), qui s'autoproclamait néonazie. La description du site Web de la FQS effectuée par *Journal de Montréal* était sans ambiguïté. En voici un extrait :

L'idéologie extrémiste, voire néonazie, du FQS est claire. Sa page d'accueil montre une fleur de lys côtoyant une croix celtique, un symbole utilisé par ceux qui prônent la suprématie de la race blanche.

Adolf Hitler, KKK...

Les avatars, ces images personnifiant les internautes, parlent aussi d'eux-mêmes. L'un se personnifie par une affiche de recrutement de l'organisation raciste Ku Klux Klan (KKK). On y voit un homme portant les traditionnelles robes et cagoules blanches, encadré de l'inscription *The KKK wants you* (Le KKK a besoin de vous). Un autre utilise la tête de mort qu'arboraient les SS, la police allemande d'Adolf Hitler chargée d'exterminer les Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale. Sur ce site, qui se veut un forum de discussion, on parle de race, d'immigration, de gangs de rue et d'accommodements raisonnables. Les musulmans, les Juifs et les Noirs sont pris à partie. [...] Certains croient par contre que ça sert leur cause en « provoquant des tensions raciales ». D'autres voient les forums comme un bon endroit pour recruter « des gens qui en ont ras le bol des immigrants ». [...] La FQS dit compter 58 membres provenant de Montréal, Québec, Rimouski et Saguenay, notamment.

Selon le site Fachowatch, le MNSF aurait été l'organisation avec laquelle la FQS en croissance était en lien. Leur premier site Web aurait d'ailleurs été hébergé sur le compte du MNSF. L'information semble crédible puisque Fiset avait avoué sur le forum néonazi Stormfront avoir déjà été un « cadre du MNSF chargé du service de renseignements sur Internet ». Le MNSF se dévouait au « renouveau du national-socialisme » et était membre d'une fédération internationale de groupes néonazis, la World Union of National Socialists. Dans son communiqué d'adhésion à l'union, il notait :

Le temps du militantisme individuel est fort heureusement révolu. Nous sommes désormais suffisamment nombreux et puissants pour être en mesure de travailler ensemble, et de notre niveau d'organisation dépendent nos résultats concrets sur le terrain, en France comme ailleurs en Europe et dans le monde.

Fachowatch observait de grandes similarités entre les pages Web de la FQS et du MNSF, en particulier quant à l'omniprésence de croix gammées et de propagande hitlérienne. En guise de salutations, les auteurs du MNSF

12. Marielle Brown, Sylvie Brassard et Francine Savard, « Petite histoire de la lutte pour l'avortement », *Possibles*, vol. 12, n°2, printemps 1988, p. 131.

éructent fréquemment « *Heil Hitler* », le bras tendu. On y trouve aussi de nombreux textes sur la « résistance sans leader » et l'action raciste en mode « loup solitaire » (certains de ces textes ont été reproduits dans des pamphlets qui avaient été distribués dans les boîtes aux lettres du Saguenay par des militants néonazis de différentes villes au Québec lors de leur « 12 heures d'activisme » en 2010), les classiques de l'idéologie et de l'histoire nazies, toute une section touche la question de comment réhabiliter le nazisme, le révisionnisme, l'islamophobie et l'antisémitisme, etc. Dans un texte intitulé « Comment nous allons réhabiliter le national-socialisme », le « mouvement » donne la consigne à ses membres de promouvoir la ségrégation et le racisme en usant du concept de « communautarisme » (des idées aujourd'hui popularisées par l'« alt-right » étatsunienne et les « identitaires » européens) :

Dans notre société moderne, du fait de l'action nuisible des « bien-pensants », on a pour religion l'ouverture aux autres, à leurs cultures, à leurs modes de vie, etc. Or, on sait parfaitement où cela conduit : à cette haine, consciente ou pas, qu'éprouvent bon nombre de Blancs à l'égard de leur race et de leur propre identité raciale, et, en conséquence, à cet engouement hystérique dont ils font preuve pour les autres races, pour les cultures étrangères, pour l'exotisme. Cela favorise d'autant plus l'immigrationnisme, le communautarisme, le métissage ethnique et culturel, et finalement, l'anéantissement de tout ce qui compose notre identité en tant que peuple français et européen de souche.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a dénoncé en 2007 les 3810 pages « d'apologie du III^e Reich avec modes d'emploi pour l'organisation d'opérations paramilitaires racistes » du site du MSNF et demandait l'intervention du ministère de l'Intérieur français¹³. Le site Web a ensuite fait l'objet d'une surveillance par la Direction centrale du renseignement intérieur. Le 17 février 2009, l'administrateur du site, un homme de 44 ans habitant dans le nord de la France, a été interpellé à la suite d'une enquête pour appel à la haine et à l'antisémitisme. Tout son matériel informatique a été saisi. Le site Web du MSNF a également été fermé par la police, tournant une page sur ce réseau sordide qui affichait fièrement sa responsabilité pour plusieurs actes de vandalisme haineux.

Le webmestre du site de la FQS, Maxime Fiset, a connu le même sort près d'un an plus tôt. Il a été arrêté en janvier 2008 pour « propagande haineuse envers les communautés culturelles » sur Internet et possession d'une arme prohibée, un poing américain, découvert lors d'une perquisition à son domicile par l'escouade de lutte au terrorisme de la Sûreté du Québec (SQ). Tout son matériel informatique a été saisi et le site Web de la FQS a été fermé. Il faut noter que l'accusation de propagande haineuse est rarement portée au Canada ; il s'agissait du deuxième cas au Québec depuis une vingtaine d'années. Il avait adopté le look skinhead depuis un certain temps. Il déclarait ouvertement que les quatre néonazis ayant attaqué un homosexuel au mois de juillet précédent étaient ses camarades. L'arrestation n'a pas mis fin à l'engagement de Fiset qui, sitôt son procès terminé, a recommencé ses activités sur la section québécoise du forum néonazi Stormfront. Le site Web a très rapidement été rouvert et l'organisation a poursuivi ses activités.

Semer la confusion pour réhabiliter les idées fascistes

La répression a fortement ébranlé la petite communauté adhérent à la FQS. Elle a cherché à redéfinir son image pour la rendre plus acceptable socialement et moins groupusculaire, afin d'éviter la répression et d'accroître son influence. Toutes les références à Hitler sont ainsi disparues du site Web. On peut interpréter cette étape comme une première maturation du groupuscule. La répression n'était certes pas une première sur la scène néonazie mondiale. Le développement de groupements néofascistes à l'image soignée aux États-Unis et dans plusieurs pays européens a vraisemblablement inspiré les militant-es de la FQS. L'image a été changée, mais ce n'était qu'une façade. Les thèmes de base du mouvement comme les théories raciales, l'opposition à l'immigration, au métissage, à la diversité et au multiculturalisme ainsi que le réseautage avec les groupuscules néonazis de différents pays sont demeurés inchangés. Les leaders de la FQS ont continué de collaborer avec

13. Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, « Contre l'insupportable apologie du national-socialisme et du 3^e Reich sur Internet », *Parti de gauche*, 6 décembre 2007, <web.archive.org/web/20120527123153/gauchemip.org>.

différents groupes affichant plus clairement leur adhésion au néonazisme et au fascisme comme Légion nationale, Atalante Québec et Bannière noire à Montréal. Les publications sur des forums de discussion ouvertement néonazis comme Stormfront n'ont pas cessé et les actions de la FQS y ont toutes été rapportées et saluées par les participant-es néonazi-es de différents pays. De plus, l'organisation a organisé des conférences avec des porte-parole de groupes néofascistes et néonazis d'autres pays. Par exemple, le néonazi français « Batskin », Serge Ayoub, dont l'organisation a été interdite à la suite de l'assassinat par l'un de ses membres d'un jeune antifasciste, a tenu une conférence à Montréal en 2011. En 2013, c'était au tour de Jared Taylor, de l'organisation suprématiste American Renaissance, de se faire inviter. Il leur a parlé du prétendu droit des peuples blancs de descendance européenne de demeurer majoritaire et d'imposer leur domination. Il dressait le portrait suivant de la politique étatsunienne :

Vous savez bien, chez nous en Amérique, on a que deux partis principaux. Le Parti républicain, qui représente une droite plutôt molle, qui est devenu essentiellement le parti des Blancs [sic]. Nous avons aussi le Parti démocrate, qui est devenu le parti des non-Blancs [sic] et des gauchistes.

En 2016, des conférences à Québec et à Montréal ont été organisées pour présenter Gabriele Adinolfi qui s'autoproclame « figure incontournable du néofascisme italien ». Questionné par *La Presse* sur ses motivations concernant une invitation d'un personnage aussi extrême, la FQS a répondu :

En tant qu'organisation nationaliste, nous collaborons avec tous les mouvements et associations qui partagent, en partie du moins, les grandes lignes que la Fédération des Québécois de souche défend : opposition à l'immigration, identité, nationalisme, etc., surtout lorsque celles-ci sont prêtes à s'investir de façon concrète.

Ses tactiques et stratégies ont également été en partie revues. Pour dissimuler sa structure semi-clandestine et groupusculaire, la FQS s'est présentée comme une organisation sans registre de membres, qui ne connaît pas le nombre de ses membres autrement que sur une page Facebook à laquelle n'importe qui peut s'abonner. Dans certains textes, il est inscrit que seraient réputé-es membres les personnes qui s'engagent dans les campagnes lancées par cette « nébuleuse ». Évidemment, tout cela n'est que de la poudre aux yeux. L'organisation compte un porte-parole officiel, un ou des leaders prennent des décisions et tissent toujours des liens avec différents groupuscules néofascistes étrangers ; elle s'est structurée sur la base de ses cellules reconnues, à Montréal et à Saguenay. Dans cette transformation, de nouvelles tactiques sont aussi apparues dans le répertoire d'action de la FQS. De l'aveu de l'un de ses ex-leaders, pour gagner en influence, les membres de la FQS ont cherché à noyauter d'autres organisations nationalistes. Vers 2009, le Parti indépendantiste (PI) en a par exemple été la cible. Avec les membres de fraîche date qu'elle avait pu trouver pour le parti, la FQS a pu développer son influence sur le PI. Sur la question de l'immigration, le parti s'est ainsi positionné de manière catégorique pour son interdiction. Quelques autres tentatives de noyautage de partis politiques nationalistes comme celle du PI auraient été réalisées. L'effort de dissimulation a été encore supérieur sur le plan des discours, bien qu'ils présentaient une abondance de contradictions. Les buts et racines idéologiques demeuraient les mêmes. L'un des modèles dans cette transformation était Génération identitaire en France. Ce groupe cherche à réaliser des coups d'éclat et soutient une vision ethnique de l'identité. Il voit les Français-es comme un peuple assiégé, qui subirait une « colonisation de l'intérieur ». Certain-es comparent même le destin de leur nation à la réalité sociale contemporaine des Premières Nations d'Amérique qui ont été colonisées par les Européens, ont vécu un génocide et ont été enfermées dans des réserves. Il est extrêmement paradoxal qu'un tel courant soit imité par des descendant-es de colons au Québec. À l'heure des bilans, la tentative d'importation du militantisme des identitaires au Québec est demeurée très boiteuse, en raison notamment de l'inexpérience de ses militant-es. Cette modification des codes traditionnels de l'extrême droite était également susceptible de créer des divisions et des déceptions au sein de la frange radicale.

Le porte-parole de la FQS balayait désormais les accusations de racisme et de xénophobie en affirmant que son organisation se prononçait simplement pour la « défense des intérêts ethniques des Québécois de souche ». La cellule locale du Saguenay allait jusqu'à justifier son existence en se comparant à « la Ligue des Noirs [qui] le fait pour les personnes noires et toutes les autres associations ethnoculturelles [qui] font de même ». Un point

qui semble leur échapper : ces organisations ne portent pas d'idées haineuses ou l'ambition de domination ou de suprématie raciale à la différence des membres de la FQS. Parallèlement, les campagnes activistes locales de l'organisation portaient sur des enjeux plus spécifiques, souvent déterminés en réaction à l'attention médiatique. Parmi ces thèmes, on retrouve : l'immigration, les certifications *casher* et *halal*, les soi-disant idéologies ou complots « immigrationnistes », le complot de l'« islamisation » (avec notamment la *charia* et les soi-disant « zones de non-droit »), le mariage homosexuel, les francs-maçons, le catholicisme d'avant le concile Vatican II, l'islamophobie, le métissage et l'ouverture à la diversité des identités et orientations sexuelles dans les écoles. Autre nouveauté, la FQS a parfois cherché à récupérer le principe de laïcité, en en appliquant le sens de façon sélective contre l'islam, désigné comme bouc émissaire. Le fait que les membres de la défunte cellule saguenéenne soient aujourd'hui membres d'un groupe intégriste catholique montre bien l'absence de sérieux dans cette prétendue adhésion au principe de laïcité.

Malgré ces tentatives de changer leur image, le membrariat de la FQS continue de se nourrir de propagande haineuse et d'encouragements à commettre des gestes violents à l'endroit de groupes ciblés. Cette culture de haine est susceptible de développer un processus de radicalisation au moyen de la violence fantasmée. L'ex-chef de l'organisation, Maxime Fiset, a d'ailleurs décrit, au cours de multiples conférences et apparitions à la télévision, ce processus qui l'a mené à la planification d'un attentat à la bombe, qui n'a heureusement jamais eu lieu. Il notait la circulation d'ouvrages expliquant la confection de bombes artisanales au sein des réseaux néofascistes. Ainsi, il ne faut pas tomber dans le piège de la dédramatisation ; la FQS et ses membres représentent bel et bien une menace pour les groupes qu'elle cible et le vivre ensemble dans les villes où elle est active.

Les « Nationalistes du Saguenay » : la cellule régionale de la FQS

Nous manquons d'information sur la genèse de la bande néofasciste à l'origine du groupe Nationalistes du Saguenay, mais un incident local qui l'a précédé de peu semble être lié à celle-ci. Le 22 août 2010, près d'une dizaine de skinheads néonazis, provenant principalement de l'extérieur de la région, ont réalisé leur édition annuelle du « 12 heures d'activisme » dans les villes de Chicoutimi et de Jonquière. Sorte de rassemblement des militants néonazis de la province, les 12 heures consistaient en une distribution dans les boîtes à courrier de propagande raciste et fasciste. Le matériel à distribuer était gracieusement fourni par Skin Aide Diffusion, une maison de disque nationaliste identitaire de France (qui distribue des groupes comme Blockhaus, Arianrhod, Frakass et Kontingent 88) et Label 56, une maison de disque étatsunienne néonazie. La propagande diffusée portait les marques de la National Alliance, une organisation étatsunienne néonazie fondée par William Luther Pierce — l'écrivain de *The Turner Diaries*, et d'Altermedia, un portail Web identitaire d'extrême droite de France (une réappropriation de l'idée-fondatrice d'Indymedia, le réseau de médias indépendants altermondialistes formé à la suite des manifestations de Seattle en 1999). Au total, le petit groupe de skinheads affirmait avoir distribué au Saguenay durant la journée : 150 disques de musique NSBM, 4000 dépliants anti-immigration portant divers slogans haineux et pour la suprématie de la race blanche et collé 500 autocollants de Label 56. De même, durant l'été, il semble que plusieurs secteurs, dont le centre-ville de Jonquière, avaient été ciblés par des distributions de prospectus contre le multiculturalisme et le mélange entre les groupes culturels. Ce type d'activité ciblant les boîtes à courrier est demeuré l'un des principaux moyens d'action de la cellule de la FQS.

Le blogue « Nationalistes du Saguenay » est apparu sur le Web vers 2011. Il diffusait des textes racistes, xénophobes pour la suprématie blanche. Le niveau de rigueur de l'information y était à son plus bas. Les scribeur-euses procédaient souvent à des jeux d'association faciles et des raccourcis intellectuels étonnants. Le 25 juin 2011, nous y apprenions que l'équipe derrière le blogue formait désormais une cellule régionale affiliée à la FQS.

Leur communiqué d'adhésion affirmait :

C'est dans cet esprit d'espérance et d'unité que nous vous annonçons la bonne nouvelle. Les Nationalistes du Saguenay ont décidé de joindre leurs compétences d'activistes et de nationalistes à un réseau qui partage leurs idées et qui est présentement en expansion dans toute [sic] les régions du Québec. Nous rallierons désormais nos forces à la Fédération des Québécois de souche. [...]

C'est donc dans la motivation et dans l'action que nous allons maintenant représenter le Saguenay parmi le mouvement d'action nationaliste québécois FQS. Nous continuerons donc d'agir dans la région et surtout d'interagir avec les autres régions pour rappeler au peuple la valeur de son identité nationale¹⁴.

Cette nouvelle section a aussitôt suscité l'attention du Collectif anarchiste Emma Goldman. Il était dès lors certain pour les membres du Collectif qu'il n'était pas question de laisser ces néofascistes parader librement dans la ville ou occuper quelque espace public. Bien qu'ils soient marginaux, nous ne nous méprenions pas sur les impacts potentiels de leurs discours et de leurs gestes sur le sentiment de sécurité des groupes qu'ils ciblaient. Très rapidement, nous les avons d'ailleurs vus tenter de s'immiscer dans certains événements ou sur le blogue du Collectif pour harceler les membres. De nombreuses lettres de menaces comportant des expressions fascistes comme « white power », « white pride world wide » et « Heil Hitler » parvenaient dans le courriel du Collectif. Nous avons dénoncé certains des messages anonymes pour ne pas rester isolé-es, ni muet·tes par rapport à ce harcèlement.

Dans la même veine, en réponse à un article publié sur le blogue à propos de l'attentat d'un fanatique de l'extrême droite, lequel a coûté la vie à plus de 50 personnes en Norvège et dans la présentation duquel nous annonçons la création récente de la cellule régionale de la FQS, un lecteur anonyme nous a écrit :

Vive le nazisme et vive Hitler. Enfin quelqu'un décide d'agir et de massacrer tout ses impure [sic].
L'extrême droite te sodomise profondément. Un bon communiste est un communiste mort. L'UNION
COMMUNISTE LIBERTAIRE est une honte. Le Saguenay n'est pas et ne sera jamais COMMUNISTE.
ALORS DÉGAGE DE NOTRE BELLE RÉGION¹⁵.

Les gestes d'intimidation se sont poursuivis à l'automne. Au mois de septembre, le site Web de Portes ouvertes sur le lac, un groupe communautaire qui aide les nouveaux arrivant-es dans la région, a été la cible d'un piratage. Des messages haineux, xénophobes et racistes avaient été laissés sur la page d'accueil en guise de carte de visite. À la mi-octobre, lors de l'assemblée générale du premier événement Occupons Saguenay, sous une grande bâche, un proche du Collectif Emma Goldman qui tenait une table d'information a été victime d'intimidation par trois membres des Nationalistes du Saguenay. Ces derniers affirmaient prôner la pureté de la race blanche et ont proféré des propos homophobes, xénophobes et racistes sur un ton agressif et menaçant pendant près d'une quinzaine de minutes. Le sympathisant du Collectif a tout de même su garder son calme devant cette provocation, réfuter leur discours haineux et exprimer ses positions de façon claire et catégorique. Après le départ des néofascistes, ce geste d'intimidation a été dénoncé devant l'assemblée générale.

Une journaliste de *Progrès-Dimanche* a, par la suite, été elle aussi victime d'intimidation pour avoir écrit une série d'articles traitant de l'extrême droite au Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'un des articles en question faisait, entre autres choses, référence à une lettre de menaces, signée « Section Dénikine », qui avait été postée au domicile de l'un des militant-es du Collectif Emma Goldman. Sur les ondes de la radio-poubelle, l'ancien animateur de KYK Radio X, Carl Monette, avait alors abondamment dénigré en ondes la journaliste, ainsi que le militant ayant subi les gestes d'intimidation. L'animateur est allé jusqu'à faire jouer l'enregistrement d'une partie d'un appel de menaces à la journaliste, réalisé par un auditeur anonyme et transmis par courriel à Monette¹⁶. Ce n'était pas fini ; nous avons vu apparaître des textes associant la journaliste de *Progrès-Dimanche* au Collectif anarchiste Emma Goldman sur des sites Web néofascistes, des allégations basées sur des propos sordides et sans fondement des animateurs de la station KYK Radio X. De son côté, le portail d'extrême droite Altermedia se contentait de publier un extrait dans lequel un tel raccourci était effectué, sans même prendre la peine de le commenter ou de le présenter. Les propos de l'émission avaient une valeur de propagande d'extrême droite pour ces groupes.

14. Voir « La Fédération des Québécois de souche, cellule québécoise d'un mouvement néo-nazi mondial », *Blogue du Collectif Emma Goldman*, septembre 2009, <ucl-saguenay.blogspot.com/2013/09/geste-haineux-la-mosquee-de-chicoutimi.html>.

15. Les majuscules ont été fidèlement reproduites ; « Saguenay : des néo-nazis qui tentent d'intimider par Internet », *Collectif Emma Goldman*, 3 août 2011, <ucl-saguenay.blogspot.com/2011/08/saguenay-des-neo-nazis-qui-tendent.html>.

16. Voir « Nouvelles notes sur l'extrême droite au Saguenay », *Collectif Emma Goldman*, 12 février 2012, <ucl-saguenay.blogspot.com/2012/02/nouvelles-notes-sur-lextreme-droite-au.html>.

Le harcèlement et les lettres de menace à l'encontre des membres et des sympathisant-es du Collectif Emma Goldman se sont poursuivis durant encore plusieurs années, que ce soit par la poste, sur Internet, par téléphone, en personne ou par des actes de vandalisme à leur lieu de résidence. En riposte, les membres du Collectif ont été solidaires, ont pris les mesures de sécurité nécessaires et ont cherché à augmenter de manière concrète le sentiment de sécurité de leurs camarades.

Les tentatives d'activisme de la FQS demeuraient très ancrées dans l'idéologie du suprématisme blanc de ses membres. Ainsi, en janvier 2012, la cellule locale de la FQS avait annoncé la formation d'une section saguenéenne du « Collectif sans immigration massive ». Outre un blogue, dont les photos présentaient des vestes à « *patches* » néonazies, le groupe a tenu un barbecue hivernal à Saint-Ambroise avec des membres de la section de Québec et a organisé une conférence. Il ne s'agissait que d'un paravent pour des membres de la FQS qui tenaient des discours encore plus explicites que l'organisation. De passage au Café Cambio, à Chicoutimi, durant cette période, le député de Québec Solidaire, Amir Khadir, s'était fait interrompre au cours d'une conférence par un jeune au *look* skinhead venu lui crier de retourner chez lui.

Ces extrémistes ont réagi amèrement au réveil populaire du Printemps érable (le mouvement social entourant la grève étudiante de 2012) et ses valeurs de gauche. L'un d'eux a cherché à provoquer les « carrés rouges » à plusieurs reprises au bar La Tour à bières, à Chicoutimi. Il s'est d'ailleurs fait tabasser à au moins une occasion, à la suite de saluts fascistes. D'autre part, des affiches rappelant la propagande anticomuniste des années 1940 ont été collées au centre-ville de Chicoutimi pour associer la grève étudiante à Lénine et à Staline. Encore plus médiocre, à l'été, durant le Festival des Rythmes du monde, la cellule s'était vantée sur une vidéo YouTube du déroulement d'une petite bannière xénophobe lamentablement illisible, déroulée à partir du toit de l'Hôtel de Chicoutimi. À l'automne, il annonçait la remise du prix « Hommage à un Québécois de souche 2012 » au maire Jean Tremblay pour ses positions conservatrices, notamment sur la prière et sur la conservation de l'identité et des traditions canadiennes-françaises catholiques. Le maire venait alors tout juste de susciter l'indignation dans la région et dans la province, en raison de propos xénophobes tenus à l'encontre de la militante islamophobe Djemila Benhabib.

Nous ne pouvons que condamner la complaisance et le manque de professionnalisme avec lesquels les médias régionaux ont offert une tribune à ce groupuscule au cours de ces années. En décembre 2012, il a profité d'une tribune exceptionnelle : trois pages couleurs, dont la couverture, dans les journaux *Le Point du Lac St-Jean* et *Le Réveil* — une couverture gratuite (sans événement) avec pour unique et incontesté point de vue le discours d'un individu (anonyme) du groupe, le tout illustré par ses « réalisations ».

Les personnes interviewées par le journaliste basaient leur argumentaire sur des sources aussi piétres que Dominic Maurais de *CHOI* et *Le Journal de Québec*. Ont été reproduits dans le journal des propos aussi douteux qu'« avec plus d'immigrants, les gangs de rue vont augmenter » et « l'empreinte écologique des immigrants est quatre fois supérieure à celle qu'ils avaient dans leur pays d'origine ». Jean Tremblay, non pas le maire, mais un journaliste du même nom, a gravement failli à son devoir journalistique en ne vérifiant pas ses sources et leur idéologie et en ne contrebalançant pas les informations erronées rapportées.

À la suite de ce torchon, le directeur du journal avait d'ailleurs senti le besoin de défendre de façon on ne peut plus maladroite son piètre journaliste devant les critiques qui lui étaient adressées. Portes ouvertes sur le Lac a dénoncé le média pour son travail journalistique et le groupe raciste. Pierre Demers, enseignant de cinéma au Cégep de Jonquière, commentait avec justesse ce nouveau papier :

Le PDG local de Québecor sent le besoin de faire, dans la dernière livraison de ses hebdomadaires gratuits, une mise au point sur l'article concernant la Fédération des Québécois de souche bourrés de préjugés racistes. Il qualifie le papier « d'intéressant » malgré le fait que le témoignage anonyme du porte-parole de cette fédération manipulait des statistiques sur le sujet et se vidait le cœur sur le dos des travailleurs immigrants. Le PDG nous laisse même croire que ses hebdomadaires, remplis de vieilles nouvelles et de pubs maison, offrent à ses lecteurs un autre « scoop ». Et dire qu'une bonne partie de la population régionale ne lit que ces feuilles de chou pour s'informer¹⁷

17. Pierre Demers, « De tout et de rien de fin d'année », *Mauvaiseherbe.ca*, 19 décembre 2012, <www.mauvaiseherbe.ca/2012/12/19/de-tout-et-de-rien-de-fin-dannee/>.

Interviewé par KYK Radio X à la suite de la publication de l'article, le porte-parole de la FQS affirmait ne pas être raciste, mais défendre simplement un moratoire sur l'immigration par peur de se faire assimiler par les autres communautés culturelles. Dans un discours incohérent et paradoxal, il affirmait vouloir éviter des tensions interethniques, alors même que ses membres agissent de façon à stigmatiser les personnes immigrantes et à susciter les tensions.

Encouragée par une telle publicité, la cellule régionale a poursuivi ses activités de distribution de prospectus dans les boîtes aux lettres et de pose d'autocollants racistes, en ciblant les endroits fréquentés et habités par les personnes immigrantes et par la communauté musulmane.

Profiter du climat entourant le projet de « Charte des valeurs québécoises »

Inspiré-es par certains groupes de l'extrême droite française, les néofascistes saguenéen·nes ont cherché à profiter des échanges autour de la Charte des valeurs du Parti québécois (PQ) pour attiser la xénophobie et le racisme. Dans le débat sur la charte, la FQS récupérait le concept de laïcité tandis qu'une portion significative de ses membres trempait dans des mouvances de catholiques intégristes ! Elle souhaitait polariser le débat à l'aide de gestes de provocations et de ses propres canaux de communication (principalement les réseaux sociaux).

À peine un peu plus d'une semaine après le dépôt par le PQ des propositions sur la « Charte des valeurs québécoises », la cellule régionale est passée à l'action. Le 31 août 2013, la mosquée de Chicoutimi, un lieu de prière très discret, a été la cible d'un acte raciste haineux. Du sang de porc a été lancé sur la façade de l'immeuble. Des pamphlets anti-immigration, signés par les « Nationalistes du Saguenay », ont été laissés dans les boîtes aux lettres en guise de cartes de visite. Des lettres reproduisant de la propagande islamophobe produite par des groupes d'extrême droite de France ont également été transmises à la mosquée et à la station locale de Radio-Canada. Rapidement, la nouvelle a fait le tour des médias nationaux et a même été rapportée par quelques médias de l'étranger.

Malgré l'indignation générale contre ce geste haineux, la cellule locale a poursuivi ses activités. Au cours de l'automne, elle a placé des dizaines d'autocollants dans différents coins de la ville. Parmi ses cibles, on retrouvait les organismes d'intégration des immigrant·es, certains commerces tenus par des personnes immigrantes comme Informatique EBR (Chicoutimi), Mon Afrique au Saguenay (début 2015), un propriétaire d'appartements, des Centres de la petite enfance (CPE), des entreprises offrant des produits certifiés *casher* ou *halal*, la succursale RBC (Royal Bank of Canada) de Chicoutimi, des membres de la communauté universitaire de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Le porte-parole de la FQS se défendait d'encourager les gestes d'intimidation en affirmant qu'une consigne avait été transmise aux membres de ne pas coller d'autocollants sur la propriété privée des gens. Objectivement, il apparaît plutôt que la cellule locale avait orienté ses actions de manière à obtenir une grande visibilité médiatique. Contacté par des journalistes pour commenter la pose d'autocollants contre les certifications *halal* et *casher*, le porte-parole affirmait : « On parle de *halal* et de *casher* dans cette campagne, il n'y a rien de raciste, c'est un peu pathétique de penser ça. » Il prétendait s'opposer à ces certifications pour des raisons économiques et contre les méthodes d'abattage. D'un même souffle, il se défendait de cibler particulièrement les quartiers où il y a plus d'immigrant·es, tout en reconnaissant avoir raté la cible cette fois-ci (enfin, les activistes de la FQS la ratent pratiquement toujours). Son discours carburait aux contradictions de ce genre. Il était capable d'avouer que la majorité des produits en épicerie sont certifiés, mais il se trouvait, par un drôle de hasard, que la quasi-totalité des commerces ciblés par leurs campagnes au Saguenay était tenue par des personnes d'autres origines (des commerces de taille infime à comparer aux grandes chaînes). Au début 2014, des pancartes « Saguenay Ville blanche », posées à différentes entrées de la ville, ont de nouveau fait les manchettes. Ce n'était sans doute pas encore du racisme...

Dans ce dossier, nous observons depuis plusieurs années l'inaction et la complaisance du service de police de la Ville. On a parlé d'ouverture d'enquêtes à plusieurs reprises dans les médias concernant des gestes haineux, mais tout cela n'a mené à rien. Les descriptions d'individus, les traces informatiques et téléphoniques, les gestes et menaces répétés, etc., ce n'est pas assez pour ces membres des forces de l'ordre qui n'y allaient pas de main morte lors de la répression des manifestations étudiantes de 2012. Pendant ce temps, un journaliste, Jean Tremblay, a rencontré le groupuscule et a dissimulé l'identité de ses membres. Brahim Rerhghaye, l'imam de la

communauté musulmane locale, a rapporté à l'agence française AFP qu'il trouvait incompréhensible que ces gestes racistes demeurent impunis.

Quelques Saguenéens ont été accusés d'avoir tenu des propos haineux sur Internet en 2014, mais ils ne semblaient pas être liés à la FQS. Le blogue des Nationalistes du Saguenay avait tout de même réagi à la nouvelle sur son blogue en invitant ses membres à la prudence :

À l'heure où des Québécois de souche saguenéens tombent devant la justice par leur manque de jugement et à cause de propos « mal calculés » sur les réseaux sociaux, nous souhaitons rappeler à nos militants certaines notions de base. [...] Nous l'avons vu, le Code criminel canadien sanctionne rapidement les dérapages lyriques sur Internet grâce à son article 319 sur l'incitation publique à la haine. Nous demandons à nos militants de défier le système et d'argumenter, mais de ne surtout pas tomber dans le piège des commentaires primaires. Cela ne sert qu'à deux choses : paralyser les militants zélés et renforcer [sic] l'article 319 et ses cousins. Dans l'intérêt de tous nos militants, nous transcrivons immédiatement la section du Code criminel canadien intitulée Propagande haineuse qui nous indique clairement les limites de l'abysse juridique. Soyons radicaux, mais avant tout soyons intelligents, stratégiques et conscients. Sans collaborer, évitons le suicide politique¹⁸ !

Devant les fortes condamnations des gestes haineux et racistes commis au Saguenay principalement par la FQS, le porte-parole de l'organisme a accentué le double discours en se faisant désormais le champion de la liberté d'expression, telle que promise par la Constitution dont son organisme va pourtant à l'encontre ! « Le beurre et l'argent du beurre », alors que le site critique dans plusieurs textes la notion philosophique d'égalité citoyenne, il s'en fait le champion dès que ses gestes sont critiqués dans les médias.

Même si la menace de groupuscules comme la FQS est somme toute limitée, il ne faut pas feindre l'ignorance. Il faut prendre de telles menaces au sérieux quand des gens, comme Marcellin Gbazai, de l'épicerie Mon Afrique au Saguenay, expriment leurs craintes devant la détérioration de la situation.

À un moment donné, dit-il, parce que les gens ne font rien, un immigrant va se faire tuer et là, ils vont dire que c'est trop tard. Je suis sûr que ça va aller jusque là. Dans les autres pays, ça a commencé comme ça. Tranquillement. Ils vont aller jusqu'à l'extrême. J'ai peur et je suis découragé.

Mouvement Tradition Québec : les fascistes à genoux

Enchaînant les échecs lors des piètres campagnes de la FQS, c'est sans bruit que la cellule locale de l'organisation s'est dissoute vers 2015. Par la suite, nous avons vu ses membres s'engager dans l'extrême droite religieuse. Ces gens ont participé à l'organisation d'événements tout aussi piètres, sous la bannière du Mouvement Tradition Québec (MTQ) en collaboration avec la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX). Le MTQ est un groupuscule d'extrême droite catholique intégriste qui serait actif dans la ville de Québec et à Saguenay. Kenny Piché, du Saguenay, est l'un de ses leaders et fondateurs. Ses membres sont qualifié-es sur leur site Web de « soldats du Christ » de « race canadienne-française ». Ce retour au passé, ou à l'époque mythifiée du règne de Duplessis, a pour objectif de glorifier le contrôle clérical et la « race » canadienne-française. Le MTQ réclame notamment le retour de la messe en latin. Il justifie ses positions par le contexte de dégradation morale et nationale observé. Selon le MTQ, le catholicisme est en recul constant et c'est le devoir des catholiques pratiquant-es de maintenir le catholicisme intégral d'il y a cent ans. Il a adopté l'abbé Pierre Roy, un intégriste « intransigeant », comme aumônier de l'organisation. L'abbé en question avait récemment rompu son engagement à la FSSPX après s'être fait remettre à l'ordre pour ses discours trop extrêmes. Le groupuscule a maintenu une très grande proximité d'idées et d'organisation avec la FSSPX. Le supérieur de district de la FSSPX, l'abbé Daniel Lacouture, décrit ainsi leur relation incestueuse :

Ce sont des jeunes qui ont fait Tradition Québec. Leur mouvement n'est pas parti de FSSPX, mais les deux groupes partagent activités et idées. Dont le nationalisme fondé sur l'origine, la langue surtout.

18. Nationalistes du Saguenay, « Notre radicalisme », enregistrement d'un article du blogue maintenant disparu.

On voudrait rester Canadien français, c'est sûr. [...] Nous voulons soutenir une société catholique, ici dans notre pays, comme ça l'était avant la Révolution tranquille.

Preuve supplémentaire de cette proximité, la constitution du MTQ prenait soin d'en préciser les contours :

Le Mouvement Tradition Québec possède une identité de buts avec ladite Fraternité. C'est donc comme collaborateur qu'il se place avec cette dernière, conservant toutefois son autonomie, désirant être par sa nature le glaive temporel de l'Église catholique et romaine au Québec.

Les activités du mouvement se résument à la mise en ligne d'un blogue sur Internet, à l'organisation de messes en latin, à une tentative de coup d'éclat et à de nombreuses lettres de menace. Sur son blogue, le MTQ préfère préserver l'anonymat de ses membres et n'affiche pas de photo de ses événements. Stephan Jetchick, qui s'occupe du site *Web inquisition.ca*, lui en avait d'ailleurs fait la critique dans sa correspondance avec Kenny Piché. Il avait pris la défense de la FSSPX lorsque Mgr Rivest et l'évêché de Chicoutimi s'étaient prononcés contre la célébration de messes en latin et avaient interdit à la fraternité de tenir une messe dans les églises. Le MTQ avait alors distribué des tracts dans les stationnements des églises de la région pour critiquer l'évêché et l'évêque. Au-delà de ces activités, il a organisé une conférence au centre Joseph Nio, à Chicoutimi, le 29 août 2015. Nous y avons reconnu l'ensemble des membres de la cellule locale de la FQS, qui s'activait désormais sous le couvert du Mouvement Tradition Québec. La conférence était donnée par l'abbé Daniel Couture, un prêtre condamné par l'Église catholique comme trop rétrograde avec ses positions sexistes et homophobes; venant de l'Église, ce n'est pas rien ! Le type a radoté à propos de sa conception passéiste du rôle de la femme dans la société canadienne-française. « La femme mère, reine du foyer. C'est elle qui s'occupe de la maison. [...] C'est un travail à plein temps, s'occuper des enfants », a affirmé le curé en entrevue au *Soleil*. Il a tenu plusieurs autres discours rétrogrades, intégristes, sexistes et homophobes. Seulement cinq personnes (trois jeunes hommes fascistes et deux femmes âgées) ont assisté à cette conférence. Les fascistes ont demandé protection à la police en raison de la présence d'opposant-es à leurs idées à l'extérieur.

Entre-temps, les seuls actes du MTQ qui ont été rapportés furent l'installation d'une crèche de Noël sur la Place du citoyen, à Chicoutimi, et une action de nettoyage d'un graffiti (une croix gammée) sur une statue de Jésus à Saint-Ambroise, au Saguenay. Ironiquement, il n'est pas improbable que le graffiti en question ait été réalisé par certain-es de ses membres ou leurs proches, car plusieurs s'identifient sans gêne aux symboles néonazis.

Vers le mois de décembre 2016, des divisions, qui sont devenues irréconciliables, se sont développées dans le MTQ à partir du prieuré de la FSSPX à Lévis. Certains des membres fondateurs dérangeaient par leur ferveur. Une certaine confusion s'est installée au début de l'année 2017. Le blogue de l'organisation a tout d'abord fait l'annonce de sa dissolution en raison d'« un conflit d'importance majeur sur l'orientation du mouvement ». Le geste était posé de manière unilatérale par les membres fondateurs, mais des scissionnistes déclaraient constituer la vraie continuité du MTQ. Des curés de la FSSPX ont profité de la situation pour enregistrer légalement le nom de Mouvement Tradition Québec et l'ont rattaché à la Fraternité, même si le MTQ se voulait au départ indépendant. Ils ont également créé un site Web au nom du MTQ et réservé les noms de domaine *traditionquebec.ca* et *traditionquebec.com*. Des curés de la FSSPX ont même envoyé une mise en demeure à des membres fondateurs du MTQ pour utilisation du nom qu'ils ont enregistré légalement à leur insu¹⁹. Par orgueil, des militant-es du MTQ opposé-es à cette « fausse copie » ont alors décidé de « remettre le projet sur les rails ».

Le MTQ a tenté un retour en scène en février 2017 avec un coup d'éclat. C'était en réaction à la décision de l'Hôpital Saint-Sacrement, à Québec, de retirer un crucifix des murs de l'institution. Un torrent de lettres de menace avait déjà plu sur la direction à la suite de la médiatisation de l'affaire par les radio-poubelles. Cherchant à instrumentaliser le débat sur les signes religieux dans les lieux publics, les militant-es du mouvement ont revendiqué avoir installé un nouveau crucifix. Dans une entrevue sur les ondes de Radio X Québec, l'un des anciens membres des Nationalistes du Saguenay a alors pris la parole au nom du Mouvement Tradition Québec. Il s'est fait appeler « Kenny Piché ». Nous l'avons également connu sous le nom de « Kenny Goglu » sur Facebook

19. « Fausse crise dans TQ : lumière sur une manipulation savamment orchestrée », *Tradition Québec*, 23 mai 2017, <www.tradition-quebec.ca/2017/05/lumiere-sur-une-manipulation-savamment.html>.

— du nom de l'un des journaux du fasciste canadien Adrien Arcand — et sous le nom d'Alexandre Charrette lors d'une entrevue à Radio-Canada en 2015. Kenny prônait le maintien des crucifix dans les institutions publiques et considérait le retrait comme un recul de la religion. Il a également défendu la consécration de Jésus Christ comme roi de la province pour respecter d'anciens principes catholiques abolis et oubliés depuis Vatican II.

En février, ledit Kenny Piché annonçait également la création d'un nouveau journal, *Contre-révolution*, dont la parution était prévue au mois d'avril. Un site Web (www.contrerevolution.ca) a du même souffle été lancé pour en faire la promotion. Au mois de juillet, le projet apparaissait sans suite puisque le site Web et la page Facebook du projet n'ont jamais été réactualisés depuis.

Un peu plus tard dans l'année, le MTQ est réapparu en organisant des activités lors de la Saint-Jean-Baptiste, avec la participation de l'abbé Pierre Roy. Dans son appel à pratiquer une « grande neuvaine » pour Saint Jean-Baptiste, il expliquait ainsi la nécessité ressentie par les militant-es du MTQ de manifester une telle ferveur religieuse :

Le peuple canadien-français gît dans la misère, dans la décadence et le péché. Notre patrie fut jadis grande parmi les nations catholiques. Maintenant, elle est à l'avant-garde de ce qu'on appelle la Révolution, c'est-à-dire le renversement de l'ordre naturel établi par Dieu. Nous disons non à ce déclin et nous supplions le Ciel de sauver le Canada français. Compatriotes Québécois, rappelez-vous des labeurs, des souffrances, ainsi que des gloires de nos ancêtres. Reprenez votre vrai nom de Canadien-français [sic], chassez tout ce qui est contre-nature [sic], pervers, blasphématoire, gauchiste, anti-civilisationnel de votre vie. Renouez avec votre identité et votre culture. Soyez des Canadiens-Français [sic], de dignes descendants des Français qui ont colonisés [sic] cette terre afin d'y apporter la Lumière de la Foi dans le Nouveau Monde.

La Meute et Storm Alliance : le confusionnisme à l'oeuvre

La Coordination des groupes anarchistes en France définit le confusionnisme politique ainsi :

Le fait que des courants conservateurs et réactionnaires, appartenant à la sphère de l'extrême droite, s'approprient et utilisent des thématiques habituellement portées par des courants situés à l'opposé de l'échiquier politique. Ils investissent ainsi les terrains de luttes de leurs opposant-es politiques (anticapitalisme, écologie, critique des religions...), en utilisant une rhétorique qui leur est proche, pour servir en réalité leur propre idéologie²⁰.

Ce concept est utile pour comprendre les nouveaux phénomènes entourant l'extrême droite apparus au cours des dernières années. Des thèmes traditionnellement à gauche, comme la laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes, ont été récupérés dans les discours de ces groupements qui, par la confusion, cherchent à réhabiliter l'extrême droite. Le vernis n'est pas si épais puisque leurs cibles demeurent l'immigration prétendument massive, le multiculturalisme, la gauche et les musulman-es. Nous présentons dans cette section deux groupes qui représentent (à l'heure actuelle) ce phénomène au Québec : La Meute et Storm Alliance.

Une meute affolée

La Meute a été fondée en octobre 2015 par deux vétérans des Forces armées canadiennes, Éric Venne (qui se fait appeler Éric Corvus) et Patrick Beaudry. Le groupe a su profiter de l'intérêt des médias sensationnalistes (qui savent eux-mêmes fort bien nourrir le climat de peur et les préjugés) pour paraître plus attractif et accroître son influence. Un an plus tard, le journal *La Presse* rapportait que le groupe avait dépassé le cap des 40000 adhérent-es sur Facebook. Ce nombre est évidemment à prendre avec un grain de sel ; une poignée de membres s'implique concrètement dans la structure du groupe, quelques dizaines de personnes participent aux activités et les chefs sont couramment critiqués. Néanmoins, cela indique qu'il existe un bassin important de personnes

20. Florian et Xavier, « Le confusionnisme, un danger pour les luttes », *Coordination des groupes anarchistes*, 7 avril 2015, <www.c-g-a.org/motion/le-confusionnisme-un-danger-pour-les-luttes>.

rassemblées pour cause d'insécurité identitaire, ayant des préjugés sur l'islam et craignant une conspiration religieuse invasive. Même s'il prend pour prétexte des actes terroristes de groupes comme Al-Qaïda, ce courant politique prend d'abord et avant tout racine dans la méconnaissance de l'islam et dans le racisme. Est attaqué tout ce qui tourne autour de la religion musulmane ou qui est différent du « nous national ». Le voile islamique, la prière dans un zoo, les aliments *halal*, un cimetière musulman, l'abattage rituel, etc. Les islamophobes y voient des preuves de l'« islamisation » du Québec et d'un complot religieux visant à établir la *charia* en Amérique du Nord (alors que la population de confession musulmane ne représente que 3,1% de celle du Québec²¹).

La Fédération des Québécois de souche a tôt salué la création de La Meute. Tout en appréciant sa volonté de dénoncer « l'islamisation », la FQS se montrait tout de même critique. Elle lui reprochait de s'organiser exclusivement autour de l'opposition à l'islam radical, de ne pas cibler l'immigration des pays « du Tiers-Monde » (qualifiée de « dumping démographique ») et, en contrepartie, de ne pas définir un projet nationaliste.

L'intolérance au nom de la tolérance

L'hostilité à l'immigration est au cœur du discours de l'extrême droite depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, les populistes de droite prétendent que certains groupes ont une identité culturelle qui ne peut pas être intégrée, vu qu'elles sont prétendument incompatibles avec les valeurs libérales²² et l'universalisme français (avec ses exceptions postcoloniales). L'autre composante principale du discours est bien sûr l'islamophobie. L'un des premiers populistes en Europe à habiller l'extrême droite avec de nouvelles parures a été le député néerlandais et chef du Parti de la liberté (Partij Voor der Vrijheid — PVV), Geert Wilders. Tout au long de sa carrière politique, le tribun ouvertement islamophobe a maintenu ses distances avec l'héritage fasciste et l'anti-sémitisme²³. Ce nouveau type de leader d'extrême droite joue la carte du confusionnisme politique. Il reprend par exemple à son compte les conquêtes des luttes féministes des années 1960 et 1970 ; tout un paradoxe quand on sait que l'extrême droite classique s'est, avec acharnement, posée en réaction à ces luttes. C'est au nom de la démocratie, du féminisme et de la laïcité que le chef du PVV, à l'instar d'autres dirigeant-es populistes européen-nes, combat l'islam.

Au Québec, La Meute représente cecourant de l'extrême droite qui cherche à renouveler son image pour la rendre plus acceptable socialement. Le ton employé par son porte-parole est on ne peut plus alarmiste :

Nous, La Meute, ne voulons pas que notre société se voit [sic] imposer une idéologie totalitaire qui fait de la discrimination sexiste, vestimentaire, alimentaire, matrimoniale et sépulcrale. Nous ne voulons pas de ceux qui infligent la peine de mort aux homosexuels et aux apostats et amputent les voleurs. Nout n'accepterons pas les farwas ainsi que le djihad sur nos terres. Afin de contrer juridiquement toutes ces règles islamiques même après notre mort, nous devons nous assurer que la *charia* soit anticonstitutionnelle *ad vitam aeternam*. Cessons de se regarder le nombril et faisons en sorte que dans 30, 40 ou 50 ans la *charia* ne remplace pas notre code civil et mette la démocratie au placard. Il est clair que beaucoup de gens influents souhaitent voir tomber la démocratie. Cette démocratie les empêche de manoeuvrer à leur guise et de modeler la société dans la rigidité autoritaire. Voir nos gouvernements ne pas agir drastiquement face à la montée de l'islam radical me donne le droit de douter de leur volonté de sécuriser et protéger le peuple. Sommes-nous pris au piège entre la montée de l'islam et l'état qui souhaite voir le chaos s'installer afin de mieux régner et d'imposer leur règle en évinçant la démocratie ? Je souhaite me tromper. Demeurons tout de même alertes et créons la force du nombre qui permettra à la démocratie de ne jamais mourir et de se tenir droit comme un chêne face aux lois coraniques²⁴.

21. Pascal, Lapointe, « 7 mythes sur les musulmans au Québec », *Agence Science-Presse*, 19 avril 2017, <www.sciencepresse.qc.ca/actualite/detecteur-rumeurs/2017/04/19/7-mythes-musulmans-quebec>.

22. Paul Hainsworth, et Robin Wilson, *Les partis d'extrême droite et leur discours en Europe. Un défi de notre temps*, Bruxelles, Réseau européen contre le racisme, 2012.

23. Laurent Chambon, *Marine ne perd pas le Nord. Point sur une nouvelle extrême droite*, Paris, Le Muscadier, 2016.

24. La Meute, « Notre combat », texte aujourd'hui supprimé du site Web de l'organisation.

Le difficile passage de Facebook à la rue

Les fondateurs du groupe Facebook de La Meute ont tôt eu l'ambition de sortir du virtuel. Pour ce faire, les clans de La Meute ont réalisé quelques soupers-bénéfices, des 5 à 7 et séances de distribution de tracts. Ils ont rapidement appris que leurs idées ne passaient pas dans la rue. L'une des premières sorties des membres du Clan 02 de La Meute a été une séance de distribution de tracts lors d'une soirée dansante au centre-ville de Chicoutimi, à l'été 2016. Il n'a suffi que d'une poignée de militant-es, « Les Ami-es des bélugas », pour détruire leur boîte de tracts et chasser de la place publique la douzaine de racistes. Alors que La Meute affirmait, dans le tract distribué, lutter contre la misogynie, l'homophobie et l'islamophobie, durant l'altercation, ses membres lançaient des insultes comme « plottes », « fifis », « tapettes », « crisses de BS » et autres insultes sur l'apparence physique des Ami-es des bélugas.

L'attention médiatique tant attendue a été pour le moins difficile pour La Meute. Le chef aux opérations du servicedes incendies de la Ville de Saguenay, Éric Lemay, aussi appelé « Éric Yamel », membre fondateur de La Meute et siégeant au conseil d'administration de l'organisme sans but lucratif (OSBL), l'a appris à ses dépens. Espérant que l'organisation atteigne un membrariat de plus de 100000 personnes, il profitait de sa position d'autorité pour parler aux pompiers subalternes des idées de La Meute durant les heures de travail. Ses tentatives de recrutement se sont avérées peu efficaces et étaient une source de malaise au travail. Cela lui a valu une convocation par ses supérieurs pour qu'il cesse ses activités politiques.

Le 4 mars 2017, les membres des clans sont sortis de leur salon pour marcher dans les rues de plusieurs villes québécoises et canadiennes, dont Saguenay, Montréal, Québec et Drummondville. Au centre-ville de Chicoutimi, près d'une soixantaine de personnes ont manifestésous les drapeaux de La Meute et de Storm Alliance pour dénoncer l'adoption de la motion M-103 contre l'islamophobie par la Chambre des communes. Pour la première fois depuis longtemps ;, un groupe propageant ouvertement la peur et l'intolérance marchait sur la rue Racine. Une quarantaine de contre-manifestant-es, prônant une ville inclusive et antiraciste, les attendaient. Ces personnes ont su perturber et chahuter la manifestation tout au long de son parcours.

Auxiliaires de la police et chemises noires

Tout comme les radio-poubelles l'avaient fait par rapport aux décisions du CRTC sur leurs discours haineux, La Meute a fait de la liberté d'expression l'objet de l'une de ses campagnes. Au printemps 2017, ses chefs annonçaient sur une chaîne YouTube leur désir de lever des sections de volontaires pour défendre leur conception de la liberté d'expression : promouvoir la propagande et les actions de groupuscules d'extrême droite haineux. Cette conception de la liberté s'apparente à celle du « renard libre dans le poulailler » ou le droit de la majorité blanche et catholique de nier le droit aux minorités d'exister dans l'espace public. La campagne serait née d'une rencontre entre les chefs de La Meute et le youtubeur André Pitre (qui faisait appel à La Meute pour assurer le service d'ordre lors de ses événements publics). Cette nouvelle alliance a permis aux racistes de se trouver une nouvelle cause : jouer aux auxiliaires de la police. De son côté, Pitre y gagnait un public friandde théories du complot et quelques gros bras pour combattre le « péril rouge ». Le porte-parole Sylvain Brouillette, *alias* « Maikan », identifiait, dans une communication, les oppositions citoyennes et radicales aux groupes d'extrême droite comme des « antitout ». Dans son discours, La Meute se disait victime en raison du rejet de ses idées dans l'espace public. Il proposait de former des auxiliaires de la police pour protéger des événements dénoncés comme racistes, haineux ou d'extrême droite :

Au royaume des trous de cul, les antitout sont maîtres... Mais ça achève. Depuis un certain temps, il n'est plus possible d'organiser rien sans que des pseudo-justiciers sociaux de l'extrême gauche viennent imposer leur vision sous menace de violence. Les gouvernements ne font rien, la police ne fait rien. Il va falloir que quelqu'un à un moment donné prenne le lead pour protéger la liberté d'expression et les autres libertés fondamentales de la majorité de la population qui est opprimée par une minorité de trous de cul. C'est la principale raison pourquoi les islamistes et les antitout

s'entendent si bien. [...] quelqu'un doit se lever pour mettre fin au règne des trous de cul. On s'en reparle bientôt... Maikan²⁵.

Claude Patry : de la Chambre des communes à la tanière de La Meute

Au début de l'année 2017, Claude Patry, l'ancien candidat vedette du Nouveau Parti démocratique (NPD) et par la suite député du Bloc Québécois est devenu le chef du Clan 02 de La Meute. À l'annonce de sa nomination en tant que chef de clan, l'ancien syndicaliste déclarait :

J'ai 64 ans. Je ne suis pas un violent. Je suis contre la violence aussi. Et j'ai bel et bien dit au groupe que s'il arrivait quoi que ce soit et qu'il y avait de la violence là-dedans, je vais quitter. Ça va être terminé. On est là pour donner de l'information. On n'est pas là pour faire la guerre. On ne veut pas l'avoir la guerre. On veut avoir la paix²⁶.

Ironiquement, Patry a annoncé sa démission du Clan 02 et de La Meute quelques jours avant la manifestation de Québec du 25 novembre 2017, car il craignait la violence qui se préparait. Il était même allé jusqu'à proposer d'annuler l'autobus devant amener les militant-es du Saguenay à la manifestation.

Avec le temps, il s'avère de plus en plus difficile pour La Meute de masquer sa vraie nature de groupe xénophobe qui s'oppose à la liberté religieuse. Les divergences d'opinions sont couramment l'objet d'expulsions et de putschs. Les beaux discours sur la liberté d'expression ne représentent pas la réalité ; ce n'est que l'illusion qui a été donnée aux journalistes les moins compétent-es. À l'été 2017, à la suite de la publication sur le blogue du Collectif Emma Goldman d'une conversation extraite du groupe Facebook secret du Clan 02 dans laquelle un geste de provocation contre la gauche régionale était planifié, les membres du clan ont appris que leurs propos avaient été dénoncés. Une chasse aux sorcières s'est alors mise en branle à l'intérieur du groupe secret et des menaces, plus particulièrement des allusions au viol et au meurtre, ont été adressées à la « taupe du 02²⁷ ». Dorénavant informé-es que la gauche régionale pouvait lire leurs discussions et que leurs membres seraient attendu-es de pied ferme lors du lancement du magazine *À bâbord!*, les racistes ont préféré s'en prendre lâchement à la mosquée de Chicoutimi en placardant des tracts sur l'immeuble pendant la soirée en question. Les médias ont été alertés de l'incident par un article sur le blogue du Collectif Emma Goldman.

Des affiches racistes sont un peu plus tard apparues dans la municipalité de Saint-Honoré, ainsi qu'à la Laiterie de La Baie (été 2017). Marc St-Hilaire imputait, dans un éditorial du *Quotidien de Chicoutimi*, une partiede la responsabilité de ces gestes aux dirigeants de La Meute, incapables de contenir les dérives de leurs membres les plus zélé-es. « Celui qui craque l'allumette doit assumer la responsabilité du brasier qu'il provoque. Même un enfant de 4 ans comprend ça²⁸. » En réaction, Sylvain Brouillette, porte-parole de La Meute, a publié un communiqué dans les médias sociaux pour nier de façon catégorique l'implication du regroupement dans les récents incidents à caractère raciste au Saguenay. Il affirmait au sujet de la plainte déposée par la communauté musulmane à la police de Saguenay pour l'incident à la mosquée que « rien ne prouve que c'est vraiment un membre de La Meute qui a laissé un dépliant à la mosquée ». Or, dans le groupe secret Facebook, des membres révélaient que l'auteur du geste n'avait pu se procurer les tracts qu'au 5 à 7 qui se déroulait le soir même à Chicoutimi.

Intrigue de palais et déclin

À peine deux ans après sa fondation, rien ne va plus pour La Meute. Au Saguenay, l'hémorragie est continue chez le Clan 02 après plusieurs incidents à caractère raciste dans la région. Le groupe a perdu plus de la moitié

25. Dans « Humiliée au Saguenay, La Meute cherche à se venger », *Collectif Emma Goldman*, 12 juin 2017, <ucl-saguenay.blogspot.com/2017/06/humiliee-au-saguenay-la-meute-cherche.html>.

26. Jean-François Tremblay, « Lex-député Claude Patry, nouveau chef de La Meute », *TVA nouvelles*, 17 février 2017, <www.tvanouvelles.ca/2017/02/17/lex-depute-claude-patry-nouveau-chef-de-la-meute>.

27. Anonyme, « Une taupe dans La Meute : leur violence a atteint un stade très préoccupant », *Collectif Emma Goldman*, 14 juin 2017, <ucl-saguenay.blogspot.com/2017/06/une-taupe-dans-la-meute-leur-violence.html>.

28. Marc St-Hilaire, « Toxique et inconséquente », *Le Quotidien*, 24 juillet 2017.

de son membrariat en raison de la dérive sectaire du chef du clan et des membres de groupuscules violents qui l'ont infiltré. Sur le plan national, le groupe s'est séparé en deux à l'automne 2017, à la suite d'un putsch où l'un de ses membres fondateurs, Patrick Beaudry, a été évincé du conseil et du groupe Facebook par un triumvirat formé du porte-parole Sylvain Brouillette (Maikan), d'Éric Proulx et de Stéphane Roch. Tout laisse croire que le triumvirat était insatisfait de la répartition des redevances engendrées par la vente des produits dérivés à l'effigie du groupe. Affaiblie et divisée, La Meute poursuivait ce qui avait fait son succès, c'est-à-dire agiter les peurs et jouer sur les préjugés. Mais, ce n'est pas tout. Tout au long de l'année, le conseil a pris la défense de Proulx, dénoncé par plusieurs ex-membres pour ses comportements machistes et misogynes envers les femmes de l'organisation et ses nombreux « *power trips* ». Proulx profitait de sa position d'autorité pour coucher avec les nouvelles membres. Il se faisait même surnommer le « Ti-loup Fourre-tout ». La même culture du silence et de complaisance — une forme de complicité — qu'au sein des forces armées et de la police a triomphé dans le conseil de La Meute, qui a constamment pris la défense de Proulx, lequel a même réussi à faire exclure plusieurs de ses détracteurs. Malheureusement pour ses défenseurs, les *power trips* de « Ti-loup Fourre-tout » ne se sont pas arrêtés là. Dénoncé publiquement par Xavier Camus à la mi-décembre, il décide la journée de Noël de prendre le contrôle de l'ensemble des groupes Facebook de La Meute. Ce n'est qu'à ce moment que les autres membres du conseil de La Meute ont pris la décision d'agir contre lui. Trop peu, trop tard. Proulx avait alors déjà annoncé sa démission. L'incident a déstabilisé profondément la direction de l'organisation ; les deux autres membres du triumvirat, Sylvain « Maikan » Brouillette et Stéphane Roch remettent alors leur démission.

Storm Alliance

Storm Alliance (dont l'acronyme, SA, rappelle l'aile paramilitaire du Parti nazi allemand) est le produit d'une série de scissions dans la galaxie de l'extrême droite québécoise. Pour être bref, la branche canadienne des Soldats d'Odin a tout d'abord rompu avec son organisation mère, en Finlande, en raison des allégeances néonazies de plusieurs de ses membres. Une faction québécoise s'est par la suite dissociée des Soldats d'Odin du reste du Canada pour réaffirmer son lien avec l'organisation mère et défendre ses modes d'action. Storm Alliance est enfin apparu vers le mois de décembre 2016 sur la base des conflits de leadership dans la section québécoise et d'accusations de racisme. Ses fondateurs, d'origine canadienne anglaise, sont Colin Oleary, William Crotty et Dave Tregget. Tregget, âgé de 47 ans, a précédemment été président du chapitre québécois des Soldats d'Odin. Avec SA, il affirme vouloir adoucir l'image anti-immigration et moins chercher la confrontation lors de leurs patrouilles de rue. Dans une entrevue avec CBC, celui-ci a déclaré : « Depuis nos débuts, Soldiers of Odin a pour objectif de réunir tous les groupes de ce que nous appelons « l'extrême droite », car notre dénominateur commun est le système²⁹. » Cela explique pourquoi Dave Tregget aime sur sa page Facebook des groupes néofascistes comme Atalante Québec. Le vernis de respectabilité est bien mince et il y a peu de place au doute quant aux opinions racistes défendues par l'organisation.

Les leaders de la section régionale de SA ont notamment participé à l'action de groupes d'extrême droite contre un point de passage des demandeur-esses du statut de réfugié près d'Hemmingford, le 1er juillet 2017, ainsi que de nombreuses actions de plus faible envergure. Il existe une grande proximité entre les groupes locaux de La Meute et Storm Alliance. L'activité de la section régionale demeure pour le moment surtout virtuelle, mais elle a pour objectif de réaliser des patrouilles pour intimider et provoquer les personnes de confession musulmane (ou associées à tort à l'islam).

29. Jonathan Montpetit, « Inside Quebec's far right : Soldiers of Odin leadership shake-up signals return to extremist roots », *CBC News*, 14 décembre 2016, <www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-far-right-soldiers-of-odin-1.3896175>. Notre traduction.

3. Les populistes cultivent le ressentiment

Populisme et fascisme : les deux faces d'une même médaille

Dans plusieurs pays, le populisme gagne du terrain. Trump aux É.-U., le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK Independence Party) en Grande-Bretagne, le Mouvement 5 étoiles en Italie, le Front national en France, l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland), le Parti populaire danois (Dansk Folkeparti), l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse, le Parti pour la liberté (Partij voor de Vrijheid) aux Pays-Bas, etc. Le temps serait mal choisi pour négliger la portée de ces mouvements sous prétexte qu'il ne s'agit que de clowns racistes. Les récents succès des populistes en Europe, comme en Amérique du Nord, sont des indices révélateurs des dysfonctionnements de la démocratie représentative et des conséquences de la mondialisation des marchés sur les populations.

Qu'est-ce que le populisme ?

Le mot « populisme » — un mot fourre-tout — est souvent employé comme une insulte. Tantôt utilisé pour disqualifier les classes populaires, tantôt pour mettre dos à dos l'extrême droite et l'extrême gauche. Pour le sociologue Joseph-Yvon Thériault, le populisme n'est pas une idéologie bien définie, mais une technique de mobilisation qui exacerbe les frustrations, les préjugés, les déceptions, tout en évitant d'interpeller ou de poser des questions sur sa base populaire. Le populisme s'articule généralement autour d'une figure désirant incarner l'idée du « sauveur providentiel ». Un-e dirigeant-e plutôt charismatique se proclame la voix des sans voix, le ou la seule représentant-e du peuple opprimé par les élites. Tous les tribuns populistes utilisent à peu près les mêmes techniques pour occuper le terrain, mobiliser les masses et capter le pouvoir en émettant des idées simplistes, en désignant des boucs émissaires, en créant des ennemis extérieurs, en agitant les peurs, en utilisant la dérision et les moqueries, en se mettant en scène de façon narcissique et en recherchant la visibilité.

La tentation populiste

En analysant le populisme comme une technique de mobilisation, on constate alors que de nombreuses formations politiques et plusieurs politicien·nes ont recours au populisme pour obtenir ou conserver le pouvoir. Au Québec, le débat sur les accommodements raisonnables, la catho-laïcité (la Charte des valeurs) ou le port du *niqab* sont là pour en témoigner. Tour à tour, l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont (2007), le PQ de Pauline Marois (2013), le Bloc québécois de Gilles Duceppe (2015) ont instrumentalisé ces enjeux et exacerbé les divisions, ce qui leur a valu un certain succès.

L'élection fédérale de 2015 a été rythmée par le débat sur le port du *niqab*. L'enjeu s'est transposé dans les bureaux de scrutin avec l'apparition d'un mouvement qui incitait les électeur·trices à voter avec un sac de pommes de terre sur la tête. Essentiellement contestataire, même s'il a été nourri par Stephen Harper, Gilles Duceppe et leurs stratégies politiques, ce mouvement était basé sur la peur de l'Autre. Sous prétexte de vouloir libérer les femmes de la religion musulmane, ce mouvement diffuse une propagande raciste à leur endroit, les stigmatise, ce qui constitue une atteinte réelle à leur sentiment de sécurité.

À l'automne 2016, lors de la course à la chefferie au PQ, Jean-François Lisée, qui a été élu chef du parti, a déclaré que la *burqa* représentait un enjeu pour la sécurité du Québec en raison de la possibilité d'y dissimuler un AK-47. De plus, il a laissé entendre qu'un prédicateur musulman entretenait des liens avec son principal adversaire.

Le camp de la société fermée

« La droite vend des promesses et ne les tient pas, la gauche vend de l'espoir et le brise. »

Coluche

Nombreux sont les gens qui ont décroché devant les mensonges, les promesses non tenues, les dénis de démocratie des partis de gouvernement qu'ils soient de la gauche sociale-démocrate ou de la droite libérale ou conservatrice. Nombreux sont les gens qui sont devenus cyniques et ont perdu tout espoir devant le bal des dirigeant-es corrompu-es témoignant aux commissions d'enquête comme la Commission Gomery sur le scandale des commandites au Canada et la Commission Charbonneau sur la corruption dans l'industrie de la construction au Québec. Les partis politiques « traditionnels » se sont discrédités comme forces pouvant incarner l'intérêt du peuple. La démocratie représentative est plus que jamais en crise.

Également, dans cette société complexe en mutation, de nombreuses personnes ont l'impression de perdre sur deux plans. Les perdant-es et les laissé-es pour compte de la mondialisation ont l'impression, à tort ou à raison, que leur style de vie est menacé et que leur niveau de vie a diminué. Le populisme vient donc incarner l'expression des frustrations et des peurs des masses en situation ou en voie de déclassement. C'est ce dont parle Bernard « Rambo » Gauthier, quand il discourt sur « notre monde ».

Lirruption sur la scène politique provinciale de « Rambo », ancien représentant syndical du local 791 de la FTQ-Construction, laquelle était connue pour son régime de « fier-à-bras » sur les chantiers de construction, a fait réagir de nombreuses personnes, dont l'historien Gérard Bouchard :

Le populisme devient attrayant pour les décrocheurs. On est prêt à suivre le premier leader qui a l'air d'exprimer leur mauvaise humeur, qui joue la carte de l'anarchie. Ça devient assez inquiétant tout cela. Rambo (Bernard Gauthier) lance un parti politique (« Les citoyens au pouvoir ») pour donner une voix aux Québécois qui n'en ont pas, dit-il. Ne souriez pas trop vite, ça pourrait ne pas devenir drôle¹.

Le discours simpliste de Rambo est principalement axé sur les peurs, les malaises, le désespoir social et le ras-le-bol des gens. Au plus fort de la crise des réfugié-es de Syrie à l'automne 2015, Rambo a affirmé :

Moé sauver des étrangers au détriment des miens, ben y'en est crissement pas question! On est assez dans marde comme ça pour en rajouter! Les migrations de masse, les accommodements raisonnables, sont en train de tuer notre province².

Il n'a pas hésité à se porter à la défense de projets industriels et miniers impopulaires, dignes de la période duplessiste, comme s'il s'agissait de solutions aux problèmes criants de chômage et de sous-emploi dans les régions périphériques. « On a des familles qui crèvent de faim, pis si tu me dis que tu veux prioriser les grenouilles pis les sauterelles, esti, au détriment de nos pères pis nos mères de famille, là, j'ai un problème », disait-il. L'opposition entre les protestations citoyennes et celles des sans-emploi est fantasmée par Rambo ; il défend d'abord les intérêts de ces multinationales. Il n'a aucune alternative politique à proposer.

Le néolibéralisme saccommode très bien de la xénophobie

Le populisme n'est pas nécessairement un adversaire de la libéralisation des marchés, des privatisations et de la mondialisation néolibérale. À bien des égards, il en est un partenaire. Lorsque les populistes de droite font référence au « vrai peuple », ils parlent généralement des citoyen-nnes/travailleur-euses qui sont étouffé-es par les taxes et les impôts et qui demeurent frustré-es en silence. Oui, il est question ici de cette fameuse et si pratique « majorité silencieuse », car le populisme c'est aussi les interventions démagogiques des radio-poubelles contre le syndicalisme, les groupes de pression, les services publics, l'immigration, etc. C'est aussi la Coalition

1. Dominique Savard, « Gérard Bouchard s'inquiète pour l'avenir de la démocratie », *Le Courrier du Saguenay*, 7 décembre 2016, <www.courrierdusaguenay.com/actualites/2016/12/7/gerard-bouchard-sinquiète-pour-lavenir-de-la-democratie.html>.

2. « Bernard « Rambo » Gauthier commente le débat sur les réfugiés syriens par Facebook », *Huffington Post*, 24 septembre 2015, <quebec.huffingtonpost.ca/2015/09/24/rambo-gauthier-immigration-refugies-syriens_n_8189528.html>.

avenir Québec (CAQ), laquelle est née en prônant la réduction de la taille de l'État et la diminution des impôts. Par opportunisme, son chef, François Legault, s'est déclaré pour la bureaucratisation et la judiciarisation de l'immigration. Il souhaitait en outre que l'État intervienne pour décider des maillots de bain que peuvent porter les femmes.

Loin de contribuer à libérer le peuple, ces personnes instrumentalisent et détournent la colère des gens contre eux-mêmes, pour le plus grand bonheur de l'élite financière.

Le national-populisme une continuité avec le fascisme ?

Le populisme identitaire que l'on nomme parfois le national-populisme s'articule autour d'un « Nous » national dont l'originalité de son identité (c'est-à-dire la religion, la langue, les traditions et l'histoire commune) serait présumée menacée par l'« Autre », une personne originaire de l'étranger³. Aujourd'hui, l'« Autre », ce bouc-émissaire, est issu-e de l'immigration, est de confession musulmane et constitue une menace terroriste, etc. Hier, cette personne était juive. Pour contrer cette « menace existentielle », le peuple devrait alors faire bloc en s'unissant derrière un chef, un « sauveur providentiel ». Bien qu'à certains égards, il lui en pave la voie, ce populisme ne se réclame pas du totalitarisme ou du fascisme. Au contraire, il invoque la démocratie confisquée par un clan, il dénonce le totalitarisme islamique au nom des valeurs démocratiques et, parfois, fait même appel à une démocratie plus « directe ».

Si ces tribuns populistes jouent le jeu de la démocratie, ils y jouent selon leurs règles. Toutefois, ils partagent certaines caractéristiques communes, comme court-circuiter les instances de représentation et de médiation politiques, qui sont vues comme obsolètes ou inefficaces, en faisant appel à leurs partisans de manière directe. Ils construisent ou ravivent des organisations sous leur contrôle personnel, avec des niveaux d'institutionnalisation très faibles⁴.

Les classes populaires ne pensent pas d'une seule voix

Ce n'est pas parce que les populistes sont en progression et ont fait des gains aux urnes que nous devons conclure que les classes populaires pensent d'une seule voix. Il y a un peuple qui souffre et qui choisit soit le ressentiment de l'extrême droite, soit la colère de l'extrême gauche ou le dégoût de la politique par l'abstention électorale et le décrochage. C'est à nous, militantes de la gauche sociale, qu'il incombe de réveiller l'espoir, la combativité, la solidarité et de reprendre des mains du patronat et de la classe politique le contrôle de l'économie, de nos quartiers et de nos vies.

Jean Tremblay, maire populiste et catholique traditionaliste

Saguenay, deuxième Hérouxville. L'ex-maire Jean Tremblay a été courtoisé et applaudi par l'extrême droite québécoise. Les Bérêts blancs, l'Opus Dei, la Fédération des Québécois de souche et bien d'autres l'ont soutenu et cherché à le séduire. Les attraits qu'il avait sur l'extrême droite sont nombreux et sautent aux yeux. D'une part, nous nous arrêterons sur son populisme, de l'autre nous scruterons son traditionalisme catholique.

L'ancien maire Jean Tremblay aura incarné le pouvoir à Saguenay en régnant sans partage sur la destinée de la Ville pendant deux décennies. Pendant son règne, il ne s'est pas contenté d'emprunter vaguement au style populiste, il en a épousé tous les attributs : l'anti-élitisme, l'insistance sur « l'homme du commun⁵ », les discours simplistes et alarmistes, le refus de la médiation, etc.

Dans une société de plus en plus atomisée, l'opinion publique construite par les sondages se substitue à l'action collective. « La méfiance à l'égard des hommes et des femmes politiques favorise le recours à des

3. Frédéric Boily, « Le duplessisme ou le populisme inachevé », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°2, 2002, p. 101-122.

4. Kurt Weyland, « Neopopulism and neoliberalism in Latin America : Unexpected », *Studies in Comparative International Development*, vol. 31, no 3, 1996.

5. Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle*, revue d'histoire, n°56, 1997.

simulacres de contact personnel, notamment à l'aide des médias de masse⁶. » C'est ainsi que Jean Tremblay est allé faire le clown à l'émission « Infoman », a brassé sa propre bière ou a commenté l'avancement des chantiers ou de la chasse aux Pokémon sur la Place du citoyen (une place publique aménagée à grands frais pour favoriser l'embourgeoisement du quartier). Le tout s'est retrouvé dans des vidéos publiées par les médias sociaux. À l'instar des tribuns populistes, le règne de Jean Tremblay a été caractérisé par une méfiance envers les journalistes et la presse en général. Tout au long de ses mandats, il a préféré contrôler le message en diminuant le nombre d'intermédiaires entre lui et les citoyen-nés. Pour ce faire, d'importants moyens de communication ont été mis à la disposition du maire durant les dernières années, comme la webtélé Ville en action. C'est d'ailleurs par ce canal que Jean Tremblay s'en est pris à Greenpeace et aux « intellectuels de ce monde » qui menacent prétendument les emplois en région :

On s'en vient avec de beaux projets à Saguenay. La liquéfaction du gaz naturel, Arianne Phosphate, Black Rock. Ils vont tout nous bloquer, on n'aura plus d'emplois dans la région. Ces gens-là sont après nous mener par le bout du nez. Je vous demande, les syndicats, les travailleurs, mobilisons-nous contre Greenpeace et contre les intellectuels de ce monde⁷

« Le citoyen d'abord »

La dénonciation de l'existence d'un fossé entre le peuple et les élites ou entre les gens « d'en bas » et ceux « d'en haut⁸ » représente l'un des thèmes de prédilection du populisme. Le discours de Jean Tremblay est caractérisé par cette dichotomie. Au printemps 2016, le maire Tremblay a annoncé, malgré le fait qu'il ne se représentait pas aux élections d'octobre 2017, la fondation du Parti des citoyens de Saguenay. À cette occasion, il a affirmé :

C'est ce que je reproche à tous les partis politiques, partout. Ils préconisent que leur parti doive gagner, que les individus doivent gagner. Mais le citoyen, lui, est-ce qu'il gagne ou il perd ? Pis, c'est ça, le Parti des citoyens. Que le citoyen gagne. Que le citoyen soit gagnant tout le temps⁹.

Si le maire Tremblay faisait systématiquement référence aux citoyen-nés, en revanche, les élections prennent pour lui une dimension plébiscitaire, c'est-à-dire qu'il considère la tenue d'un scrutin comme un vote de confiance envers lui et son administration. Pour lui, la démocratie est synonyme de dictature de la majorité et l'élu est le mandataire de cette majorité : « Pour moi, la démocratie, c'est la majorité qui impose sa loi. Ce n'est pas l'Irak, ici. On suit les règles. Ce sont les citoyens qui décident. »

Le conservateur apeuré

La xénophobie constitue le fond de commerce du populisme identitaire ou national-populiste. Le tribun populiste dénonce les turpitudes dont font preuve les gens « d'en face » envers « ceux d'ici¹⁰ ». Au cours de ses cinq mandats, le premier magistrat s'est porté plus souvent qu'à son tour à la défense d'une collectivité canadienne-française fantasmée, en s'appuyant sur un passé idéalisé et une solidarité qui seraient irrémédiablement perdus. Lors de sa chronique à l'émission « Bouchard en parle » sur les ondes d'une radio-poubelle de Québec, il a déclaré :

On en a ras-le-bol de tout voir ça, de lire ça tous les jours pis de dire : « Ces gens-là ont tous les droits, ces gens-là imposent leur culture pis la nôtre, notre culture, on est loin de la protéger ! Oh

6. Victor Armony, « Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, 2002, p. 51-77.

7. « Jean Tremblay mène une charge contre Greenpeace et les intellectuels », *ICI Saguenay-Lac-Saint-Jean*, 10 mars 2015, <ici.radio-canada.ca/nouvelle/710588/jean-tremblay-mene-une-charge-contre-greenpeace>.

8. Boily, *op. cit.*

9. Jean-François Tremblay, « Le maire de Saguenay fonde son propre parti politique », *TVA Nouvelles*, 5 mai 2016, <www.tvanouvelles.ca/2016/05/05/le-maire-de-saguenay-fonde-son-propre-parti-politique>.

10. Boily, *op. cit.*

non ! » La culture des catholiques par exemple au Québec, avec toute la belle histoire qu'on a, une histoire extraordinaire des catholiques, ça, non, non, non !

Dans le cadre du dossier de la prière au conseil municipal, Jean Tremblay avait affirmé :

Ce qui me choque, c'est de voir que nous, les mous Canadiens français, on va se faire dicter comment se comporter [...] par une personne qui arrive d'Algérie et qu'on n'est même pas capable de prononcer son nom¹¹.

Devant la controverse soulevée par les propos de Jean Tremblay, le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, est venu apporter son soutien à son collègue de Saguenay, en affirmant que « c'est ce que la majorité des gens pensent de façon silencieuse ». Cette rhétorique populiste de la majorité molle trop ouverte à des minorités était d'ailleurs le coeur de son argumentaire dans le mémoire de Ville-Saguenay lors de la Commission Bouchard-Taylor en 2007.

Un catholique intégriste

L'idéologie cléricale et la ferveur religieuse manifestées par Jean Tremblay au cours de ses années de pouvoir à la mairie se rapprochent étroitement de l'intégrisme. Jean Tremblay conçoit la planète, l'être humain, les animaux et la nature comme des créations de Dieu. L'Église catholique serait l'un des fondements les plus importants de « notre civilisation ». La Terre est pour lui une salle d'attente avant le Paradis, où toutes ses dévotions pour Dieu lui seront récompensées d'une gratitude éternelle, dont la seule pensée lui fait briller les yeux. « Quand on va arriver de l'autre côté [...] on va être bouleversé par la beauté de Dieu », a-t-il affirmé sur la chaîne de télévision catholique Sel et Lumière. Ses idées sur la religion rendent même inconfortable le diocèse tellement elles sont rétrogrades.

Se faisant le représentant d'un Québec resté intégriste et d'une nostalgie de l'époque imaginaire perdue, le maire a utilisé sa position politique pour faire valoir sa foi. Au nom des citoyen-nés de Saguenay, il a ainsi soumis un mémoire à la Commission Bouchard-Taylor où il développe ses vues sur le monde. En 2011, il a de plus entamé, aux frais de la Ville et à partir de dons, une longue croisade juridique pour le maintien de la récitation de la prière au conseil de ville. Devant le Tribunal québécois des droits de la personne, il s'enthousiasmait, car son combat pour le maintien de la prière lors des séances publiques du conseil de ville était un acte de rédemption :

Quand je vais arriver de l'autre bord, je vais pouvoir être un peu orgueilleux. Je vais pouvoir lui dire : « Je me suis battu pour vous. Je suis même allé en procès pour vous. » Il n'y a pas de plus bel argument. C'est extraordinaire.

Il a su profiter de l'attention des médias nationaux et plusieurs fois même ceux de l'étranger, pour commenter les dossiers de l'actualité. Il s'est d'ailleurs prononcé pour le retour de la messe en latin au Saguenay quand il y avait des pressions en ce sens, en 2008, de groupes catholiques intégristes.

La grande familiarité de l'ancien maire avec les intégristes et l'extrême droite catholique lui a permis d'obtenir le soutien de différents groupes. Jean Tremblay a apparemment porté un certain intérêt à la secte intégriste secrète de l'Opus Dei. Dans une entrevue au 98,5 FM Montréal, en mai 2013, il affirmait ne pas en faire partie, tout en ayant « beaucoup de respect » et avoir déjà connu des membres. Il ajoutait : « C'est un organisme que je connais, je sais que ce qu'ils font c'est très bon. » On lui aurait même déjà proposé de faire partie de la secte. Il dit avoir refusé, sans en exclure la possibilité à l'avenir. Dans le même sens, Jean Tremblay a aussi reçu le soutien des Bérets blancs par leur journal Vers demain. Il s'est de plus vu décerner un prix par la Fédération des Québécois de souche, en plus de recevoir bien d'autres appuis de la droite extrême régionale et nationale.

Jean Tremblay rêve d'un monde où le clergé reprendrait sa position de patriarche, gardien du troupeau, qui foudroierait les athées, brebis égarées. En janvier 2014, il a publié son ouvrage Croire, ça change tout. Il y développe l'idée que la foi change la vie et qu'elle est le seul chemin qui mène véritablement au bonheur. Son

11. « Jean Tremblay tient des propos xénophobes », *TVA Nouvelles*, 15 août 2012, <www.tvanouvelles.ca/2012/08/15/jean-tremblay-tient-des-propos-xenophobes>.

bouquin a été vanté comme un « remarquable témoignage » par le site Web français intégriste et d'extrême droite Riposte catholique, ainsi que bien d'autres groupes de la même tendance. Dans l'une des présentations de son livre, à Valleyfield, il a affirmé en introduction :

Lorsque je fais face à n'importe qui, je me sens fort, car le Saint-Esprit m'accompagne. Je demande au Saint-Esprit de m'éclairer et il m'éclaire. Je rencontre tous ces journalistes et ces athées partout. À toutes les fois que je les rencontre, avant d'arriver, je me dis qu'ils ne connaissent rien. Et en partant, je me dis que c'est pire que ce que je pensais. Des cruches. Ils ne savent rien. Tu essaies de discuter avec ça. Avec les animateurs de la radio et de la télévision y en font un combat. Mais qu'est-ce qu'ils ont à présenter ? Nous, on a le Christ. Qu'est-ce que tu peux dire du Christ ? Comment peux-tu argumenter contre ça ? La Sainte Vierge, comment tu peux renier tout ça¹² ?

De la neutralité religieuse de l'administration publique

L'ancien maire Jean Tremblay a fait produire en 2007 un mémoire au nom de la Ville de Saguenay, dans le cadre de la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables. Par une analyse de celui-ci, nous pouvons décrire les fondements des idées qui lui sont chères.

Un premier postulat à saisir dans ce mémoire de Saguenay : les membres du conseil municipal et particulièrement le maire Jean Tremblay sont des croyant-es pratiquant-es¹³. Dans cette optique, loin de la prétendue neutralité, Ville-Saguenay avance « notre option fondamentale » : la « Grande Charte biblique universelle ». Pour préciser, nos gestionnaires voient « dans la Bible, la Charte universelle du genre humain, autour de laquelle devrait se constituer une unanimité sur le plan des valeurs¹⁴ ». Sans réserve, « la Bible, pour nous, l'emporte sur tout autre document, lorsqu'il s'agit de « l'arbre de la science du bien et du mal », des normes de l'adoration et de l'agir humain ». Très inclusive comme administration du bien public ! Pour elle, les valeurs ont déjà été dictées par la Bible et nous devrions toujours nous demander si les valeurs que l'on prône sont en « lien réel avec la croyance en Dieu et le culte qui lui est dû¹⁵ ».

Sur le plan historique, s'il est bien une valeur que ce mémoire met au premier plan c'est l'exclusion sociale. On y construit le mythe d'une peuplade cloisonnée par son identité catholique et francophone et un clergé humaniste (on ne parle pas de sa main de fer jusque dans la chambre à coucher et dans la culotte des enfants...) – un cloisonnement qui l'aurait protégée de l'assimilation par les Anglais. C'est Jacques Brassard qui devait être content. Quelle vision réductrice ! Or, la Révolution tranquille avec son vent de modernisation et de laïcisation de l'appareil d'État serait venue chambouler ce rêve ésotérique (et raciste, disons-le !). « La Révolution tranquille a amorcé en même temps une dérive morale. Comme un balancier qui ne sait plus s'arrêter, il faudra un jour revenir à l'équilibre¹⁶. » Et si pour eux le christianisme a été l'un des plus importants agents de « l'évolution occidentale », ils ajoutent que « [l']Église catholique est probablement la plus avancée dans [le] processus de modernisation [des religions]¹⁷ ». Cela, en comparaison avec d'autres religions qui auraient moins avancé et auxquelles s'appliquerait également la « Charte biblique universelle », selon le mémoire. Les récentes prétentions de l'équipe du maire à rejeter l'islamophobie sont-elles sincères quand on peut lire plus loin au sujet du voile islamique : « Est-ce rendre hommage au Créateur que de le mettre sous le boisseau ? Le visage humain n'est-il pas le lieu de la relation, de l'émotion, de l'expression¹⁸ ? » Que dire des arguments féministes cités pour promouvoir cette position opposée au voile islamique alors que l'on peut lire plus loin des positions contre le droit à l'avortement ! La « Grande Charte biblique universelle » s'est-elle donc opposée à la domination des femmes par les hommes ? Non, bien au contraire ! Affirmant clairement ses couleurs, le mémoire indique que

12. Stéphane Bégin, « « Je n'ai jamais dit ça de ma sainte vie » », *Le Quotidien*, 9 juin 2014, <www.lequotidien.com/actualites/je-nai-jamais-dit-ca-de-ma-sainte-vie-f6f7730122e6ec07e100d09bb75cb03a>.

13. Ville de Saguenay, maire Jean Tremblay, « Mémoire sur les accommodements raisonnables », *Classiques des sciences sociales*, septembre 2007, p. 21, <classiques.uqac.ca/desintegration/tremblay_jean/memoire_accommodements.html>.

14. *Ibid.*, p. 22.

15. *Ibid.*, p. 23.

16. *Ibid.*, p. 26.

17. *Ibid.*, p. 34.

18. *Ibid.*, p. 36.

« pour toutes ces raisons, le voile comme bien d'autres symboles a bien plutôt valeur de contresigne et devient même à la limite des éléments de provocation¹⁹ ». Avec un tel repli identitaire exprimé par l'équipe du maire, faut-il se surprendre qu'un groupuscule néofasciste se soit senti légitime de profaner la mosquée de Saguenay (incident du sang de porc), un local non identifiable de l'extérieur ?

De la « laïcité » d'une mairie fondamentaliste

« La plupart des grandes chartes des nations laïques, y compris la nôtre, reconnaissent la suprématie de Dieu telle que révélée dans la Bible²⁰. »

Faut-il séparer l'Église de l'État ? La réponse de l'ancienne administration de la Ville de Saguenay est assez simple. Si ces deux institutions ont des objectifs différents, leur fin demeure commune : « Le bien du citoyen. » S'interrogeant sur la possibilité d'un espace public neutre, les auteurs du mémoire se demandent si les choix posés avec la Révolution tranquille ont « toujours été conformes à la raison et aux valeurs fondamentales qui nous ont conservés en vie²¹ » — voir les valeurs de la Bible. Ainsi, cette vision les amène à affirmer que même si l'État a pu légiférer dans le domaine de l'avortement, il n'a pu empiéter sur les valeurs morales et religieuses qui conduiraient « la très grande majorité de notre population²² » et n'a rien changé à la nature du geste qui demeure « un crime et un meurtre²³ », selon la « Grande Charte biblique universelle » bien sûr. Avec une telle « laïcité », le crucifix trônant au palais de justice de Chicoutimi est là pour rester ! C'est sans ambiguïté que nos pontes lancent :

Il nous semble anormal, contre-productif, voire contradictoire, de prôner la séparation de ces deux pouvoirs, appelés tous deux à rechercher le bien d'une seule et même population. La collaboration entre l'Église et l'État porte tout le poids de l'histoire et tient de la nature humaine elle-même²⁴.

Plutôt que de parler de séparation de l'Église et de l'État, l'ex-maire Jean Tremblay et ses disciples prônent une « harmonisation », qui passerait par un nouveau « contrat social ». Dans un certain « partenariat », qui exclut d'emblée tous les autres groupes religieux et les athées, l'Église se verrait conférer un pouvoir dans les politiques ayant une incidence sur la morale et la religion. La sainte mairie nous parle d'un « domaine de valeurs supérieures qui concerne le comportement moral de l'être humain, directement relié à Dieu et dépendant de lui seul, le domaine religieux²⁵ », d'une loi de Dieu, en d'autres mots, identifiant le bien et le mal. Nous ne sommes pas loin de l'explication mystique qu'avait donnée George W. Bush à la population étatsunienne pour justifier une guerre en Irak (et nous n'exagérons pas puisque son partage du monde entre Bien et MMal est cité en exemples²⁶) ! Dans cette lignée, toujours loin de la neutralité religieuse, le mémoire poursuit :

Des prophètes d'abord eurent la mission de conserver vive cette connaissance du bien et du mal. Elle fut portée à sa perfection par la venue du Christ, qui a confié à son Église le soin d'en conserver l'intégrité, sous l'assistance de l'Esprit Saint. Elle a reçu la garantie de pouvoir l'interpréter dans la vérité, incontournable posologie du véritable bonheur humain²⁷.

Plus encore, l'ancienne administration de Saguenay, avance qu'il y aurait à la source de la séparation de l'Église et de l'État, une « secrète idéologie » qui susciterait d'importants conflits en prenant des décisions en dehors de son champ de compétence, notamment sur la « nature humaine ». Sur ce plan, le mémoire dénonce le droit à l'avortement comme s'il était « devenu un banal moyen de contraception²⁸ », ainsi que le mariage civil et les clubs échangistes. Nos pontes sont catégoriques :

19. *Ibid.*, p. 37.

20. *Ibid.*, p. 40.

21. *Ibid.*, p. 43.

22. *Ibid.*, p. 47.

23. *Ibid.*, p. 48.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*, p. 54.

26. *Ibid.*, p. 79.

27. *Ibid.*, p. 54.

28. *Ibid.*, p. 58.

Quand un État insiste trop sur sa laïcité, ce n'est pas au nom de la véritable laïcité qu'il le fait, mais plutôt sous l'influence d'un sentiment antireligieux. De leur nature, Église et État poursuivent le même but : le bien de leurs sujets. Pourquoi ne le feraient-ils pas en partenariat plutôt qu'en séparation ? Église et État ne sont-ils pas de Dieu et pour Dieu, dont le premier commandement est de s'aimer les uns les autres²⁹ ?

Nous voyons ici que la « laïcité » peut être détournée au point de servir les intérêts d'un groupe religieux dominant aux dépens des autres. Quand il est question de pousser plus loin la réflexion toutefois, l'ex-maire professe :

La demande de laïcité provient à l'origine des personnes athées auquel groupe peuvent se joindre certains agnostiques. L'affirmation de la non-existence de Dieu est une croyance, tout comme l'idée suivant laquelle on ne peut savoir si Dieu existe est une croyance. Il y a donc une croyance à l'origine de la pensée laïque. Les athées et les agnostiques sont en minorité dans notre société. Une minorité qui ne peut admettre la croyance de la majorité demande à cette majorité d'admettre sa propre croyance³⁰.

Ah ! ces méchant-es athées et leur idéologie secrète conspirationniste ! À quand la prison pour délit d'opinion ?

Saguenay, une ville accueillante ?

Mettant de l'avant l'idée de placer les droits de la « majorité » (identifiée comme catholique et francophone) au-dessus des droits des minorités, le mémoire poursuit avec une charge contre les immigrant-es qui refuseraient de renoncer à leur culture nationale³¹. La Mairie critique ici l'égalité des personnes par rapport aux droits et fait peu subtilement allusion au fait que des minorités se serviraient de ces derniers pour « faire du mal ».

Le titre même de notre charte [des droits et libertés] n'en est-il pas en partie responsable ? Le fait de parler de « libertés » ne nous met-il pas déjà sur une fausse route ? Ma connaissance du français me dit que libertés au pluriel est presque synonyme de libertinage³².

Les athées, ces libertin-es, connaissent sans doute bien le mal pour avoir tenté de faire cesser la prière au conseil de ville ! Notre sainte dictature municipale écrit :

Aucune raison valable n'empêche, lorsque des conditions favorables s'y prêtent, de prier dans un conseil de ville, pour solliciter de Dieu son aide pour la prise des décisions les plus éclairées. Cela n'est pas une intrusion de l'Église, mais l'affirmation toute simple d'une foi commune en un Dieu secourable, la prière restant un geste religieux commun à toutes les religions³³.

Faire interdire la prière adressée à Dieu, chose que nos ministres populistes n'auraient pas le courage, reviendrait dans les raisonnements tordus de l'ex-maire à « faire la démonstration que la liberté de religion est réservée à ceux qui n'en ont pas³⁴ ». Nous sommes très loin de la laïcité et des valeurs tant promues ! À noter que le régime de Jean Tremblay soutenait également le maintien du crucifix à l'Assemblée nationale, vestige du gouvernement duplessiste et d'une époque où le clergé canadien-français sympathisait avec des régimes fascistes européens.

Accueillante Ville-Saguenay ? À partir de ce qui semble être un sordide vox-pop, le mémoire aborde le cas des « Normes de vie » adoptées par la municipalité d'Hérouxville et son maire raciste qui craint toujours l'islamisation du Québec par les immigrant-es ! De façon on ne peut plus inquiétante, notre administration municipale a conclu de la réaction populaire :

29. *Ibid.*, p. 59.

30. *Ibid.*, p. 62.

31. *Ibid.*, p. 66.

32. *Ibid.*, p. 67.

33. *Ibid.*, p. 68.

34. *Ibid.*

Tous espéraient que l'initiative d'Hérouxville réveille les élus pour qu'ils protègent nos valeurs et nos coutumes traditionnelles. Les réactions furent nombreuses. Les commentaires allaient pratiquement tous dans le sens suivant : « Que le gouvernement mette ses culottes et agisse. » « Nous sommes ici chez nous et ceux qui veulent venir y habiter doivent se plier à nos habitudes³⁵... »

Il semble que la vision de la démocratie chez cette élite se limite à la construction d'une mythique opinion de la majorité. Pire encore, l'ancienne administration de la Ville inscrivait dans son mémoire qu'elle allait élaborer sa politique d'accueil des immigrant-es dans une optique similaire aux « Normes de vie » d'Hérouxville !

Les radio-poubelles normalisent les discours d'extrême droite

Les radio-poubelles représentent les stations et chaînes de radio qui jouent avec le plus d'intensité le double jeu des médias face à l'extrême droite. C'est-à-dire que, tout en opposant une faible indignation par rapport aux représentations de l'extrême droite, ces stations diffusent et accréditent de nombreuses thèses et idées qui lui sont propres. Pour montrer comment elles normalisent les discours de l'extrême droite, nous analyserons dans cette section le contenu populiste de ces radios d'opinion, puis leurs interventions qui leur sont favorables ainsi que leurs collaborations avec ces mouvances politiques.

L'intimidation et le populisme ont un micro

Le terme « radio-poubelle » définit un style de radio d'opinion, dont les propos orduriers dépassent les limites acceptables sur les ondes (notamment les propos haineux et discriminatoires, les préjugés, la démagogie et la diffamation). Côtéauditoire, les « angry white men » (hommes blancs en colère) sont l'un de ses principaux publics cibles. Ce terme décrit un groupe social blanc et masculin, qui cultive le ressentiment à cause des perspectives de déclassement. À partir de préjugés et de théories conspirationnistes, ces gens s'opposent à toutes mesures d'équité. Pour capter l'attention de leur public, les radio-poubelles tiennent des discours populistes incivils et ont des pratiques journalistiques provocatrices, calomnieuses et violentes. Le Rapport Payette est catégorique à cet égard. Il souligne le paradoxe de l'acceptation, grâce aux radio-poubelles, d'un « niveau de violence verbale qui serait jugéintolérable — et ne serait pas toléré — partout ailleurs dans la société³⁶ ». Michel Juneau-Katsuya était encore plus formel au lendemain du massacre de la grande mosquée de Québec : « On ne parle plus d'animateurs, mais bien d'agitateurs. Ils ne favorisent pas un débat d'analyse, ils entretiennent une « opinion » de la haine, de l'insécurité et de la médisance³⁷. »

L'une des caractéristiques de la radio-poubelle est de mener des campagnes de salissage à l'encontre des personnes en vue, des contestataires et des groupes opprimés. Avec un acharnement, qui sévit parfois durant des semaines et même des mois, et la divulgation en ondes d'informations personnelles, les animateurs arrivent à susciter des dérives violentes et haineuses chez une partie de leurs auditeur-trices et, éventuellement, à affecter profondément le sentiment de sécurité de leurs boucs émissaires. Des opposant-es à ces stations ont vu leur maison vandalisée et reçu de nombreuses menaces. Les cibles des radio-poubelles sont nombreuses : les gauchistes, les personnes immigrantes, les travailleur-euses en conflit de travail, les musulman-es, les communautés autochtones, les étudiant-es, les journalistes, les féministes, les intellectuel-les, les personnes assistées sociales, les personnes LGBTQ+, les écologistes, les pacifistes et plus encore... Dans le cadre d'un objectif marchand, ce type de radio suscite ainsi les préjugés, l'intolérance, la peur de l'Autre, le harcèlement et la violence à l'encontre des groupes ciblés.

Devant la levée de boucliers de la société civile, les radio-poubelles ont développé au fil des années un argumentaire s'appuyant sur la liberté d'expression. Nous considérons que la liberté d'expression doit comprendre

35. *Ibid.*, p. 71.

36. Dominique Payette, *L'information à Québec un enjeu capital*, recherche financée par le fonds de Pauline Marois au ministère du Conseil exécutif du Québec, 2015, p. 14, <www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/professeurs/payette-2005-linformation-a-quebec.pdf>. Voir également de la même autrice, *Les brutes et la punaise : les radio-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, Montréal, Lux, 2019.

37. Michel Juneau-Katsuya, « Les radios poubelles ont du sang sur les mains », *La Presse*, 2 mars 2017.

certaines limites ; ce ne doit pas être celle du renard libre dans le poulailler, ce qui constitue une liberté négative. Ce ne sont certes pas les animateurs des radio-poubelles eux-mêmes qui commettent les gestes haineux comme le sang de porc versé sur les murs de la mosquée, les actes de provocation à l'encontre des manifestations étudiantes ou les cyclistes frappés intentionnellement par des automobilistes, mais il ne fait aucun doute qu'ils contribuent à alimenter un climat propice à de tels gestes. Nous croyons que les radio-poubelles partagent une responsabilité en utilisant leur pouvoir de diffusion sur les ondes publiques pour cibler des boucs émissaires, souvent à partir de préjugés et d'informations partielles, ou partiales, et invérifiées, et encourager le passage à l'acte de son auditoire le plus engagé dans la promotion de ces stations de radio.

À droite toute

Au-delà des discours populistes, les radio-poubelles se montrent particulièrement enclines à collaborer avec les groupes de l'extrême droite et à intervenir au sujet des thèmes soulevés par ces derniers. Le discours politique incivil des radio-poubelles n'est pas homogène, mais il s'en dégage des tendances : droite libertarienne, nationalisme ethnique, populisme et conservatisme. Nous présenterons dans cette section un historique incomplet des provocations de droite et des collaborations avec des groupements d'extrême droite de la station saguenéenne KYK-Radio X de 2011 à 2013 afin d'illustrer le rôle actif des radio-poubelles dans l'émergence de mouvances de la droite radicale.

En mars 2011, une campagne citoyenne « Pas en mon nom » avait été lancée pour s'opposer à la campagne de promotion de la prière au conseil de ville. Durant une séance dudit conseil de ville, un « document mystère » présentant des informations personnelles peu crédibles sur les membres du regroupement d'opposition citoyenne avait été transmis par un militant d'extrême droite d'une autre région, Martin Venne. Les animateurs Carl Monette, Gary Daigneault et le journaliste Simon Tremblay ont publicisé les informations contenues dans le document et les ont utilisées quotidiennement du 4 au 30 mars 2011 sans jamais vérifier la crédibilité de leur source. Ces animateurs témoignaient sans gêne en ondes de leurs échanges fréquents avec cet interlocuteur d'extrême droite, qu'ils appelaient « Pierre Jean-Jacques » pour protéger son identité. À la suite d'une plainte au Conseil de presse de la part d'un groupe de militant-es, les animateurs Carl Monette, Gary Daigneault et le journaliste Simon Tremblay, ainsi que le propriétaire de la station, Patrice Demers, ont été blâmés pour « information inexacte, non-vérification de source anonyme, propos méprisants et préjugés, abus de pouvoir, ainsi que pour acharnement ».

L'automne suivant, le 29 septembre 2011, l'animateur Carl Monette réagissait avec violence à une manifestation régionale étudiante à Jonquière. Son propos déshumanisant constituait une véritable incitation à l'agression des manifestant-es. Son motif était clair : démobiliser les gens pour qu'ils ne manifestent pas pour revendiquer leurs droits. Ces extraits en témoignent :

5 h 37 : C'est ça une gang d'étudiants, quand ça manifeste ça devient une gang de sauvages ; Jonquière c'est une vraie gang de débiles.

5 h 42 et 50 sec. : Moi, avoir été un char, je vous rentrais dedans toute la gang.

6 h 17 et 38 sec. : Moi, être derrière vous, ce serait avec mon char à 120.

9 h 1 et 49 sec. : Moi je passerais un projet de loi, que si [...] on enfreint les règles qu'on a établies au départ, tout policier a le droit de fesser le plus fort possible sur tout ce qui ne respecte pas le règlement³⁸.

9 h 5 et 40 sec. : Tout ce que vous auriez dû mériter hier, c'est que je débarque en matraque et que je vous assomme toute un par un ».

6 h 21 et 39 sec. : D'après moi, si j'aurais été dans le coin, sur la St-Do, je passais dessus avec mon char.

38. Cette affirmation a été énoncée lors d'un entretien avec le porte-parole de la Police de Saguenay Bruno Cormier, qui ne réagit pas aux commentaires de l'animateur.

Peu de temps après, la publication d'une série d'articles traitant de l'extrême droite au Saguenay-Lac-Saint-Jean dans *Le Progrès-Dimanche* amenait l'animateur Carl Monette à une prise de position catégorique en ondes pour le groupe dénoncé dans l'article. L'animateur a abondamment dénigré la journaliste qui l'avait écrit. Un « auditeur anonyme », responsable d'un appel de menaces à la journaliste, a transmis par courriel un enregistrement d'une portion non significative de son appel et l'animateur a été jusqu'à faire jouer l'enregistrement en ondes. Il laissait même entendre que la journaliste en question faisait partie du Collectif Emma Goldman !

Contre le Printemps étudiant de 2012, la radio-poubelle saguenéenne a cherché à animer une contre-mobilisation. Celle-ci a été un échec, mais il vaut la peine de revenir sur les gestes de provocation qu'elle a pu inviter ou fait la promotion. Tout juste avant le déclenchement de la grève, la présidente de l'association étudiante du Cégep de Jonquière a à son tour reçu des menaces de mort. Il s'agissait d'un appel téléphonique particulièrement vulgaire, dans lequel on l'accusait d'être d'extrême gauche — une accusation qui était répétée avec acharnement par un certain animateur de la radio-poubelle de la région depuis l'automne. Du côté du Cégep de Chicoutimi, de grands cubes rouges empilés pour symboliser la lutte des étudiant-es ont été vandalisés, en prenant le soin d'y laisser une feuille sur laquelle était inscrit : « Un message de l'organisation provinciale anti-grève. » Radio X se faisait le porte-voix du groupuscule des « carrés verts » en diffusant abondamment ses positions et actions. À l'UQAC, un groupe nébuleux Facebook « contre la grève générale illimitée à l'UQAC », qui considérait que « l'éducation universitaire, c'est un CHOIX et pas une OBLIGATION », réalisait pour sa part un sondage révélant l'état d'esprit inquiétant de plusieurs de ses membres. À la question « Advenant le fait qu'il y ait des lignes de « piquetage » à l'UQAC, allez-vous-y entrer pareil ? », plusieurs choix de réponse violents étaient offerts dont : « En tuer un pour faire peur aux autres... ensuite tu entre [sic]. » Au cours des manifestations étudiantes, la station de radio poursuivait ses incitations avec son concours de vidéos « Brûle ton carrérouge ». Elle a donné la parole à différentes personnes qui s'en sont prises à des manifestant-es, par exemple, un jeune homme qui avait lancé des œufs sur une manifestation à Chicoutimi. L'un des animateurs de la station avait même tenté de rejoindre, avec son micro, l'une des « actions dérangeantes », mais avait été chassé promptement.

Le 21 février 2013 s'amorçait un conflit de travail important dans l'histoire récente du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le lock-out des employé-es de garage des concessionnaires automobiles (affilié-es à la Centrale des syndicats démocratiques — CSD) a duré près de trois ans. La Corporation des concessionnaires sortait le bâton contre ses travailleur-euses et les provocations se multipliaient : abri syndical détruit à la hache, salarié frappé par une auto, vol d'identité des salarié-es en lock-out, tentatives de briser le syndicat, insultes, harcèlement et provocations pour déclencher une bagarre sur les piquets de grève, conduite dangereuse menaçant des manifestations familiales, instrumentalisation (à un point à peine concevable) des forces policières et de l'appareil judiciaire, manœuvres pour contourner la loi anti-briseurs de grève... La Corporation exerçait une domination écrasante sur ses salarié-es en lock-out. De nouveau, la radio-poubelle a cherché à participer à la contre-mobilisation et à soutenir la partie patronale (qui comptait parmi ses plus importants publicitaires). Les ondes servaient ainsi à traiter les salarié-es de bêtards gâtés et à diffuser des rumeurs anonymes accusant des employé-es de violence ou de sabotage. La radio-poubelle a pris part au développement d'un climat dans lequel les concessionnaires se sont crus tout permis par rapport aux salarié-es et ont pu laisser pourrir le conflit.

Durant ces deux années, des membres de la cellule locale de la FQS ont pu intervenir à plusieurs reprises sur les ondes de la station, soit par de simples appels d'auditeur, soit pour une entrevue. À la fin de l'été 2013, seulement quatre jours après le geste haineux à l'encontre de la mosquée de Chicoutimi, elle avait d'ailleurs accordé une entrevue fort complaisante au porte-parole de la FQS. Malgré tous les coups d'éclat haineux, la station l'invitera encore et encore, sans être en mesure de contrebalancer les informations partielles basées sur des préjugés qu'émettait ledit porte-parole. Il est ici plus juste de parler d'une tribune pour un groupuscule d'extrême droite que d'information.

4. Des traces du passé

Brève chronologie de la droite populiste et de l'extrême droite dans la région

1904 — Naissance du fervent militant d'extrême droite René Bergeron, au Saguenay. Très actif dans l'École sociale populaire, il était littéralement obsédé par « l'infiltration menaçante du communisme ». Il a prononcé des conférences un peu partout au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans le nord de l'Ontario. Il avait également ses entrées dans les écoles de la région.

Vers **1936** — Formation à Alma et à Chicoutimi de cellules des Jeunesses patriotes, organisation prônant les idéaux mussoliniens. Il existait à cette époque un courant politique dans la presse et la population régionales qui était sympathique aux idées fascistes européennes. Différents leaders fascistes québécois, dont Pierre Dansereau et Paul Bouchard, sont venus donner des conférences rassemblant des centaines de personnes, notamment à Chicoutimi, Alma, Jonquière et Bagotville.

Mars 1936 — La Chambre de commerce de Chicoutimi a transmis une résolution au gouvernement fédéral, laquelle l'enjoignait à cesser toute immigration juive au Canada, sous le prétexte que certaines de ces familles exilées d'Allemagne avaient des sympathies communistes.

1939 — Fondation du journal *Vers Demain*, l'organe de presse des Pèlerins de Saint-Michel, mieux connus sous le nom de Bérêts blancs, une association catholique d'extrême droite, créditiste, antisémite et fervemment anticomuniste. Elle serait, à ce jour, encore présente dans la région.

1940 — Louis Even, l'un des fondateurs des Pèlerins de Saint-Michel, se présente comme candidat pour le parti créditiste Nouvelle Démocratie dans l'ancien comté fédéral de Lac-Saint-Jean-Roberval. Il obtient 3698 votes, soit 17,31% des suffrages.

1942 — Les chantiers du barrage de Shipshaw subissent une suite d'événements conflictuels opposant les ouvriers communistes et les fascistes. Le Parti communiste du Canada accusait le fasciste Jean Tissot et ses complices de l'incendie d'un camp ouvrier, qui a causé la mort de 15 travailleurs et en a blessé 30.

1944 — Cherchant à multiplier ses profits au cours de la guerre, la Price Brothers & Company a fait venir 500 soldats allemands, des prisonniers de guerre, près de Saint-Ludger-de-Milot, dans le secteur de la rivière Alex, pour les faire travailler dans ses chantiers. Elle n'en tira pas les gains escomptés en raison de leur insubordination, les prisonniers s'accordant même le droit de grève. Ils ont réclamé la journée de travail de huit heures, de meilleurs vêtements, la gestion de la cuisine, des collations, de la peinture, etc. L'arrivée d'un soldat noir pour garder la prison a également suscité des protestations, ce qui a causé son remplacement un peu plus tard. En fait, la productivité des prisonniers était tellement médiocre que la compagnie a décidé de les renvoyer et de faire fermer les camps en mai de la même année.

1962 — Réal Caouette, tribun populiste et dirigeant du Parti créditiste, fait élire 26 députés dans la province de Québec. C'est une vague qui emporte le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Sous la bannière créditiste, Marcel Lessard (1962 à 1965), Charles-Arthur Gauthier (1962–1980), Maurice Côté (1962–1965) et Gilles Grégoire (1962–1966) sont respectivement élus dans les comtés fédéraux de Lac-Saint-Jean, Roberval, Chicoutimi et Lapointe (Jonquière).

1988 — Une pétition de la secte politico-religieuse d'extrême droite les Bérêts blancs a récolté les signatures de 4500 habitant-es de Jonquière, de Chicoutimi et de La Baie. Elle réclamait du gouvernement fédéral l'octroi d'un « salaire » de 12000 dollars par année pour les mères au foyer. À l'occasion du congrès régional de l'organisation à Jonquière, 350 « pèlerin-es » de l'organisation ont réalisé une marche du chapelet dans les rues de la ville. Le

retour des femmes au foyer représentait pour ces militant-es une façon de hausser la natalité et de libérer des emplois pour les chômeurs et assistés sociaux¹.

Vers 2005 — Existence d'un groupe de skinheads néo-nazis à Jonquière. À cette époque, plusieurs concerts de musique de *metal* NSBM (acronyme pour *National-Socialist Black Metal*) se sont déroulés dans la région.

2011 — La croisade du maire Jean Tremblay pour le maintien de sa prière au conseil de ville ramenait sur la scène des éléments d'extrême droite. Lors d'une assemblée tumultueuse du conseil municipal à Jonquière, un militant d'extrême droite de l'extérieur de la région a diffusé un « document mystère » dans lequel il calomniait des militant-es d'un groupe d'opposition et du Collectif Emma Goldman. Avec le soutien actif de l'extrême droite et des radio-poubelles au maire, le printemps a été chaud pour les militant-es engagé-es dans les mouvements sociaux qui se sont soutenu-es, se sont défendu-es et ont riposté contre l'acharnement et les menaces.

Juin 2011 — Le groupe Nationalistes du Saguenay a rejoint la Fédération des Québécois de souche (formée en 2007) à titre de cellule locale.

31 août 2013 — Geste haineux contre la mosquée de Chicoutimi. Du sang de porc a été lancé sur la façade de l'immeuble et des dépliants de la Fédération des Québécois de souche ont été laissés dans les boîtes aux lettres en guise de cartes de visite.

4 mars 2015 — À Jonquière, la voiture d'un résident originaire d'Algérie a été vandalisée pendant la nuit. Les lettres KKK ont été inscrites sur l'automobile au moyen d'une canette de peinture. La police de Saguenay déclarait aux médias n'avoir aucun indice sur les auteurs du geste.

Automne 2015 — Fondation du groupe d'extrême droite La Meute rejoint peu de temps après par des gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui ont fondé une cellule (un clan) régionale.

4 mars 2017 — Une marche organisée par La Meute et soutenue par le groupe Storm Alliance a rassemblé une soixantaine de personnes dans le centre-ville de Chicoutimi. La marche était fortement encadrée par des responsables de la sécurité et des agents de police à pied équipés de casques et de longues matraques.

4 août 2018 — Vers minuit, tentative d'attaque en bande d'un campement militant contre l'embourgeoisement au centre-ville de Chicoutimi par une dizaine d'individus associés à l'extrême droite, dont certains étaient armés et cagoulés. La tentative a été coordonnée à partir du groupe privé sur Facebook du Clan 02 de La Meute.

le triomphe du « fouette à Caouette »

La Ligue du crédit social est fondée en 1936 comme mouvement d'éducation politique, autour du journal bimensuel *Vers Demain* (1939) et de l'Institut d'action politique (1940). L'Union des électeurs, avec à sa tête le tribun populiste Réal Caouette, est créée comme aile politique du mouvement en 1942. Elle obtient son premier succès électoral au Québec en 1946. Le « fouette à Caouette », tel qu'on le surnomme en raison de sa fougue proverbiale teintée d'humour, d'agressivité et d'antiélitisme, est élu pour la première fois à la Chambre des communes dans le cadre d'une élection partielle dans le comté de Pontiac, dans la région de l'Outaouais. Après des résultats modestes, l'Union des électeurs délaisse progressivement l'électoratisme pour devenir principalement un groupe de pression. Toutefois, les créditistes représentent une force suffisamment importante pour que les Libéraux du Québec consentent à s'allier à eux pour combattre l'Union nationale à l'élection de 1956. La défaite des libéraux sonne irrémédiablement le glas de la carrière électoratiste de l'Union des électeurs².

Le 4 mai 1958, Réal Caouette fonde le Ralliement des créditistes, ce qui provoque définitivement le schisme entre l'aile électoratiste des créditistes et les éléments plus religieux rassemblés autour de Louis Even et Gilbert Côté-Mercier, les Bérêts blancs. Fait intéressant, les fils de Louis Even (François Even) et de J. Ernest Grégoire (Gilles Grégoire) sont membres de l'exécutif du parti. Le Ralliement des créditistes est par la suite fusionné avec le Parti Crédit social du Canada en 1961.

1. Collectif La Chambarde, *op. cit.*, p. 237-238.

2. Bibeau, *op. cit.*

Le triomphe électoral de 1962

À la radio, les créditistes diffusent une publicité électorale où l'on entend Réal Caouette, le chef adjoint du parti, dénoncer les vieux partis et la finance internationale :

Prenons nos responsabilités, et le 18 juin votons pour notre patrie ! Votons pour le Canada, en tant que Canadien [sic] ! Donnons une erre d'aller au crédit social ! Pour avoir une administration véritablement et foncièrement canadienne. Une administration, mesdames et messieurs, qui mettra l'argent au service de la population, au service de la personne humaine ! Contrairement aux vieux partis qui nous ont tenus en respect et qui nous ont tenus dans la misère au sein de l'abondance dans le Canada !

Mesdames, messieurs, marchons vers la victoire ! Non pas d'un groupe de politicien [sic], mais la victoire d'un peuple sur la finance dans le Canada ; le crédit social le 18 juin prochain³ !

Les conservateurs fédéraux remportent difficilement l'élection et forment un gouvernement minoritaire. Pour leur part, les créditistes forts de leurs 30 députés obtiennent la balance du pouvoir. Au Québec, le parti obtient 26% du vote populaire et 26 députés sur 75.

« La vague des gens du peuple » Progrès du Saguenay, 1962

Le parti de Caouette balaye la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Marcel Lessard (1962 à 1965), Charles-Arthur Gauthier (1962–1980), Maurice Côté (1962–1965) et Gilles Grégoire (1962–1966 qui a été plus tard député du PQ de 1976–1983) sont élus députés à la Chambre des communes. À l'annonce des résultats, les « petites gens » qui ont voté en bloc pour le Crédit social se sont massés dans les rues des principales villes de la région pour manifester leur joie. Renaud Santerre, alors journaliste à *La Presse* rapporte que les policiers et même les pompiers ont passé une grande partie de la soirée à patrouiller dans l'ancienne ville de Jonquière et que les policiers avec leur « panier à salade » ont procédé à plusieurs arrestations⁴.

Au lendemain de l'élection, l'éditorial du Progrès du Saguenay a pour titre « Victoire des classes laborieuses ». On peut y lire :

Les collets blancs n'ont pas caché leur surprise devant le résultat des élections de lundi : la vague créditiste qui a balayé la région les a étonnés, même attristés. Cette victoire leur a complètement échappé, elle fut celle du peuple, de l'homme de la rue, de l'ouvrier, du cultivateur⁵.

Le journal analyse la victoire de ce parti populiste comme un vote de protestation : « ... contre les vieux partis, un vote contre les gouvernements incapables de régler les problèmes du chômage et de la misère sous toutes ses formes, un vote contre les taxes qui ne paraissent pas rapporter assez⁶ ».

« C'est la victoire de la télévision »

Réal Caouette a été l'un des premiers politiciens à utiliser la télévision de manière propagandiste et à élargir de façon significative ses appuis pour bâtir une organisation à partir de presque rien. Selon Fernand Ouellet, organisateur en chef adjoint du Crédit social au Canada, le parti a pu gagner une grande popularité dans certaines régions du Québec, principalement grâce à ses programmes hebdomadaires à la télévision. En effet, bien avant les élections, des émissions d'une durée de quinze minutes avaient lieu depuis trois ans et demi dans les régions du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi, depuis deux ans et demi dans les régions de Québec et Sherbrooke et depuis six mois dans celle du Bas-du-Fleuve. « Les gains du Crédit social, hier soir, ont suivi la courbe de fréquence de ces

3. « Le Crédit social de Réal Caouette, « La voix du peuple » », *Radio-Canada*, 12 septembre 2016, <ici.radio-canada.ca/emissions/aujourd'hui_l_histoire/2016-2017/chronique.asp?idChronique=416289>.

4. Renaud Santerre, « Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la hargne des ouvriers a servi le Crédit social », *La Presse*, 19 juin 1962.

5. « Victoire des classes laborieuses », *Progrès du Saguenay*, 19 juin 1962.

6. *Ibid.*

programmes télévisés⁷ ». Rappelons qu'à cette époque, les stations de télévision sont en situation de monopole dans les régions, ce qui accroît l'efficacité de cette stratégie. L'élection des nouveaux députés créditistes dans les circonscriptions et les régions rurales met en évidence le fait que ce sont les électeur-trices des régions les plus touchées par le chômage qui ont accordé leur voix au parti de Caouette.

Un mélange de catholicisme et de révolte des petites gens

Lors de la campagne fédérale de 1963, Réal Caouette parle de la misère des années de crise et de la prospérité des années de guerre. Il parle de l'insécurité des ouvriers de 45 ans qui, selon la formule, « [sont] trop jeunes pour avoir leur pension, trop vieux pour avoir leur allocation familiale » et de la haute finance « crapuleuse⁸ ». En revanche, il parle peu de la politique économique créditiste, ce système simpliste au calcul complexe qui s'apparente en quelque sorte au revenu minimum garanti. Il préfère dire à la foule massée pour l'écouter :

Faites-nous confiance. De toute façon, vous n'avez rien à perdre. Le chômeur n'a rien à perdre. Il ne peut quand même pas perdre sa « job », il n'en a pas... Et si dans quatre ans, nous n'avons rien fait, jetez-nous dehors⁹ !

Au cours des années qui suivront, « le fouette à Caouette » prendra position contre la décriminalisation de l'homosexualité, s'opposera aux armes nucléaires, défendra le français. Peu avant sa mort, en 1976, ce farouche anti-séparatiste et anticommuniste est écarté de la direction du parti en raison de ses problèmes de santé. Après sa disparition et la mort tragique de son successeur, le Crédit social, miné par les divisions, est incapable de se relever. À l'élection de 1980, les créditistes sont rayés de la carte électorale.

7. Marcelle Thivierge, « « C'est la victoire de la télévision » dit l'organisateur du Crédit social », *Le Devoir*, 19 juin 1962.

8. *Ibid.*

9. Marie Cardinal, « Survolté, Caouette porte son message partout : moi, moi, moi », *Le Devoir*, 23 mars 1963.

Conclusion — penser et continuer la lutte

À l'élection provinciale de l'automne 2018, pour une majorité d'électeur·trices, l'enjeu était le suivant : faut-il renvoyer ou non le Parti libéral du Québec dans l'opposition ? Celui qui était alors en mesure de le faire était l'ancien ministre péquiste, François Legault, chef de la CAQ. Il a coalisé dans un parti entièrement sous son contrôle depuis 2011 d'ancien·nes membres du PQ, de P'ADQ et du PLQ. Il a lui-même sélectionné une équipe de candidat·es ; c'est l'absence de démocratie intrapartisan¹. Legault a abondamment joué la carte de l'insécurité identitaire au point de s'attirer les sympathies de La Meute. Lors d'une conférence de presse, il avait affirmé que sa plus grande peur était que ses petits-enfants ne parlent plus le français². On doit noter que, pendant que Legault fait sa politique de « vraies affaires », l'avenir de ses petits-enfants est tout autant menacé par les changements climatiques qui occasionnent la hausse du niveau des mers, la désoxygénation et l'acidification des océans, la destruction d'écosystèmes rares, des inondations, des records de chaleur et bien plus encore. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le souligne : « Si nous ne changeons pas d'orientation d'ici 2020, nous risquons [...] des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent³. »

En sortant des lignes partisans traditionnelles de la politique québécoise (souverainisme du PQ versus fédéralisme du PLQ), en misant sur les frustrations populaires et en instrumentalisant les immigrant·es et les minorités religieuses, Legault est parvenu à former un gouvernement majoritaire.

Les premiers pas du gouvernement Legault

Les premières mesures du nouveau gouvernement ont été de diminuer de plus de 20% l'immigration⁴, et ce, dans l'ensemble des catégories (économique, rassemblement des familles ou réfugié·es), d'envoyer aux poubelles les 18 000 demandes d'immigration en attente⁵ et de menacer les enseignantes et les éducatrices qui portent le foulard de perdre leur emploi (dans un secteur qui souffre pourtant d'une pénurie d'employés). Pour ne pas déplaire aux couches les plus privilégiées, le gouvernement a néanmoins exempté le personnel des écoles privées, subventionnées à 60%, de l'interdiction du port de signes religieux. À l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge ignorait volontairement le non-sens de l'écart entre la loi pour les gens ordinaires et celle pour les plus riches : « Énormément d'écoles privées sont des écoles qui ont été fondées par des religieux et sont des écoles dont la clientèle fait le choix... parce qu'ils souhaitent que l'école transmette certaines valeurs religieuses⁶. » Les politiques populistes de ce gouvernement visent un public bien particulier ; elles n'ont pas pour objet d'interférer avec les privilèges des plus riches.

La même ignorance volontaire s'observe quant aux gestes haineux et aux groupuscules d'extrême droite qui se sont multipliés depuis plusieurs années. Dans les communications publiques, le terme « acte isolé » est répété à la manière d'un slogan de campagne. Le refus de reconnaître une réalité sociale est immonde et s'abreuve à même l'oppression que perpétue l'État et ses politiques. Pour la seule année 2017, la députée Ruba Ghazal

1. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, 2018.

2. Martin Croteau, « Legault craint « que nos petits-enfants ne parlent plus français » », *Lapresse.ca*, 6 septembre 2018, <www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201809/06/01-5195580-legault-craint-que-nos-petits-enfants-ne-parlent-plus-francais.php>.

3. AFP, « Il reste deux ans pour agir contre le changement climatique », *Les Affaires*, 11 septembre 2018.

4. « Québec confirme sa volonté d'accueillir 10000 immigrants de moins en 2019 », *Radio-canada.ca*, 4 décembre 2018, <ici.radio-canada.ca/nouvelle/1139837/plan-immigration-jolin-barrette-economique-reunification-refugies>.

5. Pierre Saint-Arnaud, « 18000 demandes d'immigration : la Cour supérieure accorde une injonction de 10 jours », *Journal Métro*, 25 février 2019.

6. Geneviève Lajoie, « Certains parents choisissent l'école privée pour les valeurs religieuses selon le ministre Roberge », *Le Journal de Montréal*, 6 février 2019.

a affirmé que 117 crimes haineux visant des musulman-es ont été rapportés au Québec. Néanmoins, dans les jours qui ont suivi le deuxième anniversaire de l'attentat à la mosquée de Québec, François Legault déclarait : « Je ne pense pas qu'il y ait de l'islamophobie au Québec, je ne vois pas pourquoi il y aurait une journée contre l'islamophobie⁷. »

Pour les militant-es qui souhaitent battre en brèche l'extrême droite, il ne suffira pas d'obtenir la dissolution de groupuscules identifiables. C'est tout un climat politique, ainsi que les systèmes d'oppression et d'exploitation qui le génèrent, qu'il faut combattre. Il est temps de prendre position et c'est ce que nous ferons dans cette partie de l'ouvrage à saveur de manifeste.

Vaincre le fascisme pendant qu'il est encore temps

L'antifascisme ne triomphera que s'il cesse de traîner à la remorque de la démocratie bourgeoise.

Défions-nous des formules « Anti ». Elles sont toujours insuffisantes, parce que purement négatives.

On ne peut vaincre un principe qu'en lui opposant un autre principe, un principe supérieur⁸.

Dans un rapport écrit pour l'association londonienne Chatham House, Mathew Goodwin identifie six façons possibles de réagir aux partis et aux groupes populistes de droite ou fascisants : les exclure, désamorcer leur message, adopter dans une certaine mesure leur rhétorique et leur politique, les confronter avec des principes, se tourner davantage vers les gens de la base et faire un travail de proximité, et encourager le dialogue parmi les différents groupes à un niveau interculturel⁹.

Le rôle des médias

Les journalistes sont toujours à la recherche de ce qui sort de l'ordinaire. L'émergence de groupes comme La Meute, les Soldats d'Odin, Storm Alliance ou Atalante Québec, pour ne nommer que ceux-là, représente une aubaine. Dans un

contexte où les médias traditionnels mènent une lutte féroce pour obtenir des exclusivités et accaparer la plus grande part des revenus publicitaires, il ne faut pas s'attendre à ce que la couverture médiatique soit autre que sensationnaliste. Pour ces groupes, la médiatisation est de la publicité gratuite qui leur permet de se développer et de gagner en crédibilité.

Populaire, mais non populiste

Bien des raisons amènent une frange toujours plus grande de la population à décrocher de la politique, que se soit la valse des corrompu-es ou l'indifférenciation des partis politiques pouvant former le gouvernement. Il est impératif de ranimer l'espoir en un avenir meilleur en proposant autre chose que l'ordre de privilèges et d'exploitation que nous imposent l'État et le capitalisme. Nous devons recréer une « volonté collective », pour reprendre une expression de Gramsci, en renforçant le pouvoir d'agir des individus, des groupes et des communautés, et ce, au détriment du capital et des classes dirigeantes. Pour que les classes laborieuses et populaires recommencent à gagner, nous devons tout d'abord croire en nos propres moyens et penser que la lutte est non seulement possible, mais nécessaire.

Pour contrer la montée du populisme et de l'intolérance, la gauche sociale doit s'en prendre aux talons d'Achille de l'extrême droite. Son discours est basé sur les émotions et le ressentiment. Elle n'a aucune alternative positive à proposer par rapport au chômage, au sous-emploi, à la précarité engendrée par l'économie capitaliste. Alors que l'extrême droite peut chuchoter à l'oreille du travailleur (blanc et de sexe masculin) qui a perdu son

7. Charles Lecavalier, « « Il n'y a pas d'islamophobie au Québec », dit François Legault », *Le Journal de Québec*, 31 janvier 2019.

8. Daniel Guérin, « Fascisme et grand capital », préface, mars 1945, dans « Un vieux scalpeur, « antifascisme encore!? » », *Courant Alternatif*, n°202, 13 juillet 2010, p. 20.

9. Matthew Goodwin, *Right Response : Understanding and Countering Populist Extremism in Europe*, Londres, Chatham House Report, 2011.

emploi qu'il se l'est fait « voler » par un immigrant·e, elle n'a en revanche rien à proposer sur la façon dont il pourrait obtenir un autre emploi, encore moins comment il pourrait payer ses dépenses et mettre du pain sur la table. Dans une autre occasion, elle décrira les personnes issues de l'immigration comme des « profiteurs », ou encore des « parasites lâches et paresseux ». Alors, des « voleurs de job » ou des « paresseux » ? Il faudrait choisir ! Comme nous pouvons le constater, le discours de l'extrême droite n'est pas toujours cohérent. Par conséquent, pour contrer la division du peuple entre les « autres » et « nous » que tente d'imposer l'extrême droite, la gauche doit reconstruire une classe unie autour de valeurs progressistes, résolument contre l'oligarchie et les démagogues racistes. À la xénophobie, nous devons opposer la solidarité internationale, au sexisme le féminisme, à l'irresponsabilité écologique la conscience de l'urgence climatique, à l'autoritarisme et le culte du chef les formes d'organisation libertaires. À la logique autoritaire des populistes et à la délégation de pouvoir de la démocratie libérale, nous devons privilégier l'auto-organisation et l'autogestion.

Pour vaincre la droite populiste et les groupes néo-fascistes, il faut faire bien davantage que leur opposer des leaders populistes de gauche ou adopter une partie de leur rhétorique. Car si la gauche parlementaire construit l'alternative politique autour d'un Bernie Sanders (États-Unis), d'un Jean-Luc Mélenchon (France) ou d'un Gabriel Nadeau-Dubois (Québec), elle reléguera forcément l'éducation populaire et l'auto-organisation au second plan. En voulant encarter les individus dans un parti politique et canaliser leur colère légitime vers les urnes, on ne pourra qu'emprunter les chemins déjà connus, voués à l'échec du fait notamment de l'emprise de la finance, ainsi que de la crise écologique. Cette impasse de la gauche parlementaire contribue au sentiment d'impuissance des groupes sociaux opprimés¹⁰.

Trouver des solutions aux problèmes quotidiens

Le Collectif anarchiste Emma Goldman voit les actions sociales libertaires comme des actes de propagande par les faits, destinées à susciter une prise de conscience chez les « *have-not* » de ce monde (jeunes sans avenir, femmes, personnes LGBTQ+, personnes racisées, chômeur·euses de longue durée, employé·es exploité·es, retraité·es, mouvements étudiants). Il s'agit d'animer le désir de passer à l'action ; que les gens puissent s'auto-organiser et former un front commun contre la discrimination des gouvernements et l'arrogance des capitalistes. Au Saguenay, l'organisation d'événements de cette nature — les marmites autogérées (distribution de nourriture gratuite), les marchés gratuits, l'Espace social libre et bien d'autres, en plus de répondre à des besoins visibles et concrets — a visé la construction de liens de solidarité et d'entraide, la réappropriation de l'espace dans la ville et l'éducation populaire sur l'austérité et ses impacts.

Ce qui est primordial c'est de bâtir, sans attendre la permission des autorités, un monde de coopération et d'entraide. De s'organiser là où nous sommes, soit dans nos lieux de vie, de travail et d'études. De tisser des liens de solidarité pour combattre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

L'autodéfense populaire

« Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur et sans exploité. »

Louise Michel

Devant la haine, l'intolérance et les menaces contre l'intégrité physique de personnes issues de groupes minoritaires, nous ne souhaitons pas discuter avec les individus qui se sont rapprochés des groupuscules d'extrême droite. Comme nombre d'organismes vivants, dont les roses et leurs épines, nous devons développer notre propre système d'autodéfense — non pour attaquer, mais pour défendre la vie... Comme nous visons un changement sociétal et la libération, nous nous opposons radicalement aux institutions sur lesquelles reposent plus de 400 ans de domination colonialiste, capitaliste et patriarcale. Puisque la police se positionne très clairement du côté de nos exploiters et de nos oppresseurs, nous ne pouvons compter que sur nos propres moyens pour

10. Thomas Coutrot, « Le populisme de gauche ne constitue pas une alternative crédible au populisme de droite », *Basta !*, 11 mai 2017. <www.bastamag.net/Le-populisme-de-gauche-ne-constitue-pas-une-alternative-credibile-au-populisme>.

assurer notre sécurité. Nous ne pouvons rester les bras croisés devant les menaces des nouvelles chemises noires et les agressions racistes, homophobes, sexistes, etc.

En somme, nous considérons qu'il est pressant de valoriser un projet de société alternatif et égalitaire au moyen d'actions sociales libertaires ayant un impact réel sur la vie des gens dans le dessein de combattre efficacement le fascisme à sa racine. Nous n'oublions pas que les groupuscules fascistes représentent un pic d'intensité dans le *continuum* raciste de la trame canado-qubécoise. Pour lutter, nous préconisons la construction de réseaux de solidarité avec les principaux groupes touchés. Nous n'attendons ni l'approbation des élites du monde politique, ni l'adoption de nouveaux projets de loi. Ce nouveau monde que nous espérons, nous voulons le construire par nos propres moyens, de manière antiautoritaire et par la démocratie directe. Enfin, nous voulons l'égalité et la liberté, mais nous ne sous-estimons pas la menace violente et haineuse posée par les groupuscules de l'extrême droite. Nous préconisons à cet effet l'auto-défense populaire.

L'extrême droite, les femmes et les identités de genre trans et non binaires

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

Simone de Beauvoir

Le sexisme constitue l'un des traits fondamentaux de l'idéologie et du projet politique de l'extrême droite. En règle générale, son discours sur les femmes promeut la préservation des rôles de genre traditionnels, prétendument « naturels », dans lesquels les femmes s'occupent du foyer et des enfants pour le bien de la nation ou de la race. Elles ont ainsi pour fonction la reproduction et la transmission de l'identité nationale et sont placées dans une condition sociale inégalitaire par rapport aux hommes. Ce discours contribue également au ressac contre des avancées obtenues par les femmes, comme l'autonomie financière due au travail salarié, le droit à l'avortement, ainsi que le droit de fonder une famille pour les conjointes du même sexe. Les politiques de gouvernements populistes comme celui de Trump constituent des reculs dans tous ces aspects. Le corps des femmes est instrumentalisé par l'extrême droite avec leurs politiques natalistes, les interdits concernant la limitation des naissances et même leur effort de dédramatisation. En effet, sur le plan international, de nombreux partis populistes, dont le Front national en France, l'Union démocratique du centre en Suisse, le Parti populaire au Danemark et le Parti du progrès en Norvège, ont compté sur une femme comme dirigeante afin d'adoucir leur image et de se dédramatiser. Même si le courant confusionniste au sein de l'extrême droite présente actuellement une définition plus ouverte des droits des femmes, la vision des femmes dans des mouvances populistes comme La Meute, par exemple, demeure ancrée dans des rôles de genre rigides, la cellule familiale traditionnelle et une paradoxale catho-laïcité, tout cela à l'intérieur de structures où la domination masculine n'est pas discutée ou contestée. Il faut ajouter que les positions « formelles » de plusieurs de ces regroupements sont la façade publique pour la diffusion des opinions de membres portant des idées et des préjugés carrément extrêmes.

Dans sa propagande islamophobe contre le voile porté par des musulmanes, l'extrême droite fait croire qu'elle se soucie de la condition de ces femmes. Or, ces positions constituent non seulement une injonction de plus faite à ces femmes sur ce qu'elles peuvent porter ou non, mais contribuent également à leur stigmatisation et au racisme systémique. Ce prétendu souci se transforme même en insultes et en agression sur des femmes portant le voile. Par ailleurs, il faut noter que la vision nationaliste de la condition des femmes contribue à diviser les femmes en fonction de leur nationalité ou de leur couleur de peau et à accroître les écarts de pouvoir entre les femmes. Cette vision n'est pas compatible avec le féminisme. Comme le notait l'appel des « Féministes unies contre le FN » en mai 2017 :

Être féministe, c'est se battre pour toutes les femmes, peu important leur nationalité, leur religion, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur classe sociale. Être féministe, ce n'est pas

stigmatiser une catégorie de la population, la plus précaire, la plus vulnérable. Être féministe, ce n'est pas être raciste, xénophobe et antisémite¹¹.

Pour ce qui est des identités de genre trans et non binaire, l'extrême droite nie en bloc leur existence et les associe à une dérive idéologique du néolibéralisme ou un complot orchestré par la gauche, le « mondialisme » ou une autre force occulte imaginaire. Différentes mouvances néofascistes, dont la FQS au Québec, reprennent à leur compte le concept de « lobby gay » formulé dans la propagande homophobe il y a plusieurs décennies pour s'opposer aux droits des personnes LGBTQ+ sous le prétexte d'un complot contre l'ordre moral traditionnel. Objectivement, les identités de genre non binaires attaquent de front la répartition des rôles sexués. Elles représentent ainsi l'antithèse de l'idéal machiste, viril et cisgenre de l'extrême droite. En conséquence, la menace de l'extrême droite à l'encontre des personnes trans et non binaires est réelle. Elle représente un pic de violence dans le *continuum* d'oppression systémique vécu au quotidien.

De nouveaux discours confusionnistes de l'extrême droite considèrent que « l'islamisation » constitue la principale menace pour les personnes LGBTQ+ et prétendent défendre les droits de ces dernières avec leur agitation islamophobe et raciste. Ces prétentions sont fausses et ne s'accompagnent d'aucun engagement ou prise de conscience des rapports de domination au sein de la société québécoise. Pour preuve, l'attitude des membres du Clan 02 de La Meute lors de l'une de leurs distributions de tracts à Chicoutimi, qui ne se gênaient pas pour traiter le groupe des « Ami-es des béluigas » venu les affronter de « fifis », de « tapettes » et de « plottes ». En fait, au-delà de ses tentatives de dédramatisation, l'extrême droite s'inscrit plus généralement en réaction aux luttes menées par les communautés LGBTQ+, que l'on pense par exemple à l'opposition au « Mariage pour tous » en France ou aux toilettes *gender-neutral* aux États-Unis. Le Québec ne fait pas figure d'exception. Dans les contestations entourant l'instauration du cours d'Éthique et culture religieuse, la présentation dans les manuels scolaires d'autres formes de cellules familiales que la traditionnelle, ainsi que d'autres orientations sexuelles, a suscité des interventions de la part de groupes comme la Fédération des Québécois de souche. Pire encore, dans plusieurs pays, notamment en Europe de l'Est, les organisations d'extrême droite attaquent violemment les activités, bars et militant-es LGBTQ+.

Nos positions

Contre le racisme

Une fois pour toutes, nous posons ce principe : une société est raciste ou ne l'est pas. Tant qu'on n'aura pas saisi cette évidence, on laissera de côté un grand nombre de problèmes. Dire, par exemple, que le nord de la France est plus raciste que le sud, que le racisme est l'œuvre des subalternes, donc n'engage nullement l'élite, que la France est le pays le moins raciste du monde, est le fait d'hommes incapables de réfléchir correctement¹².

Le racisme est un système d'oppression et d'exploitation. Il recouvre diverses formes et s'exprime parfois de manière diffuse, mais fait toujours des ravages dans la vie des personnes qui en sont victimes. Les mécanismes de ce système visent à assigner une place sociale à un groupe sur la base de critères essentialistes, de sorte que se construisent des sous-groupes dans la population (des groupes de « race »), dans un rapport hiérarchique¹³. Cela permet aux groupes sociaux privilégiés d'utiliser leur « pouvoir » (rapport de domination) pour renforcer leur situation de domination et, conséquemment, la hiérarchie sociale/raciale. Le problème n'est pas la différence entre les gens, mais la hiérarchie des différences, qui permet l'existence de groupes sociaux privilégiés par leur identité. Enfin, il s'agit non pas d'une loi naturelle, mais d'une construction sociale. Les oppressions et les privilèges sont ancrés dans les normes, la culture, les lois et les institutions de notre société. Nous souhaitons l'abolition du racisme sous toutes ses formes.

11. Collectif, « Droits des femmes contre les extrêmes droites », *Libération.fr*, 3 mai 2017, <droitsfemmescontreextremesdroites.org/sipip.php?article54>.

12. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952, p. 69.

13. Christine Delphy, *Classer, dominer qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2008, p. 197.

La suprématie blanche

Bien qu'il soit souvent associé à des groupes extrémistes, qui font la promotion de la haine raciale comme le Ku Klux Klan, « suprématie blanche » est le terme adéquat pour décrire les sociétés coloniales comme le Canada et les États-Unis. On parle de sociétés où les conditions de vie des Blanc·ches sont largement supérieures à celles des autres groupes, où ces gens bénéficient de salaires plus élevés, avec un taux d'incarcération beaucoup moins élevé et des droits mieux respectés, où la blancheur est normalisée dans les représentations sociales, etc. Les camarades de la Black Rose Anarchist Federation, aux États-Unis, conceptualisent la « Blancheur » comme le produit d'un système complexe de rapports de domination raciale établie pratiqués par l'ensemble des institutions qui préservent le privilège blanc.

La Blancheur s'est, elle, développée à travers une longue histoire d'oppression en tant qu'outil de légitimation du vol à grande échelle des terres et des ressources, de l'hyper exploitation déshumanisante du travail et de la destruction des sociétés. [...] Les idéologies et politiques racistes se développent continuellement non pour régler les injustices et les horreurs qui sont perpétrées, mais pour miner le potentiel de solidarité interracial dans les classes populaires contre la domination et l'exploitation commune auxquelles elles font face. Cette alliance interclassiste, construite socialement et dans l'histoire, des classes travailleuses blanches et des élites blanches est le facteur clé dans le maintien de la suprématie blanche et pour empêcher que la classe ouvrière s'organise collectivement de manière massive pour défendre ses intérêts et ceux de l'humanité¹⁴.

L'histoire canadienne et québécoise s'est construite sur la domination des Blanc·hes. La colonisation a imposé aux Premières Nations un régime de soumission et de tutelle, avec le but affirmé de les assimiler et de mettre un terme à leur culture. La Nouvelle-France et les colonies britanniques ont participé à la traite des Noir·es, ce réseau d'échange de plusieurs millions d'Africain·es pour l'esclavage. On permettait que des personnes soient vendues comme on vendait un meuble, simplement parce qu'elles n'étaient pas blanches. Même s'il cherche à afficher un visage multiculturel, le Canada s'est construit sur des politiques d'immigration privilégiant certaines « races » et en excluant d'autres. La vision romancée des relations canadiennes entre les pays colonisateurs et colonisés est aujourd'hui maintenue grâce au néocolonialisme (par exemple, avec Haïti) et l'exploitation minière dans les pays du tiers-monde.

Le Canada participe au partage impérialiste du monde et à la préservation d'un ordre inégalitaire entre les pays. Les grandes entreprises canadiennes sont présentes sur plusieurs continents et rivalisent en exploitation avec la plupart des autres multinationales. Malgré sa réputation, l'action du gouvernement canadien contre les exactions commises par de grandes entreprises demeure pratiquement nulle. Comme le politologue Aziz Fall l'affirmait : « L'ordre capitaliste répugne à se doter de mécanismes contraignants contre les exactions des multinationales, et donc le Canada assure plutôt un travail symbolique en la matière¹⁵. » Les minières canadiennes sont régulièrement pointées du doigt, mais elles continuent impunément d'exercer leur règne de terreur sur de nombreuses communautés locales, de saccager l'environnement et d'imposer des conditions de travail inhumaines à leurs employé·es. Par ailleurs, la mainmise qu'elles exercent sur des secteurs économiques d'autres pays accroît également la dépendance desdits pays à l'endroit des grandes puissances. C'est typiquement le développement du sous-développement.

Le racisme banalisé

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est souvent présenté comme une région accueillante. Pourtant, le régionalisme et le nationalisme ethnique y sont très présents. La nostalgie d'un ordre culturel disparu et l'échec des projets référendaires souverainistes ont suscité une importante ethnicisation des discours nationalistes, amenant un rejet plus ou moins explicite du multiculturalisme et une survalorisation d'une prétendue culture de souche du

14. « White supremacy & anti-racism », *Black Rose Anarchist Federation*, <blackrosefed.org/points-of-unity/white-supremacy-anti-racism/>.

15. « L'expansion canadienne en Afrique. Une entrevue avec Aziz Fall », *A bâbord!*, n°16, octobre/novembre 2006.

Québec. Le racisme s'y fonde principalement sur la majorité blanche et francophone « dominante » par rapport aux « minorités » ethnoculturelles (spécialement celles associées aux pays du tiers-monde) et aux communautés autochtones dominées.

Parallèlement, les préjugés envers les Premières Nations restent bien ancrés dans la population et continuent d'être véhiculés par certains médias, en particulier les radio-poubelles. Ces préjugés cultivent les sentiments de différence, de méfiance et banalisent le racisme au quotidien. Ils alimentent également de mauvaises images des autres, comme celles, par exemple, prétendant que les Arabes sont violents, que les Autochtones sont fainéant-es et que les personnes ayant d'autres appartenances ethnoculturelles ne sont pas dignes de confiance. Les débats récurrents dans l'actualité sont représentatifs de la résistance à opérer des transformations dans nos pratiques d'inclusion. Nous n'avons qu'à nous rappeler à quel point la fameuse crise des accommodements raisonnables, qui a débouché sur la Commission Bouchard-Taylor en 2007, était devenue un sujet brûlant soulevant de nombreuses inquiétudes quant à la survie de l'identité québécoise.

La discrimination fondée sur des préjugés et stéréotypes racistes est fréquente au Saguenay-Lac-Saint-Jean. À titre d'exemple, dans un sondage effectué à l'été 2010 pour la Ligue des droits et libertés du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 92% des 350 répondant-es ont affirmé qu'il y avait une discrimination à l'encontre des minorités visibles dans les milieux de travail de la région. La discrimination existe également dans le logement. Plusieurs propriétaires ont à cet effet été condamné-es pour avoir refusé de louer un logement à des locataires sur la base de leur origine ou de la couleur de leur peau.

Présent dans toute la société, le racisme revêt de multiples formes (violence verbale, psychologique, physique, économique, etc.). À l'automne 2010, un couple âgé de près de 50 ans a tiré avec une arme de chasse sur deux femmes à la sortie du bar L'NRJ, à Chicoutimi. Le 25 septembre, le couple s'était rendu dans une soirée africaine à laquelle il n'était pas invité et avait lancé des insultes racistes aux personnes présentes et fait du grabuge dans le bar. Le couple avait ensuite été expulsé et le mari avait promis de se venger.

La pratique du profilage racial de la part des forces de l'ordre est une autre facette du problème. De contrôles d'identité aléatoires et du zèle intimidant de policier-ères, le profilage racial porte jusqu'au meurtre de personnes innocentes, jugées suspectes par leur apparence. En plus de l'inaccessibilité des recours juridiques contre la police, les sanctions attribuées à l'interne aux policier-ères qui abusent (déontologie) sont généralement si minimales (et même nulles) qu'elles ne dissuadent en rien les abus.

En conclusion, s'engager dans la lutte contre le racisme, c'est d'abord reconnaître son existence et poser des actions concrètes pour dénoncer au quotidien les comportements et paroles racistes dont nous sommes témoins. Bien que l'éducation et les activités de sensibilisation et de prévention soient des éléments essentiels pour lutter contre les discriminations raciales, un changement social révolutionnaire est également nécessaire. En effet, il faut renverser l'ensemble des systèmes d'oppression (racisme, patriarcat, hétérosexisme, capitalisme, etc.) qui se reproduisent, se recouvrent et interagissent dans un même espace social et dans un même espace-temps. Quoi qu'il en soit, il est clair que nous ne pourrions organiser la lutte contre le racisme à la place des Autochtones et des groupes racisés. Nous devons être solidaires des actions et des luttes mises en oeuvre par les membres des groupes ethnoculturels minoritaires ou par les communautés autochtones, tout en faisant attention à leur laisser le « devant de la scène » et les tâches de représentation.

Pour reprendre les mots d'Alain Deneault, l'oppression des autres est une option que l'on a ou que l'on n'a pas, cela dépend de notre situation de privilège ou non. C'est dire que nous devons prendre conscience du sac à dos d'oppression et de privilège que nous portons dans la société. Nous pouvons transformer nos rapports avec les autres et affronter les rapports inégalitaires pour briser les processus qui maintiennent la distribution inégale des privilèges. Il est nécessaire de créer des occasions permettant d'ouvrir des dialogues avec les personnes des différents groupes ethnoculturels afin de se comprendre et de laisser tomber les préjugés. Enfin, comme anarchistes, nous devons nous assurer que notre mouvement est inclusif, c'est-à-dire ouvert et égalitaire. À ce propos, Michel Bakounine disait : « La liberté des autres étend la mienne à l'infini. »

Contre le colonialisme

Pour la décolonisation du Nitassinan et l'abolition du colonialisme !

Dès que les Innu-es, les Attikamek-es ou d'autres Premières Nations se mobilisent pour défendre leurs droits, les vieux réflexes colonialistes resurgissent. Nier, taire, attiser les préjugés et réprimer ; le colonialisme n'est pas disparu et il demeure tout aussi violent. Derrière l'attitude de l'État, des chambres de commerce et des entreprises par rapport aux revendications autochtones dans le cadre du Plan Nord se cache tout un système d'oppression qu'ils cherchent à perpétuer. Nous, du Collectif anarchiste Emma Goldman, promouvons l'émancipation et le droit à l'autodétermination des peuples autochtones ainsi que leur autonomie complète : l'ensemble des communautés peut reprendre collectivement et individuellement un pouvoir (sans dirigeant-e corrompu-e et non représentatif-ve, sans politicien-ne) et que l'on honore et respecte leur parole et leur position sur l'eau, la terre et les composantes de leur milieu de vie et de leurs territoires ancestraux. Nous militons pour un monde égalitaire et sans frontières, dont les fondations s'érigent à travers la lutte des opprimé-es et des exploité-es contre les systèmes de domination en place internationalement. Nous militons, en d'autres mots, pour une révolution sociale. De même, nous affirmons notre solidarité et notre soutien aux luttes et à l'organisation des peuples autochtones avec leur lutte pour la décolonisation.

Une oppression spécifique

N'en déplaise aux chambres de commerce locales, à la petite élite intellectuelle régionaliste et technocratique, aux gouvernant-es et aux « saints » de la hiérarchie catholique, les titres de propriété sur le territoire ancestral des Innu-es (le Nitassinan) n'ont pas été obtenus légalement. Les droits de propriété ont d'ailleurs de tout temps été issus de processus d'expropriation. Au Nitassinan, cette expropriation est directement liée au colonialisme. La vie dans de minuscules réserves, qui ont beaucoup en commun avec les régimes d'apartheid ailleurs dans le monde, n'a jamais été un choix pour les Innu-es. Ce n'est pas non plus un acte de charité des États canadien et québécois ! C'est au contraire quelque chose d'imposé au moyen de diverses contraintes, dont la loi et la coercition de l'État. Sur la « Côte-Nord » comme au « Saguenay-Lac-Saint-Jean », nous vivons ainsi sur des terres volées. L'ouverture des villes et des villages demeure un fait très récent. Comme oppression spécifique, le colonialisme s'articule et se combine avec les autres systèmes de domination (racisme, patriarcat, hétéronormativité, capacitisme, etc.) dans la définition de la condition sociale et matérielle de chaque individu. Dans la complexité de ces imbrications, il n'y a pas d'oppression ou de lutte prioritaire. L'abolition officielle de l'apartheid et la venue au pouvoir du Congrès national africain en Afrique du Sud n'ont pas permis de détruire les disparités de tout ordre qui divisent encore la société. Le massacre de Marikana en 2012¹⁶ et l'éviction des bidonvilles en sont des exemples particulièrement criants. C'est à tous les rapports de domination qu'il faut s'attaquer en construisant l'autonomie et le pouvoir populaire. Comme non-Autochtones de la majorité blanche dominante, un premier pas serait de reconnaître l'existence de ce système et les privilèges qui nous sont attribués en tant que groupe, de passer de la pensée aux actes en confrontant les comportements et paroles racistes au quotidien et de questionner nos privilèges, et ce, même au sein des luttes. Les prétentions d'un groupe social privilégié ne valent pas davantage que les belles paroles d'un-e politicien-ne ou d'un-e dirigeant-e syndical-e ; les siècles de domination ne s'effacent pas en se donnant bonne conscience ou en adoptant une ligne politique juste.

Non seulement il y a persistance des vieilles réactions colonialistes dans la population, mais très peu d'efforts sont faits pour abolir les préjugés à l'encontre des Autochtones. La peur de l'Autre croît dans le terreau de l'ignorance et, sur la base de critères essentialistes, les Autochtones subissent collectivement de nombreuses formes de discrimination (au travail, dans la recherche de logement, dans les médias, etc.). Ces préjugés nourrissent les sentiments de différence et de méfiance, en plus de banaliser le racisme au quotidien. Mais cela ne se résume pas qu'à des préjugés...

Par sa nature systémique, le colonialisme, tout comme le racisme, s'est incrusté dans le fondement même des institutions canadiennes et québécoises. Les injustices s'exercent quotidiennement au sein de la police,

16. Le 16 août 2012, 34 ouvriers sont tués par la police pendant la grève des mineurs à Marikana, en Afrique du Sud.

au gouvernement, dans les entreprises privées, à l'Église et dans les cours de justice. Ces institutions ont historiquement joué un rôle dans la reproduction du racisme en favorisant structurellement la majorité blanche. Elles sont aussi le fruit d'une gestion des populations non blanches qui a pour fonction d'assurer l'accaparement des terres et des ressources. Les supposés « bénéfiques » (aux yeux des Blancs) conférés par les fameuses « cartes d'Indien » ne sont en fait que le symbole d'une longue histoire d'extermination et d'assimilation des populations autochtones, couplées au vol et à la destruction de leur territoire ancestral. La Loi fédérale sur les Indiens a juridiquement établi l'inégalité en leur accordant un statut inférieur.

Les corps de police représentent un point culminant du racisme : de leur passif historique aux discriminations quotidiennes. L'histoire de la Gendarmerie royale du Canada remonte précisément à la création de la Police montée du Nord-Ouest, une force paramilitaire colonialiste qui était chargée de réprimer les rébellions des Autochtones et des Métis-ses. Dans les dernières décennies, environ 3000 femmes autochtones sont disparues ou ont été assassinées un peu partout au pays¹⁷ ; une violence qui a été facilitée par le laisser-faire de la police et des diverses institutions sur ces crimes. Les biais raciste et colonialiste se répercutent également dans le travail des policières avec le profilage racial. Contrôles d'identité aléatoire, zèle intimidant et harcèlement, criminalisation... les abus vont jusqu'au meurtre de personnes innocentes, jugées suspectes à l'aune de leur apparence. Deux exemples près de chez nous : l'assassinat de Terry Lalo à Sept-Îles en 2002 et l'agression brutale d'un jeune père de famille à La Romaine en 2013. L'État préférerait sans doute parler de « bavures policières », mais ces incidents se rapportent bel et bien à la motivation de l'État : défendre l'ordre établi. Il n'y a rien dans ce système pour dissuader les abus de la police. La déontologie policière et les mesures disciplinaires sont inefficaces, sinon risibles.

Les mesures d'assimilation ont eu et ont toujours de sévères répercussions sur la condition socioéconomique des Autochtones. Selon les données du gouvernement, le taux de suicide chez les jeunes serait de cinq à huit fois supérieur à la moyenne nationale ; la majorité atteint de justesse le seuil de la pauvreté ou cumule des revenus inférieurs à ce dernier. Leur taux d'incarcération est de cinq à six fois supérieur à la moyenne nationale. En plus d'avoir historiquement été traitées comme inférieures aux hommes par les lois de ce pays, les femmes autochtones sont celles qui ont le plus souffert de violence et de misère dans ce contexte de dépossession.

L'expansion de l'activité capitaliste annoncée dans le Nord, largement subventionnée par l'État, se fait au prix de la destruction de milieux naturels, sans égard aux lieux réputés comme sacrés pour les Autochtones. Tant que continuera la destruction de montagnes, les coupes à blanc et le harnachement des grandes rivières, aucun accord de compensation monétaire ne pourra redonner l'autonomie nécessaire pour que les peuples autochtones puissent vivre dans la dignité, de la façon qu'ils le choisiront.

Plus de 400 ans de résistance... et ce n'est pas fini !

Les Premières Nations ne sont pas restées les bras croisés contre le colonialisme. La résistance autochtone contre ce système poursuit. Les braises des barricades d'Oka/Kanesatake restent ardentes. Le gouvernement canadien craint un soulèvement. Les droits ancestraux et territoriaux sont la plupart du temps bafoués par les entreprises privées, avec l'étroite complicité de l'État et ses appareils de répression. Les barricades qui s'érigent sont autant de réponses pour exiger l'écoute, le respect et la dignité, qui leur sont depuis toujours refusés. Plus près d'ici, plusieurs blocus ont été organisés sur la route 138, notamment par des membres des communautés innues de Uashat, de Mani-Utenam, de Mashteuiatsh et de Pessamit. Des voix s'élèvent contre le traité Petapan conclu par les conseils de bande d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutashkuan avec le gouvernement.

Avec le projet du Plan Nord, le gouvernement tente d'attirer les grandes multinationales en leur vendant le territoire comme si c'était un nouveau Klondike. Ignorées dans ces démarches, les communautés autochtones unissent leur voix et s'élèvent contre différents projets. En plus d'appels au boycottage des élections, les Innu-es ont, par exemple, pris part à la lutte contre le projet de minicentrale à Val-Jalbert, au Lac-Saint-Jean. Plusieurs vigiles et manifestations ont été organisées et une barricade a été dressée en février 2013 sur les rails à l'entrée

17. Il n'existe pas de statistiques exactes. Le nombre de 3000 femmes autochtones disparues et tuées est celui avancé par les militant-es autochtones en réponse au nombre de 1200 de la GRC, qui soit dit en passant n'aurait pas fait un rapport sur plus de la moitié des cas de disparition dont elle a été informée...

de Mashteuiatsh. À l'appel des Innu-es, deux manifestations du mouvement Idle No More ont été tenues (Mashteuiatsh et Chicoutimi), réunissant plusieurs centaines de personnes et perturbant ainsi le « cours normal » de l'économie. En 2014, une multitude de vigiles ont été organisées dans plusieurs villes, villages et communautés un peu partout au Canada afin d'honorer la mémoire des femmes autochtones disparues et d'exiger qu'une enquête publique soit réalisée sur la violence systémique que subissent les femmes autochtones. Encore une fois, des événements ont eu lieu dans de multiples localités sur le territoire du Nitassinan. Enfin, il faut aussi saluer l'effervescence d'un courant de réappropriation culturelle au sein des communautés. De nombreuses initiatives apparaissent pour revaloriser les savoirs traditionnels, les langues et la culture des Innu-es. Le colonialisme a historiquement attaqué de front la préservation de la culture des Premières Nations : encore une fois, nier, taire, humilier et réprimer. Il y a une multiplication des rencontres entre les différentes nations autochtones d'un peu partout en Amérique du Nord. Pas à pas, la lutte continue contre l'hégémonie colonialiste.

Nous appuyons les luttes des Autochtones. Dans cette optique, nous devons d'abord reconnaître les privilèges blancs et leurs répercussions matérielles. Il est primordial de respecter le principe que les luttes des Autochtones doivent demeurer les leurs. Si notre soutien est sollicité, nous devons être vigilantes et laisser le « devant de la scène » aux Innu-es dans leurs luttes. Il nous faut répandre davantage la conscience du sac à dos d'oppression et de privilèges que porte la majorité blanche francophone dans la société et briser les processus qui maintiennent la distribution des privilèges. Reconnaissons que nous connaissons très peu les communautés autochtones près de nous. Il faut créer des occasions permettant d'ouvrir des dialogues afin de s'écouter et de faire tomber les préjugés. Comme anarchistes, nous devons également lutter pour des groupes et mouvements sociaux plus inclusifs, c'est-à-dire ouverts et égalitaires par rapport à la diversité. Notre collectif est ouvert et tend une main à la participation de toutes les personnes qui partagent notre engagement militant et nos idées. Nous prônons la coexistence harmonieuse et antiautoritaire des peuples. Un premier pas vers la décolonisation serait de reconnaître l'injustice et d'élaborer ensemble des pistes menant à la réparation. L'expérience de décolonisation des régions autonomes zapatistes des Autochtones du Chiapas, au sud du Mexique, en est une qui nous enthousiasme beaucoup. Sans État et sans argent, ces communautés ont pris le chemin de la réappropriation du pouvoir, des savoirs et des cultures d'autonomie que la colonisation a toujours cherché à occulter et réprimer afin de les maintenir dans la dépendance et l'esclavage.

Contre le nationalisme

Nous ne devons pas oublier que nous avons toujours affaire avec l'égoïsme organisé des minorités privilégiées qui se cachent derrière les jupes de la nation, se cachent derrière la crédulité des masses. Nous parlons des intérêts nationaux, du capital national, des domaines d'intérêts nationaux, d'honneur national et d'esprit national, mais nous oublions que derrière tout cela il y a simplement caché les intérêts égoïstes du pouvoir épris de politiciens et d'argent épris des hommes d'affaires pour qui la nation est une couverture pour masquer leur cupidité et leurs schémas pour le pouvoir politique, aux yeux du monde¹⁸.

Le nationalisme consiste en un système de pensée basé sur la croyance que les habitant-es originaires d'un même espace souverain, délimité par des frontières, partagent un même intérêt. Les États ont produit les nationalismes et non l'inverse et puis les nationalismes ne correspondent pas à un phénomène naturel, mais plutôt à une construction sociale. Pour l'anarchiste Rudolf Rocker, il s'agit de la « religion politique de l'État moderne », c'est-à-dire d'un outil que la classe dominante a créé à une certaine époque pour que les masses exploitées s'identifient à son projet et le servent. Nous pouvons situer le développement de ce système de pensée de l'époque de l'expansion des empires coloniaux, vers le 16^e siècle, jusqu'à l'avènement du capitalisme industriel avec la création des États modernes. Il s'est ainsi développé à travers les conquêtes coloniales, les interventions militaires, les rapports sociaux du mode de production capitaliste et la destruction de langues et cultures régionales et autochtones.

18. Rudolf Rocker, *Nationalisme et culture*, St-Georges-D'Oleron, Éditions Libertaires, 2008 [1949].

Objectivement, le nationalisme a, dans l'histoire, répondu aux intérêts des classes dominantes ; les « intérêts de la nation » sont les siens. En valorisant l'unité et l'interdépendance entre les classes sociales, il participe au consentement et à la soumission des exploités et des opprimés à leur condition sociale et aux inégalités systémiques. Pour éviter le développement chez les dominés d'une conscience de classe, la vision idéalisée du fonctionnement organique de la nation requiert un jeu d'interdépendance entre les individus. C'est le discours résigné couramment entendu du genre « ça en prend qui sont riches, ça en prend qui font l'ouvrage pour eux, moi je suis né-e pour un p'tit pain ». Gérard et Floréal, deux militants anarchistes français, précisaient à ce propos :

L'utilité du mythe national comme matériau contribuant efficacement à rendre les prolétaires solidaires des intérêts de la bourgeoisie n'est plus à démontrer. Proudhon l'affirmait déjà, qui soulignait l'impotence, plus que confirmée depuis, du rétablissement de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie et de l'Irlande, et qui se demandait avec pertinence pour quelles raisons les États-nations constitués sur le modèle de ceux qu'ils remplacent s'empresseraient d'entreprendre l'immense réforme sociale et la révolution économique si nécessaire, quand le but affiché n'est précisément pas la révolution sociale, mais l'établissement d'une nouvelle autorité, prétendument légitime parce que nationale, en fait aussi exécrationnelle que la précédente. Aucun exemple n'est venu démentir le sage Proudhon, et l'Histoire a abondamment montré que la supercherie nationalitaire a, partout où la lutte de libération a sévi, et souvent sans même attendre de triompher, combattu les libertés individuelles et reconduit, inmanquablement, tous les outils, tous les instruments de domination et de gouvernement de l'homme sur l'homme¹⁹.

Le nationalisme idéalise l'unité de la nation comme une même famille, dont le père représente la figure de l'ordre et de l'autorité — le chef de la nation. Comme Benedict Anderson le notait, il s'agit bien de « communautés politiques imaginaires²⁰ » puisque le nationalisme prétend préserver une culture et un mode de vie communs entre des personnes qui ne se connaissent pas et qui conservent entre elles un grand nombre de différences. Pour donner un exemple, il y aurait une culture commune, « québécoise », de Gatineau à Blanc-Sablon et jusqu'à Salluit. Les promoteurs de la culture nationale souhaitent préserver des traits dits distincts de cet ensemble géographique. Ils grognent ainsi que leur voisin s'abonne à la chaîne Al-Jazeera, que deux Brésiliens parlent le portugais entre eux au centre-ville ou que des poteaux « stop » en langue innu-aimun soient installés dans une communauté autochtone. Le flou épais recouvrant la notion des « traits distincts » défendus par les nationalistes ouvre toute grande la porte aux sentiments ethnocentriques et à l'exclusion des groupes différents.

Au Québec, le nationalisme ethnique est un courant très répandu. Largement alimenté par l'ignorance, la peur, le repli sur soi et le déclassement social lié à la perte d'emplois bien rémunérés dans les grandes industries, il gagne du terrain. Ce nationalisme est fondé sur l'adhésion à un seul grand récit historique, la « culture québécoise », qui forge l'appartenance identitaire (le « Nous »). Il s'agit d'un courant de pensée qui prône la reconnaissance d'un héritage ethniquement séparé (« québécois » ou « canadien-français »), devant être reconnu et préservé par le pouvoir, et qui, avec ou sans hiérarchie entre les cultures, refuse tout mélange ou hybridation culturels ; les cultures devant selon lui rester séparées. Le peuple tant fantasmé nie ses fondements et son héritage colonialistes. Les oppressions dont sont victimes les véritables minorités au Québec sont, dans cet imaginaire, complètement évacuées et invisibilisées, à titre d'éléments étrangers à la nation.

Au Québec, les grands récits identitaires demeurent ancrés dans des représentations où ni la race ni le racisme ne semblent exister [...] [un] métarécit d'une société blanche, homogène, de métissage récent, où la présence d'autres groupes culturels est un phénomène récent, alors que la dimension autochtone est abordée comme un élément marginal de l'histoire²¹.

L'impact de ce nationalisme, qui revient en force avec les mouvances de la droite populiste, est bien concret. Il alimente, entre autres, les discours de haine et d'exclusion de la vie publique et des droits civils des personnes

19. Gérard et Floréal, *op. cit.*

20. Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

21. Chantal Maillé, *Cherchez la femme. Trente ans de débats constitutionnels au Québec*, Montréal, Remue-Ménage, 2002.

jugées non québécoises — et parfois même, il réclame leur expulsion du territoire national. Qui n’a pas entendu les discours racistes insinuant que les membres des minorités visibles qui ne « s’intègrent » pas n’auraient guère leur place au Québec ? « L’intégration » consiste en une liste d’épicerie infinie dont dépendrait la réussite d’une personne dans son milieu d’accueil. C’est dire qu’une personne doit laisser tomber toute sa culture, ses goûts, ses valeurs, sa langue maternelle, etc., puis tolérer les inégalités et le mépris, sous peine de se faire étiqueter comme un individu qui refuse l’intégration. Même avec la plus grande volonté d’effacement d’une partie de soi, il faut voir que les conditions dans lesquelles sont les personnes qui doivent migrer pour une raison ou une autre rendent généralement la tâche impossible. Demander aux migrant·es de « s’intégrer », c’est les placer dans une position qui les relègue à une position marginale certaine dans leur société d’accueil ; une forme d’exclusion subtile sous le prétexte « vertueux » de sauvegarder la culture nationale.

Nous sommes internationalistes. Nous défendons l’union sur une base égalitaire de l’espèce humaine, libérée des frontières et des divisions consolidées par les maîtres et les exploiters. Dans ces conditions de liberté, l’humanité pourra développer son plein potentiel dans une coexistence harmonieuse entre les peuples. Nos idées et notre solidarité reconnaissent pas les frontières. Chaque peuple et chaque groupe ont le droit à la dignité. Au lieu de combattre dans les guerres de leur « patrie », les opprimé·es doivent s’unir pour faire la guerre à ceux qui les dominent. La révolution sociale que nous désirons est globale.

Contre la LGBTQphobie

Chaque crise économique s’accompagne de ressacs au profit de l’ordre moral à l’encontre les groupes subissant des oppressions. Les personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gais, bis, trans et queers) subissent actuellement de ces contre-coups avec la montée de discours rétrogrades, dénigrants et stéréotypés à leur endroit. Même si la reconnaissance de ces formes d’oppression a connu un certain progrès, elles demeurent aussi violentes et détruisent un grand nombre de vies. Au cours des dix dernières années, plusieurs actes LGBTQphobes ont retenu l’attention au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Au début de la crise, en 2007, un animateur de radio-poubelle de la région, Louis Champagne, a soulevé l’indignation dans la province avec ses propos durant une entrevue avec le candidat péquiste local, Sylvain Gaudreault. Il lui a dit qu’il n’avait aucune chance de s’attirer le vote des travailleur·euses parce qu’il était homosexuel, tout comme le chef de son parti, André Boisclair. « À Jonquière, pensez-vous que quand vous arrivez avec un autre homosexuel, vous n’allez pas vous faire poser vraiment la question : coudonc, le Parti québécois, c’est tu un club de tapettes²² ? » En juillet 2009, la publication d’un article dans *Le Progrès-Dimanche* avait suscité une multiplication des agressions, de l’intimidation et des menaces à caractère homophobe dans le secteur du chemin Wilson, à Shipshaw. Des bandes d’homophobes, parfois armées, s’en prenaient aux hommes qui fréquentaient les lieux. Plus récemment, en janvier 2017, à Chicoutimi, Stéphane Bolduc a été brutalement attaqué par son voisin pour des raisons haineuses liées à son homosexualité. Selon l’individu agressé, son assaillant le harcelait régulièrement en raison de son orientation sexuelle. En rentrant dans son logement, il a été frappé au visage à coup de pied. Il a perdu connaissance. Les actes haineux, la discrimination, le jugement des pairs, la répression et les discours dénigrants demeurent monnaie courante et d’actualité dans l’espace public pour les personnes LGBTQ+ (notamment dans les radios-poubelles, dans la rue et dans les cours d’école).

La LGBTQphobie ne se résume pas à des préjugés ou à quelques incidents que les élites et les médias cherchent si souvent à isoler ; elle désigne une oppression systémique. C’est un ensemble de rapports sociaux de domination basés sur le genre et les orientations sexuelles. Nous considérons qu’il ne s’agit pas d’attributs biologiques binaires et définitifs, mais plutôt de constructions sociales normalisées. Aux binarités homme/femme et hétéro/homo, nous préférons une compréhension des sexualités comme un large spectre, composé d’une variété d’orientations sexuelles et d’identités de genre. La division de la société en groupes ou classes par les rapports de domination entraîne un positionnement hiérarchique et dote de privilèges les groupes appartenant à la norme dominante. Cela est une source d’inégalité d’ordre systémique entre les personnes, sur la base de critères essentialistes d’orientation et d’identité sexuelle. Ces rapports reposent sur les bases matérielles

22. Paul Cauchon, « Corus retire des ondes son animateur Louis Champagne », *Le Devoir*, 7 mars 2007.

institutionnalisées de l'hétéronormativité et de la cisnormativité. Ces deux mots désignent des systèmes de domination. Ils fixent des normes dans la société : seulement l'hétérosexualité et le cisgenre (sexe désigné à la naissance) sont définis comme « normaux ». Les transidentités, les transgenres et tout le spectre des orientations sexuelles sont occultés. Cela a pour effet de créer des minorités sexuelles et des privilèges pour les catégories dominantes. Pour en finir avec la distribution inégale du pouvoir dans cette société, c'est tout un système et ses mécanismes de reproduction qu'il faut révolutionner.

Chez les Autochtones, la LGBTQphobie frappe souvent encore plus durement (avec les violences et les discriminations sexuelles et de genre) en se combinant à d'autres facteurs comme le colonialisme. Pour dénoncer cette situation bien spécifique, le terme bispiritualité a été forgé en 1990 et s'inscrit comme une résurgence décoloniale de concepts précoloniaux qui existaient dans diverses nations pour décrire une tradition de reconnaissance de la diversité dans les identités de genre ou les orientations sexuelles. Lors de la colonisation, les personnes bispirituelles ont choqué l'Église et l'État qui ont tenté de faire taire leurs traditions.

La peur d'une planète gaie

Certain-es craignent que les personnes LGBTQ+ traitent les hétéros de la même façon dont elles ont été traitées. Ce sentiment irrationnel chez les « *straights* » peut expliquer symboliquement l'homophobie, mais cela exprime plus concrètement la nécessité pour la catégorie sociale dominante « *straight* » et cis de maintenir les bases matérielles de son pouvoir. Dans la société, l'homophobie a une fonction de hiérarchisation ; elle maintient un système de privilèges favorisant ce qui est associé à l'hétérosexualité et à l'identité cisgenre. Un grand poids social pèse encore sur les gens qui doivent « sortir du placard » pour affirmer une orientation ou une identité sexuelle qui diverge de la prétendue normalité. Selon plusieurs études, les adolescent-es homosexuel·les ont 6 à 14 fois plus de risques de se suicider que les hétéros de la même catégorie d'âge. Sous la pression sociale, encore trop de personnes sentent que leur intégration sociale dépend de leur silence sur leur orientation. Encore trop craignent de se faire agresser en s'embrassant ou en tenant la main d'une personne du même sexe dans la rue. Les personnes LGBTQ+ ont encore à mener des luttes pour l'obtention des mêmes droits que les *straights* (notamment l'adoption d'enfants, le mariage... et, dans plusieurs pays, leur existence même). Pour les personnes transsexuelles, transgenres et intersexes, il est encore très difficile de faire reconnaître leur identité de genre.

La répression est systémique à l'encontre des personnes LGBTQ+ ; elles sont l'objet de tout un historique de contrôle social et d'interdits. De législations criminalisant (parfois même jusqu'à la peine de mort) aux discriminations, en passant par les agressions, cette répression exerce une coercition imposant des rapports de genre et une morale sexuelle rigide. Il s'agit d'un poids social qu'il faut combattre. Contre la répression, les communautés LGBTQ+ ont une riche histoire de révolte et de résistance. Le 28 juin 1969, une descente de police dans le bar Stone Wall, à New York, a soulevé la révolte des milieux gais de la ville en une émeute massive et cinq jours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Ces émeutes ont acquis une puissante valeur symbolique dans la lutte et ont inspiré des mouvements de révolte similaires dans de nombreuses villes à travers le monde, notamment à Montréal et à Toronto.

Le mouvement anarchiste doit participer à désinvisibiliser et à combattre la LGBTQphobie. De nombreuses batailles sont nécessaires pour l'égalité des droits. Il faut en parallèle contrer le conservatisme et la montée des extrêmes droites. En plus d'appuyer les luttes menées par les personnes LGBTQ+, nous devons chercher à transformer les espaces militants et nos rapports interpersonnels afin de les rendre plus inclusifs et égalitaires. Nous devons opposer une résistance aux jugements normatifs et confronter les comportements oppressants. Nous défendons l'autonomie politique des personnes LGBTQ+ et cela ne nous apparaît pas contradictoire avec la convergence des luttes contre l'exploitation et l'oppression. Cela veut dire que nous reconnaissons, d'une part, la spécificité des formes d'oppression et la nécessité de processus d'organisation collective pour et par les groupes touchés. D'autre part, nous considérons que nous ne pouvons faire abstraction de l'imbrication des différents rapports sociaux d'oppression et d'exploitation dans le système social capitaliste. L'éducation populaire et l'autoformation des militant·es sont importantes pour les luttes à venir, mais une transformation radicale de la société est nécessaire pour abattre les structures qui perpétuent les inégalités sociales.

Célébrer nos victoires, continuer la lutte

« Ils se peignent toutes une tache dans le front... mauve, en hommage à Gorbatchev. »

Carl Monette, animateur de KYK Radio X Saguenay, 2011

« Vous ne devriez pas vous tenir avec ces gens-là. »

Un policier de Saguenay, sur le Collectif anarchiste Emma Goldman, été 2013

« Le groupe anarchiste Emma Goldman est comme une princesse qui rote et qui pète devant ses sujets, ils n'ont aucune classe et ils ne savent pas de quoi ils parlent. »

Sylvain Brouillette, chef de La Meute, mai 2018

- Au mois d'avril 2010, des membres du Collectif Emma Goldman ont assisté à une conférence de Patrick Bourgeois, le chef du Réseau de résistance du Québécois (RRQ), afin de remettre en question ses positions nationalistes. Celui-ci venait former une « cellule » du Réseau de résistance du Québécois (RRQ) au Saguenay. Certain-es des partisan-es du RRQ présent-es défendaient des idées clairement racistes. À la suite de la soirée, des textes ont été produits pour dénoncer le nationalisme primaire du dirigeant du RRQ, ce à quoi Bourgeois a répondu par une mise en demeure et un torrent d'insultes. La cellule locale du RRQ a très rapidement périclité et certain-es de ses membres d'avant-plan sont aujourd'hui des militant-es anarchistes.
- En janvier 2011, des militant-es ont fait paraître un communiqué sous le nom de « Service de nettoyage Antifa Saguenay » qui annonçait la réalisation d'« une activité de rayage de symboles nazis, à savoir des croix gammées à Chicoutimi [...] de façon autonome [en raison de] l'inaction de la mairie face à la prolifération de symboles haineux sur les murs de la ville ». Le communiqué notait :
Nous sommes très préoccupé-es par l'apparition régulière de nouveaux symboles racistes (des croix gammées, des signes 88 — en référence à « Heil Hitler », des symboles white power, etc.) dans les rues et lieux publics de notre ville. Ces actes, dont les significations sont violentes, affectent le sentiment de sécurité d'une partie de la population, notamment les personnes immigrantes ainsi que les individus qui ne font pas partie de la très vaste majorité blanche et francophone.
Une journaliste du *Progrès-Dimanche* avait un peu plus tard produit une page complète sur la multiplication des graffitis néonazis au Saguenay.
- La prière récitée au Conseil de ville de Saguenay a provoqué beaucoup de tensions à partir de 2011. Tout a commencé avec l'action d'un citoyen, Alain Simoneau, soutenu par le Mouvement laïque québécois, qui a demandé la fin de la récitation de la prière et le retrait des signes religieux dans la salle. Il a porté sa cause au Tribunal des droits de la personne en 2008 et celui-ci lui a donné raison. Le maire devait donc cesser la prière et retirer les signes religieux. Mais en 2011, il annonçait que la Ville irait en appel sur la décision rendue et qu'une campagne de financement serait orchestrée par des employés de l'hôtel de ville pour couvrir une partie des frais d'avocat. Cela a rapidement suscité une vive polarisation. Soutenu par les catholiques intégristes dans sa croisade, dont ceux et celles qui défendaient le retour de la messe en latin, le maire considérait que ce n'était pas utiliser les fonds publics dans sa campagne de don que de mandater plusieurs de ses employé-es à s'y occuper à temps plein et que de faire passer des annonces sur les panneaux publicitaires géants. Les opposants et opposantes à Jean Tremblay se sont organisé-e-s, ont produit une vidéo virale où des citoyens et citoyennes refusaient que le maire étale ses convictions religieuses en leur nom et ont appelé à la tenue d'une manifestation lors de la séance du conseil municipal du 7 mars (2011), qui a eu l'attention de médias à travers le Canada. En collaboration avec KYK Radio X, qui a donné près de 1000\$ pour cette campagne, le maire Tremblay a fait un large usage du dénigrement pour tenter de discréditer les citoyens et citoyennes révolté-es par sa décision et délégitimer la manifestation. Les partisans du maire ont fait de même en envoyant de très nombreuses lettres de menaces, souvent très violentes. Des membres du Collectif et leurs allié-es ont pris part à la manifestation. La tension était élevée. Les escaliers menant à l'estrade où se trouvait près de la moitié des sièges de la salle avaient été enlevés pour en empêcher l'accès. Près de 75 citoyens et citoyennes venu-es manifester se sont trouvé-es circonscrit-es à l'extérieur de la salle par des policiers dans un vestibule, sous prétexte du manque de

capacité de la salle. En plus de policiers et policières en uniforme, des agents en civil se trouvaient sur les lieux. Occupaient les bancs près d'une quarantaine de supportaires de Jean Tremblay, particulièrement âgé-es, dont certains faisaient des commentaires racistes au micro et tentaient de provoquer agressivement les manifestant-e-s. Sur la table de presse, des piles de documents de renseignements personnels sur le Collectif Emma Goldman et les manifestant-es, truffés d'erreurs et basés sur aucune preuve, avaient été laissées à l'intention des journalistes avant la séance. Ceux-ci étaient anonymes, signés par « Pierre-Jean Jacques », un pseudonyme sous lequel se cachait en fait le militant d'extrême-droite Martin Venne. Dès le lendemain, les animateurs de KYK Radio X se sont lancés dans une longue campagne de salissage envers les opposants et opposantes présenté-es dans le document anonyme, sans en vérifier les informations. Questionné à savoir s'il était au courant de la présence de ces documents diffamatoires sur la table de presse, le maire répondait les avoir lus, mais n'avoir rien à voir avec cela.

- En 2011, des militant-es du Collectif ont participé à la Coalition Sortons les radio-poubelles de Saguenay. La lutte a commencé à partir d'un rassemblement en une cellule de crise avec des allié-es. D'abord, pour partager son « ressenti » et s'épauler émotionnellement dans le but de rétablir un sentiment de sécurité. Ensuite, pour entreprendre un processus réflexif en vue de la reprise d'un pouvoir collectif (*empowerment*) et amorcer une riposte aux agresseurs de la grande antenne. Des boucs émissaires de la radio-poubelle et des allié-es ont ainsi formé la coalition Sortons les radio-poubelles de Saguenay. Dans les premiers jours de janvier 2012, la coalition a lancé un site Web enjoignant le public à passer à l'action en interpellant les annonceurs publicitaires de la station KYK Radio X. En répertoriant les coordonnées des commerces, des services et des politiciens qui soutenaient financièrement la radio, l'action visait à porter un coup qui ne pouvait être ignoré par les dirigeants de la station en s'attaquant directement à leurs poches ! Elle cherchait aussi à politiser le choix d'antenne des annonceurs ; le député péquiste Sylvain Gaudreault trouvait-il par exemple cohérent de participer financièrement à la radio-poubelle par ses publicités ? À la suite de cette action, certains ont fait le choix de retirer leurs publicités des radio-poubelles. Malgré la faible attention portée par les médias de masse à la campagne, plus d'une trentaine d'organismes sociaux et de regroupements ont publiquement offert leur appui à la coalition saguenéenne. Des appuis venus tant de centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) et de centres de femmes que d'associations étudiantes, de syndicats, de groupes écologistes, communautaires, de défense au droit au logement et plus encore... Bien que la campagne ait provoqué de nouvelles attaques à l'encontre des militant-es, elle a eu pour résultat le congédiement ou le transfert dans une autre antenne de plusieurs animateurs et une diminution flagrante des propos condamnables — pour un certain temps du moins... Un apaisement temporaire et relatif qui n'a pas réellement changé la station. Peu importes les gains, ces actions ont tout de même permis à l'ensemble des gens qui y ont pris part d'acquérir une conscience plus critique de leur condition sociale. Le combat est d'ailleurs loin d'être terminé et d'autres groupes poursuivant les mêmes buts se sont formés, notamment à Québec et à Montréal. Vous pouvez en apprendre davantage sur cette saga à travers le livre *Radio X : les vendeurs de haine*, publié par le Collectif²³.
- Au tout début du mois de septembre 2013, le Collectif Emma Goldman faisait paraître la *Déclaration commune pour une communauté inclusive et antiraciste au Saguenay*, à la suite du geste haineux commis à l'endroit de la mosquée de Chicoutimi. La déclaration a été traduite en anglais et, en 15 jours, plus de 100 personnes et organisations lui ont formellement donné leur appui. Ce n'était pas une pétition, mais un appel à l'action et à l'engagement contre le racisme, ainsi que tous les systèmes d'oppression. Nous avons par la suite cherché à multiplier les initiatives de solidarité et à dénoncer l'islamophobie. — Vers le mois de décembre 2014, la Fédération des Québécois de souche a collé des autocollants « 0% halal, 0% casher » dans différents arrondissements de Saguenay, en ciblant, comme à son habitude, les lieux habités ou fréquentés par des personnes immigrantes. Immédiatement après que l'épicerie Mon Afrique au Saguenay, sur la rue Racine, ait été touchée, des militant-es ont tenu une vigile de solidarité. La photo de cette action a été aimée plus de 800 fois sur les réseaux sociaux et a été très largement partagée. Par la suite, une série d'activités antiracistes intitulées « 110% Québécois » ont été organisées à Chicoutimi par différentes

23. Collectif Emma Goldman, *Radio X : les vendeurs de haine*, Québec, Ruptures, 2013.

personnes. Le collectif a pris part à l'une d'elles, soit une soirée multiculturelle en musique au Bar à Pitons, à Chicoutimi, le 28 février. Il s'agissait d'une initiative autonome de quelques personnes de la région qui versaient les bénéfices de la soirée à un organisme. Le Collectif Emma Goldman y a réalisé un atelier de discussion « Pour une région plus inclusive et solidaire contre le racisme ! » ; plus d'une quarantaine de personnes y ont participé. L'atelier se voulait introductif. Les discussions ont été très intéressantes et variées. Le collectif a tenu à ce que le milieu s'engage dans la lutte contre le racisme : « Pour chaque geste raciste, faisons 5, 10, 100 actions antiracistes ! » Au cours de la soirée, le collectif a également lancé la quatrième édition de son bulletin régional *Le Pic-Bois* qui portait sur l'abolition du colonialisme et la décolonisation du Nitassinan. Des centaines d'exemplaires ont été distribués au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans d'autres régions du Québec. Un peu plus tard, en pleine grève à l'UQAC, un membre du collectif a présenté une séance d'université populaire sur le thème « Pour une région plus inclusive et solidaire contre le racisme ! » Un peu moins d'une vingtaine de personnes y ont participé. Une autre conférence, cette fois-ci au sujet du « Privilège blanc », a été prononcée par un membre à l'Espace social libre en mars de l'année suivante.

- À l'automne 2015, les médias ont alimenté une campagne de peur contre la décision des gouvernements d'accueillir les réfugié-es de Syrie. Les membres du collectif se sont impliqués en écrivant des lettres d'opinion dans les journaux, en réalisant des vigiles de solidarité et en distribuant des tracts. Le 23 novembre, le collectif a revendiqué par communiqué d'avoir posé deux bannières « Bienvenue aux réfugié-es » à Chicoutimi et à Jonquière en réponse à une bannière sordide « Réfugiés non merci » attachée à un viaduc près de la centrale de police, à Arvida. Comme certains médias l'ont republié : « À chaque acte d'intolérance, nous nous engageons à multiplier les actes de solidarité. »
- En 2015 et 2016, le Collectif Emma Goldman a développé des liens avec des Innu-es qui militaient contre les traités coloniaux et tout le système colonialiste. Nous avons appuyé et offert notre collaboration au Regroupement des familles traditionnelles de chasseurs-cueilleurs Innuatsh. Nous avons participé à l'organisation de plusieurs activités du regroupement, diffusé leur point de vue et aidé au réseautage. Le Regroupement a notamment organisé une manifestation à Mashteuiatsh contre les Traités coloniaux du Regroupement Petapan et Tshash Petapan, a pris part à la journée d'actions contre le projet de gaz naturel liquéfié à Grande-Anse (La Baie) le 2 février 2017 en réalisant une cérémonie traditionnelle sur la route de Grande-Anse et a présenté un atelier lors du Campement écologiste organisé par le Collectif Emma Goldman à l'automne 2016.
- En juin 2016, le Collectif Emma Goldman a organisé une vigile de solidarité avec la communauté LGBT à Chicoutimi, à la suite du massacre survenu à Orlando, aux États-Unis. Environ 25 personnes ont répondu à l'appel et ont écrit le nom des victimes sur le pavé devant la Place du citoyen. Quelques jours auparavant, un atelier de discussion « Anarchistes contre l'homophobie et la transphobie » s'était déroulé à l'Espace social libre.
- En août 2016, avertis du déroulement d'une activité de tractage de La Meute sur la Place du citoyen (Chicoutimi) par un camarade, une poignée de militant-es, plus tard identifié-es comme « Les Ami-es des bélugas », ont spontanément été perturber leur propagande. Un groupe d'une douzaine de personnes portant des t-shirts noirs de La Meute était sur place, dont plusieurs Montréalais à la tête de l'organisation d'extrême droite. L'activité avait lieu alors que près de 300 personnes se trouvaient sur la place publique pour la danse en ligne hebdomadaire et les Pokémons. Résultat, la boîte de tracts de La Meute a été détruite et après une petite altercation, les cryptofascistes ont quitté les lieux, que les militant-es antiracistes ont ensuite occupés, après avoir également retiré les tracts laissés sur les parebrises des autos stationnées tout près de la Place du citoyen.
- Le 4 mars 2017, le Collectif Emma Goldman a coorganisé, avec des militant-es antiracistes de la localité, une contre-manifestation non autorisée lors de la marche organisée par La Meute, à Chicoutimi. Environ 40 personnes de la gauche, de milieux différents et solidaires avec nos idéaux y ont pris part. La marche islamophobe a même été bloquée à quelques occasions. Des policiers en uniforme antiémeutes et certains

en civil accompagnaient les racistes. Durant la nuit précédente, des militant·es avaient collé des affiches antiracistes tout au long du parcours de la marche.

Pour conclure ce bilan, nous ne concevons néanmoins pas le problème de l'extrême droite, du racisme et des idéologies haineuses comme des phénomènes locaux ou nationaux. Nous sommes internationalistes et nous croyons qu'il nous faut tisser des liens de solidarité par-delà les frontières pour terrasser l'ennemi commun. À travers les années d'existence du Collectif Emma Goldman, nous avons constamment cherché à développer des liens et soutenir des groupes partageant nos idées et combattant ces fléaux dans d'autres milieux et pays. Nous avons réalisé des campagnes de solidarité internationale avec des militant·es antiracistes, antifascistes et anticoloniaux de Russie, de Colombie, de Palestine, d'Ukraine, d'Angleterre, des États-Unis, du Kurdistan et de bien d'autres pays. Nous avons organisé des conférences, de l'affichage urbain, la production d'une émission de radio diffusée à Québec, l'envoi d'argent et de lettres à des prisonnier·ères politiques, des vigiles, des pétitions, la distribution de tracts, etc.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Collectif Emma Goldman
Combattre l'extrême-droite et le populisme
l'expérience du Saguenay-Lac-Saint-Jean
2020

fr.anarchistlibraries.net